

DERNIÈRE ÉDITION



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12246 — 6 F — DIMANCHE 10-LUNDI 11 JUIN 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 – Tél. : 246-72-23

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Aznavour parle des Arméniens

DOSSIER

L'Europe de l'extrême droite (Pages 4 et 5)

OUGANDA

Le village de l'ogre (Page 7)

CORÉE DU NORD

L'Asie sans la foule (Page 7)

SOCIÉTÉ

Les mangeurs d'orties (Page 10)

Les sept riches face aux dettes des pauvres

La potion que le sommet de Londres offre aux plus gros débiteurs risque de n'être que de l'eau sucrée

Le dixième sommet des sept plus grandes démocraties industrielles se termine ce samedi 9 juin à Londres par l'adoption de plusieurs textes, dont certains prendront la forme de « conclusions » tirées par la présidence britannique. Dès vendredi, les Sept avaient publié une *« déclaration sur les valeurs démocratiques »* proclamant notamment leur croyance dans le *« règne du droit »* et leur *« capacité à s'adapter au changement sous tous ses aspects »*. Mais cette adaptation reste à faire en ce qui concerne le problème des pays les plus endettés.

De notre envoyé spécial

Londres. – Les pays industrialisés poursuivront la stratégie qu'ils ont appliquée jusqu'ici pour régler, au cas par cas, les difficultés grandissantes que rencontrent les pays du tiers-monde et, singulièrement, ceux d'Amérique latine, pour faire face au remboursement de leurs dettes.

Conscients de la gravité de la situation, ils sont prêts à mettre en œuvre quelques aménagements afin de rendre la potion administrée aux débiteurs, sous la férule du Fonds monétaire international, moins amère. Mais il n'y aura pas de modification en profondeur de leur approche, et l'engagement de faire effort pour réduire les taux d'intérêt américains, considérés comme la cause principale de l'aggravation de la situation des pays endettés, demeure très vague.

Telles sont les impressions qui ressortent de la lecture du projet de communiqué du sommet de Londres, tel qu'il était établi vendredi en fin de journée. Il ne s'agissait pas d'une version définitive, et ceux qui, comme la France, souhaitent que le monde industrialisé manifeste avec plus de détermination sa volonté de se mobiliser pour permettre aux pays pauvres de tirer parti à leur tour de la reprise économique, disposaient encore de quelques heures pour tenter de le rendre plus musclé, c'est-à-dire d'en rendre la lecture plus attrayante à Brasilia, Buenos-Aires et New-Delhi. Vendredi soir, M. Delors notait *« des convergences importantes »*, mais aussi des points qui méritent d'être encore clarifiés quant à la méthode à suivre pour améliorer le traitement de l'endettement.

Pour les Sept, dont les débats ne se sont jamais déroulés dans un contexte d'une aussi grande actualité, l'objectif immédiat est de tenter de convaincre les gouvernements du tiers-monde que leur appel pressant a été entendu et que les nations industrialisées sont disposées à agir pour calmer le jeu, notamment en Amérique latine, où l'effervescence est la plus grande : après la défaillance de la Bolivie, au moins un grand pays du continent, l'Argentine, refuse de se plier aux injonctions du FMI et risque fort, le 15 juin, de ne pas payer les intérêts de ses *emprunts, qui viennent alors à* échéance.

Les dirigeants du tiers-monde considéreront-ils les orientations de Londres comme suffisamment concrètes, témoignant d'un réel souci de solidarité ? Le projet de communiqué reconnaît que l'existence de taux d'intérêt élevés, ayant même tendance à augmenter encore, *rend le problème de la* dette plus aigu. Il convient en conséquence d'accentuer les politiques visant à réduire l'inflation et les taux d'intérêt et, dans les pays où cela est nécessaire, à réduire les déficits budgétaires et la progression de la masse monétaire. Comment imaginer, pour ceux qui considèrent la baisse des taux d'intérêt américains comme l'élément le plus déterminant de leur survie, une rédaction moins *prometteuse* ?

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 3.)

LA PREMIÈRE VISITE D'UN PAPE EN SUISSE DEPUIS CINQ SIÈCLES

Jean-Paul II en terre réformée

De notre correspondant

Berne. – C'est une visite complexe, un peu à l'image de la Confédération, que le pape Jean-Paul II entreprend du mardi 12 au dimanche 16 juin en Suisse. Prévue à l'origine en juin 1981, elle avait dû être reportée à la suite de l'attentat dont il avait été victime une quinzaine de jours auparavant.

Jean-Paul II ne sera pas tout à fait en terre inconnue puisqu'il avait séjourné à deux reprises à Fribourg en 1970 et en 1975 alors qu'il était encore cardinal. Devenu pape, il a ensuite fait un bref déplacement à Genève le 15 juin 1982 pour s'adresser à la conférence internationale du travail où l'avait déjà précédé Paul VI le 10 juin 1969. Mais c'est la première fois qu'un chef de l'Eglise catholique vient en visite pastorale dans la Confédération depuis le voyage de Martin V en 1418.

C'est aussi la première fois que Jean-Paul II se rend dans un pays doublement marqué par la Réforme – de Swingli dans sa partie de langue allemande et de Calvin dans ses cantons d'expression française. Aujourd'hui le catholicisme regroupe environ la *moitié de la population*, soit 47,6% contre 44,3% de protestants. Mais parmi les catholiques se trouvent 800000 étrangers. Si l'on tient compte uniquement des citoyens helvétiques, les protestants restent légèrement majoritaires avec 50,4%, tandis que les catholiques représentent 43,6% des Suisses.

La communauté catholique est actuellement répartie en huit diocèses. Trois d'entre eux, ceux de Bâle, de Coire et Lausanne, de Genève et Fribourg, ont cependant été jugés trop grands et difficiles à gérer selon les normes établies par Vatican II. Il a donc été question de créer deux nouveaux diocèses, l'un à Zurich, la ville de Swingli, et l'autre à Genève, la cité de Calvin. Mais ces projets ont suscité des réserves beaucoup plus vives que prévu du côté protestant.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Bleu

Dès l'aube la nouvelle s'est répandue sur l'Europe comme une traînée de poudre. Pour une fois qu'il ne s'agissait pas d'une catastrophe, d'une guerre, de licenciements collectifs, d'armements, de dépôts de bilan...

Oubliés les sikhs massacrés, les Iraniens et les Irakiens en guerre perpétuelle. Annulées les dettes du tiers-monde, effacés les riches réunis à Londres, détrônés les tennismen de Roland-Garros, inaudibles les polémiques électorales : Caroline de Monaco a donné le jour à un garçon ! Les trois kilos de ce bébé pèsent plus dans l'imaginaire que tous les drames du moment.

Carnet bleu pour temps gris.

BRUNO FRAPPAT.

L'ACCIDENT DE SANTÉ D'ENRICO BERLINGUER

Le désarroi des communistes italiens

Communistes ou non, les Italiens retiennent leur souffle, conscients que quelque chose est en train de changer, qu'est peut-être en train de s'éteindre – les bulletins de santé de ce samedi matin 9 juin ne sont guère encourageants – l'un des hommes qui depuis plus d'une décennie incarnait l'autre « âme » de l'Italie de l'après-guerre face à la puissante démocratie-chrétienne.

M. Berlinguer, frappé, vendredi 8 juin d'une hémorragie cérébrale alors qu'il participait à un meeting à Padoue, était plus que le dirigeant du premier parti communiste d'Occident – 1,5 million d'adhérents, 30 % des voix – et de la deuxième force politique en Italie. C'était un point de référence, le symbole d'une certaine manière de concevoir la politique : il incarnait certes la spécificité d'un communisme à l'italienne profondément intégré à la société, mais aussi cette question « *morale* » *si souvent* posée dans une Italie où le le monde politique est périodiquement secoué de scandales.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 4.)

Cinq mois de sondages

Les petits grignotent les grands

Le scrutin du 17 juin mobilisera-t-il davantage les électeurs français que celui du 10 juin 1979 ? Pour les premières élections européennes, le taux des abstentions s'était élevé à plus de 39 % alors qu'il a été de près de 19 % pour le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, d'un peu plus de 14 % au second et de plus de 29 % au premier tour des législatives de la même année.

Le pourcentage des Français qui se déclarent « *beaucoup* » ou « *assez intéressés* » par ce scrutin *se situe autour de 50 : 50 %* en février, 51 % en mars, 48 % en avril, 50 % fin mai et 56 % en juin, d'après les six enquêtes préélectorales réalisées par la *SOFRES* pour *le Figaro*.

Selon un autre sondage de la SOFRES réalisé du 23 au 28 *mars pour* « *Vendredi* », *le magazine* de FR 3, une majorité de Français sont très attachés à la construction de l'Europe, qui présente comme avantage d'assurer la paix (pour 53 %), de permettre un dialogue d'égal à égal avec les grandes puissances (pour 49 %) et de faire face à la crise économique (52 %). Nombreux sont ceux qui, pour l'avenir, se déclarent *favorables à un renforcement des* pouvoirs de la Communauté (54 %), à la création d'une monnaie commune (65 %), à une *défense européenne (56 %) et à* une politique commune face au chômage (83 %).

Il n'empêche. Les préoccupations européennes des Français ne seront pas déterminantes dans ce scrutin. Ceux qui tiendront compte pour leur vote des problèmes intérieurs sont majoritaires (60 % en février comme en juin, 58 % en mars, 59 % en avril, 61 % au début du mois de mai, 57 % à la fin du mois de mai, d'après les six sondages de la SOFRES), tout comme ceux qui souhaitent que les électeurs profitent de ce scrutin pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche. Les partisans d'un vote sanction contre le gouvernement se sont presque toujours situés au-dessus de la barre des 50 % (56 % en février, 48 % en mars, 53 % en avril, 57 et 53 % en mai).

Que la liste d'union de l'opposition soit créditée de 44 % des intentions de vote, pour la SOFRES comme pour l'IFOP, n'est donc pas pour surprendre. Ce pourcentage est en outre tout à fait comparable aux résultats de l'UDF et du RPR le 10 juin *1979 : 43,92 % des suffrages* exprimés (16,31 % pour la liste de M. Chirac, 27,61 % pour la liste de Mme Veil).

NADINE AVELANGE.

(Lire la suite page 8.)

AU TROISIÈME TRIMESTRE

L'école buissonnière est obligatoire

Ces élèves de troisième de la banlieue parisienne ont de la chance. Le conseil de classe qui décidait de leur passage en seconde a eu lieu le vendredi 25 mai. Les voilà fixés sur leur avenir, mais aussi bien démobilisés pour s'exercer avec la même ardeur, jusqu'au 28 juin, date officielle de la sortie des classes, aux embûches des maths et aux subtilités de la dissertation.

Le principal du collège est conscient des risques d'école buissonnière que multiplie cette précocité du conseil de classe. Il a prévenu qu'il signalerait aux parents les absences des élèves afin qu'ils en soient, au moins, informés. Pauvre parade qui ne sauvera pas de la débandade un troisième trimestre en forme de queue de poisson !

C'est en mai et juin que s'accumulent les « ponts » qui désorganisent la scolarité : 1er mai, 8 mai, Ascension, Pentecôte. C'est aussi la période au cours de laquelle sont traditionnellement fixés les examens et les procédures d'orientation scolaire. Beaucoup de lycées *fermeront à partir du 15 juin, même* pour les élèves ne subissant aucun examen. En effet, ils accueillent dans leurs salles de classes les candidats au baccalauréat, au certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et au brevet d'études professionnelles (BEP). Leurs enseignants sont mobilisés pour surveiller et corriger les épreuves.

Dans les collèges, c'est la navette des dossiers qui oblige à s'y prendre à l'avance. Les parents disposent d'une semaine pour accepter *ou non le verdict du conseil de* classe. Ensuite, le dossier de l'élève admis en seconde doit circuler entre les proviseurs, les inspecteurs d'académie et les parents. Sans parler des jeunes orientés vers un lycée d'enseignement professionnel et qui peuvent émettre trois vœux d'affectation. Un véritable casse-tête, qui oblige par exemple, dans la plus grande académie de France, celle de Versailles, à commencer les *procédures dès le 25 mai*.

Peut-on sauver ce troisième trimestre-peau de chagrin ? A cette question, les protagonistes – associations de parents et syndicats d'enseignants – répondent unanimement que le problème est ailleurs. *« C'est l'année scolaire tout entière qui est défectueuse*, explique Mme *Militsa Vassitch*, de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP). *Depuis 1956, nous disons que le rythme scolaire n'est pas satisfaisant. Les vacances d'été sont trop longues et les enfants oublient leur acquis. Le premier trimestre est donc consacré trop souvent aux révisions. La journée de travail du lycéen français demeure la plus longue et son année scolaire, la plus courte : 158 jours de travail en France, 210 aux Etats-Unis, 280 au Japon. »*

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 10.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 10 juin. – *Madrid :* Visite du ministre japonais des affaires étrangères.
Djeddah : Réunion du Comité islamique de paix pour la médiation entre l'Iran et l'Irak.
Panama : Elections municipales.

Lundi 11 juin. – *Madrid :* Visite officielle du président argentin, M. Alfonsin.

Mardi 12 juin. – *Paris :* Réunion du conseil des ministres de l'UEO.
Genève : Reprise de la conférence de l'ONU sur le désarmement.
Moscou : Sommet du COMECON.
Paris : Visite du président du Costa-Rica.
Genève : Visite du pape Jean-Paul II (jusqu'au 16).

Jeudi 14 juin. – Elections au Parlement européen en Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Pays-Bas.
Dublin : Référendum sur le droit de vote en Irlande pour les ressortissants de la CEE.

Samedi 16 juin. – *Ottawa :* Congrès du Parti libéral, qui choisira le successeur de M. Trudeau.

Dimanche 17 juin. – *Tokyo :* Visite du premier ministre portugais.
Elections européennes.

SPORTS

Dimanche 10 juin. – *Tennis :* Finale des Internationaux de France, à Roland-Garros.
Sports équestres : CSI de Reims (jusqu'au 11).

Lundi 11 juin. – *Moto :* Grand Prix de France au Castellet.

Mardi 12 juin. – *Football,* Championnat d'Europe : France-Danemark, au Parc des Princes.

Mercredi 13 juin. – *Football,* Championnat d'Europe : Belgique-Yougoslavie, à Lens.

Jeudi 14 juin. – *Football,* Championnat d'Europe : RFA-Portugal, à Strasbourg, et Roumanie-Espagne, à Saint-Etienne.

Mardi 26 juin. – *Football,* Championnat d'Europe : France-Belgique, à Nantes, et Danemark-Yougoslavie, à Lyon.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 Kr. ; Espagne, 150 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 35 f. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9,00 kr. ; Suisse, 1,70 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

IL Y A QUARANTE ANS, LA CAMPAGNE DES ALLIÉS EN ITALIE

Rome est tombée

« It's a long way to Rome... », disaient les affiches de la propagande allemande sur les murs de l'Europe occupée, à la fin de l'hiver 1944. Un escargot aux couleurs anglaises et américaines remontait la côte tyrrhénienne d'une Italie stylisée. Un graphique indiquait que, du 6 septembre 1943 au 1er avril 1944, les forces alliées avaient progressé vers Rome deux fois plus lentement que le gastéropode (80 centimètres à la minute).

Ce que cette ironie avait de fondé touchait-il les Européens ? Pensaient-ils que l'Italie pouvait être un théâtre d'opérations décisif, si loin de Berlin ? Qui affirmerait aujourd'hui, en réveillant son souvenir, que la conquête de Rome s'annonçait au printemps 1944 comme une date-clé de la guerre ? Sauf, bien entendu, pour les acteurs directs, combattants et Romains ?

Depuis vingt-sept siècles pourtant, Rome avait été la capitale la plus souvent convoitée par un vainqueur qualifié de ce fait de « Barbare ». L'univers entier frémissait. *« Rome est tombée »* avait toujours sonné comme un symbole, débordant amplement la réalité du fait, même et surtout la dernière fois, le 20 septembre 1870, lorsque le roi d'Italie l'enleva au pape.

La conquête du 4 juin 1944 a exigé des armées, des moyens et des délais sans commune mesure avec aucune des conquêtes antérieures : environ huit cent mille hommes des deux côtés s'affrontant pendant dix mois sur toute la largeur de la Péninsule. Combattants qui ne se battent pas chez eux et ne savent de Rome qu'un mythe plus ou moins clair.

Cette histoire s'est écrite en plusieurs versions ignorantes les unes des autres, en récits parallèles sans convergences ni interconnections, à se demander si la réalité historique de l'événement ne s'est pas de fait jouée sur différents écrans juxtaposés. La seule cohérence tiendrait en une simple phrase : *« Rome est prise »*. Mais les protagonistes de chacune de ces versions ne lui ont pas, sur le moment ni dans leurs Mémoires, donné la même signification.

Le choix de Churchill

Churchill avait déclaré à la conférence de Téhéran : *« Qui tient Rome tient en main les titres de propriété de l'Italie. »* Il visait, on ne peut plus clairement, le contrôle politique de la Péninsule remise sous le pouvoir d'un régime antifasciste, dans la vieille ligne de pensée qui faisait de l'Italie un discret protectorat britannique.

Vouloir Rome, c'était aussi pour Churchill en faire le gage symbolique de sa stratégie méditerranéenne : elle supposait que la conquête de l'Italie déboucherait vers Vienne et Prague, visant le cœur de l'Europe centrale avant les armées soviétiques. Roosevelt, approuvé par Staline, y opposa son dessein : le « second front » serait ouvert au nord de l'Europe, sur la route la plus directe vers Berlin. Le projet Overlord.

La stabilisation du front allié au nord de Naples, à l'automne 1943, coïncida avec (et peut-être provoqua) le relatif repli de Churchill, effectuant à cette époque, à Moscou, le partage des zones d'influence dans le Sud-Est européen. Staline reconnaissait l'Italie aux Occidentaux. Rome prise ou non, ce théâtre d'opérations n'intéressait pas plus Staline que de Gaulle ; pour des raisons différentes, ils insistaient tous deux sur le débarquement en France.

En novembre 1943, le comité de la défense nationale à Alger se montrait très réticent à *« meubler le front d'Italie avec des troupes françaises en leur faisant miroiter la vaine gloire de délivrer Rome, tandis que les forces anglo-américaines seraient réservées pour l'action principale du nord »*.

Pour Eisenhower, commandant en chef allié, ce front n'eut, très tôt, qu'un rôle : fixer le maximum de troupes du Reich. Comme pour Kesselring, commandant les forces allemandes, qui, de novembre jusqu'au milieu de mai 1944, bloqua sur place les Alliés. Ils disposaient de vingt-huit divisions contre vingt-trois, mais leur supériorité numérique était balancée par l'expérience d'adversaires aguerris.

Rome, dans cette machinerie de lent écrasement de combats en montagne, homme contre homme, de martèlements d'artillerie, dans une forme de guerre retrouvant les années 1917-1918, perdait progressivement sa valeur d'objectif stratégique, d'autant qu'à deux reprises, après la prise de Naples et le débarquement d'Anzio, l'occasion de la capturer par surprise, en profitant du désarroi allemand, avait été manquée.

Ce n'était plus au printemps 1944 qu'un nœud de communications vital pour la retraite allemande, et dont Kesselring faisait payer très cher l'accès aux Alliés. Il fallut quatre assauts et beaucoup de bombardements pour venir à bout de Cassino, môle montagneux auquel s'était déjà heurté l'un des deux conquérants marchant sur Rome par le sud, Hannibal. On sait qu'il y échoua. L'autre, Bélisaire, réussit.

Jamais encore prise de Rome n'avait requis autant d'hommes. Entre les Abruzzes et la mer, la Ve armée américaine, commandée par le général Mark Clark, déployait treize divisions (sept américaines, deux anglaises, quatre françaises). L'offensive commença le 11 mai. La marche sur Rome, qui dura trois semaines, au rythme qu'imposaient les résistances des verrous allemands, fut possible après que le corps de montagne français eut crevé le front allemand. Sur ce point, même si les accents lyriques des chroniqueurs français sont excessifs, les commentaires allemands et américains témoignent qu'en cet épisode décisif de sa présence sur le front italien le corps expéditionnaire français, qui comprenait cent mille hommes, confirma une revanche de juin 1940, aussi marquante qu'oubliée, parce que trop peu gaulliste.

Le général Clark au Capitole

Dans la soirée du 3 juin, un groupement tactique américain arriva jusqu'à Cinecittà, où une arrière-garde allemande protégeait les abords de l'aérodrome de Centocelle. Dans le journée du 4, avec une certaine confusion, les détachements alliés entraient dans la ville, des commandos canadiens et américains occupant immédiatement les ponts. Les colonnes de la Wehrmacht se repliaient, fourbues, dans un ordre relatif, sans nulle part chercher à prolonger les résistances.

Contournant Rome par l'est et le nord, en franchissant le Tibre, Monsabert, avec sa 3e division de tirailleurs algériens, venait s'installer au débouché de la Nomentana, sur le Monte-Sacro. Le 5, Clark put faire son entrée solennelle à Rome, ce trophée incomparable pour un général. Un tour sur la place Saint-Pierre, Puis la montée au Capitole, emmenant dans sa jeep le général Juin (qui, dans ses Mémoires, valorise l'événement) et les autres commandants de corps. De là, tout le monde alla sabler le champagne à l'hôtel Excelsior.

Les Français s'installèrent au Piazza, sur le Corso. Juin alla le 7 rouvrir le palais Farnèse, recevoir la colonie française demeurée à Rome, regroupée auprès du cardinal Tisserant, lui aussi ancien officier de tirailleurs. A la veille de la prise de la ville, deux officiers de l'état-major Juin s'étaient introduits au Vatican pour remettre au pape une lettre du général de Gaulle.

Tout compte fait, l'objectif Rome n'avait eu pour les Français d'autre intérêt que de permettre leur rentrée dans la guerre sur une grande échelle. Ils n'en demeuraient pas moins en position subalterne. L'essentiel, pour le gouvernement d'Alger, allait se jouer en France, où les divisions françaises d'Italie allaient débarquer avec les Américains. Rome, Sienne, c'étaient des fleurons superflus.

Juin et les autres chefs alliés en Italie s'entêtèrent : la prise de Rome leur semblait l'« occasion exceptionnelle » pour bousculer sans désemparer les troupes allemandes en déroute et foncer vers les Alpes en vue de cette « invasion danubienne » qui renouvellerait les grandes campagnes de Napoléon.

Maître de la décision, le comité des chefs d'état-major alliés la renvoya au début de juillet, laissant à Kesselring le temps de rétablir sa situation sur les Apennins. Finalement, l'insistance d'Eisenhower l'emporta : le débarquement prévu en Provence aurait lieu le 15 août, pour lui donner le port en eau profonde dont il avait besoin dans son offensive à l'ouest de l'Allemagne.

Si les chroniqueurs et historiens alliés ou allemands rapportent dans tous les registres ces mois de guerre comme s'ils s'étaient déroulés sur une terre peuplée de fantômes, les différentes versions italiennes de la prise de Rome écartent absolument tout lien avec les opérations militaires qui y conduisirent.

Une ville assommée

Elles trouvèrent une capitale assommée et en pleine confusion. L'occupation allemande, commencée le 8 septembre 1943, s'était faite très pesante, avec l'aide de la police fasciste. L'attentat de via Rasella, en mars 1944, provoqué par les « groupes d'action partisans », avait déclenché le massacre des trois cent trente-cinq otages des Fosses Ardéatines. Ravagée autant par la famine que par le marché noir, la communauté des Romains était éclatée, déplacée à l'intérieur même de l'enceinte. Quatre mille juifs étaient cachés dans les couvents et institutions religieuses. Les opposants politiques au fascisme ne dormaient pas chez eux. Les principaux dirigeants des partis d'avant 1922 formaient le Comité de libération nationale, réfugié à Saint-Jean de Latran, sous la protection du pape, à trois cents mètres des cellules de la Gestapo, via Tasso. Leurs liaisons restaient assurées avec les services de renseignement alliés et leurs amis politiques dans la clandestinité.

Représentaient-ils vraiment le destin de l'Italie ? La légitimité, en cet instant, était à Bari, entre les mains du roi Victor-Emmanuel III et du cabinet Badoglio, réformé en avril. L'Italie résistante était dans le Nord, à Milan, à Turin, dans les vallées des Alpes, où les maquis, surgis des formations militaires démobilisées, avaient tenu tout l'hiver. Dans toute sa zone d'occupation, Kesselring redoutait en cette fin de printemps l'extension de l'activité partisane.

Etrangère aux événements de guerre, dépossédée de son rôle politique, Rome n'était plus la capitale de l'attentisme et des compromis avec tous les maîtres du moment. Au-delà de ce moment, et défiant précisément tous ces maîtres successifs, se jouait un compromis plus décisif, entre Italiens : entre gauche et droite, républicains et monarchistes. La question du régime à venir était liée à la solution urgente du jeu subtil entre les trois vainqueurs, le jeu qui ferait passer l'Italie de la capitulation sans conditions, même tempérée dans son application, à un statut qui, sans être d'alliance, serait de considération et de coopération.

La prise de Rome marqua pour les Italiens le moment où glissa le fondement même du pouvoir. Vitor-Emmanuel III, tenant sa promesse, céda le sien le 5 juin à son fils, le prince de Piémont, devenu lieutenant-général du royaume. Le cabinet Badoglio, remanié en avril pour incorporer tous les partis, était responsable devant lui.

Mais le 8 juin, dans un petit salon du Grand Hôtel, le Comité de libération nationale se constitua en gouvernement : le conservateur Ivanoe Bonomi en fut le chef. Y figuraient notamment Croce, De Gasperi, Saragat, Togliatti. Pas question de proclamer la République : les forces alliées avaient consigne de réprimer par la force une telle tentation.

Umberto, à l'étonnement d'une partie des membres du CLN, accepta ce transfert de Badoglio à Bonomi, consentant en fait aux dirigeants du CLN un rôle qui amputait les pouvoirs constitutionnels du souverain. Le processus s'amorça ainsi, qui conduira à la République deux ans plus tard.

Le cabinet Bonomi s'installa à Rome en juillet, après avoir surmonté l'hostilité de Churchill.

Cette transition paisible tout comme l'absence de soulèvement des partisans dans Rome occupée furent très largement dues à la stratégie de Palmiro Togliatti, secrétaire général du Parti communiste. Son retour en Italie, le 27 mars, son affirmation d'un soutien total à la monarchie et au cabinet Badoglio, ses consignes de prévention contre toute illusion révolutionnaire et républicaine nourrie par les partisans du Nord, relevaient d'un marchandage global négocié, sur l'initiative italienne, avec l'URSS. Togliatti qui, encore à la fin de 1943, réclamait l'abdication et la formation d'un gouvernement provisoire, renversa du tout au tout sa position après la reprise des relations diplomatiques entre Moscou et Bari, le 14 mars. Cette mesure (que les Anglo-Américains ne prendront qu'en février 1945) eut deux effets visibles : la « stratégie de la modération », même si elle procédait d'une analyse froide des rapports de forces, fut imposée par l'influence soviétique. Et Moscou s'empressa de demander une base aérienne sur le sol italien pour aider les partisans yougoslaves. Les Anglo-Américains s'y opposèrent.

La Rome de Pie XII

Reste la Rome de Pie XII, celle qui s'arrête ou commence à la démarcation symbolique des dalles de grès sur la place Saint-Pierre. Jusqu'au 3 juin, des parachutistes allemands y ont monté la garde. Le 4 juin, se disposant à bénir les Romains accourus sur la place comme en un lieu de sauvegarde, Pie XII aperçoit un blindé américain parvenu jusqu'à cette ligne. C'en est trop ; il le fait éloigner.

Depuis des mois, il a mené une bataille diplomatique pour obtenir que Rome soit proclamée « ville ouverte », que les forces allemandes n'y stationnent pas, que les Alliés ne bombardent pas. De fait, si un tel statut n'a jamais été réalisé, les belligérants ont pris des ménagements. Le 2 juin au soir, quand il a encore le choix entre le repli ou l'accrochage dans Rome, Kesselring, faute d'un accord avec les Alliés par l'entremise du Vatican pour maintenir la ville hors de la zone des combats, décide l'évacuation. Un ordre *in extremis* de Hitler lui prescrit de ne rien détruire dans Rome *« à cause de son statut de place de culture »*.

Weiszäcker, ambassadeur du Reich, prend dans le logement du canonicat de Saint-Pierre la place d'Osborne, ministre de Grande-Bretagne. A 18 heures, le 5 juin, Pie XII apparaît à la loggia centrale de la basilique et donne sa bénédiction.

Rome, entendue symboliquement comme siège de la papauté, est désormais en sûreté. Comme telle, elle a été un asile pour des milliers de persécutés, juifs, antifascistes, prisonniers de guerre alliés. Les limites de la souveraineté temporelle de l'Etat pontifical ont été à peu près respectées.



ROUIL.

Dans l'église Saint-Louis des Français, quelques plaques portent les noms de soldats tombés pour la prise de Rome, voisinant avec d'autres qui témoignent des différentes troupes françaises en garnison à Rome au dix-neuvième siècle. Le cimetière français du Monte-Mario s'est peu à peu vidé de ses tombes. Peut-être vaut-il mieux en effet penser Rome autrement qu'en termes d'objectif militaire, sans pour autant méconnaître à quel point la campagne d'Italie et la bataille pour Rome sont iniquement censurées dans la mémoire collective des Français.

Pour les Romains, les prises de Rome sont scandées à travers l'histoire par des noms de Barbares : Etrusques, Gaulois, Wisigoths, Vandales, Hérules, Arabes, Normands, Impériaux, Français, Piémontais. 1944 a repris et amplifié ces hordes : Maoris, Boers, Gurkhas, Indiens, Ceylanais, Basutos, Swazis, Mauriciens, Caraïbes, Chypriotes, Népalais, Syriens, Libanais, Brésiliens, Grecs, juifs, Serbes et Croates, Français, Belges, Canadiens, Irlandais, toutes les variétés d'Américains, et même combattants italiens... tous étaient représentés dans les forces alliées, sans parler d'une unité turkmène dans l'armée allemande.

Mais les Romains du Testaccio, superbement indifférents au pittoresque, ont résumé cette diversité en un seul mot : *« I Marocchini »*, les Marocains. Il faut bien avouer que les goumiers et les tirailleurs, s'ils furent les principaux instruments de la percée sur Rome, firent payer fort cher aux populations italiennes une guerre dont elles avaient été spectatrices. Sur les responsabilités françaises à cette époque et sur ce théâtre, la mémoire collective aussi a opéré une censure radicale.

JACQUES NOBÉCOURT.

Étranger

LE SOMMET DE LONDRES

La « déclaration sur les valeurs démocratiques » a fait l'objet d'une rédaction laborieuse

De notre envoyé spécial

Londres. – La « Déclaration sur les valeurs démocratiques », adoptée vendredi 8 juin en fin d'après-midi par les Sept, illustre à la fois les succès et les limites de la coopération politique entre les Sept. Certes, *une telle rencontre – chaque participant l'a répété sur tous les tons –* est avant tout économique et elle se doit de conserver un caractère informel. Mais le fait qu'un texte aussi anodin ait été précédé d'un exercice de rédaction aussi laborieux (la publication avait d'abord été prévue pour l'après-dîner de jeudi, puis pour le vendredi matin) montre à quel point, pour être d'accord sur l'essentiel, les dirigeants des plus puissantes démocraties industrielles n'en sont pas moins divisés sur la façon de le dire. Étant entendu que, derrière les controverses sur les mots se cachent souvent des oppositions plus subtiles et plus importantes.

Ce texte, il est vrai, ne paraît anodin que parce que son contenu, en lui-même fondamental, n'est plus depuis longtemps contesté par personne. Que les sept pays réunis à Londres croient au droit, à la démocratie, à la justice, au progrès, à la paix et à la coopération ne constitue pas véritablement une révélation. Leurs dirigeants seraient pourtant fondés à souligner qu'il est dans le monde assez peu de groupes de pays auxquels ce constat s'applique, ou qui puissent rappeler une telle profession de foi avec quelque chance d'être crus par leurs propres ressortissants.

Quant aux détails, tout l'art de ses rédacteurs a consisté à donner à chacun, ou à peu près, ce qu'il espérait. Américains, Japonais et Britanniques auront ainsi obtenu quelques références à la *« prospérité de l'entreprise »* et à l'*« initiative personnelle »*. Les Français avaient mis, eux, l'accent sur *« la participation égale de tous au bénéfice de la croissance »* et sur la solidarité. Les Allemands ne sont pas mécontents de l'allusion à la nécessité de maintenir *« les seuls forces militaires nécessaires pour dissuader l'agression »*.

Les relations Est-Ouest, en particulier, ont de nouveau fait l'objet, vendredi, de plusieurs échanges de vues entre les ministres des affaires étrangères. Sur le double principe de la fermeté occidentale vis-à-vis du Kremlin et de la nécessité du dialogue (*le Monde* du 9 juin), tout le monde est d'accord. Mais des nuances subsistent entre les pays industrialisés dans leur évaluation de la nature de ces rapports, et d'une possible évolution soviétique.

Est-on entré, comme l'on redit MM. Mitterrand et Cheysson, dans une période nouvelle dès lors que l'alliance atlantique a commencé de rétablir l'équilibre nucléaire rompu par le Kremlin avec l'installation des SS-20 braqués sur l'Europe occidentale ? Le président Reagan s'en montre assez faiblement convaincu. On fait valoir, du côté américain, que le rétablissement de cet équilibre n'est dû qu'à la fermeté de l'OTAN, et nullement à un geste de conciliation de Moscou. Mais, s'il a beaucoup été question des déplacements des uns et des autres en URSS, nul ne s'est risqué à interpeller M. Mitterrand sur son prochain voyage.

D'une manière générale, comme devait le souligner, vendredi soir, M. Cheysson au cours d'une conférence de presse, il ne peut s'agir, à l'occasion d'un sommet comme celui de Londres, que d'*« annoncer à ses interlocuteurs des intentions sur ce qui se décidera ailleurs, dans des enceintes ayant qualité pour arrêter des décisions »*. Le ministre des relations extérieures a souligné que la réunion des Sept ne pouvait, de ce point de vue, être comparée à celles de la CEE, de l'OCDE ou de l'OTAN. Et l'on semble très désireux, du côté français, d'éviter toute confusion des genres.

C'est aussi cette préoccupation qui explique la réserve discrète, mais réelle, que l'on oppose à la demande britannique d'un texte énergique contre le terrorisme : la France était toute prête à acquiescer à une déclaration d'intention générale, mais elle ne souhaitait pas se laisser entraîner à trop de précisions.

Revenant sur l'analyse désormais classique de *Paris sur la situation* dans le Golfe, les Français ont redit que les conséquences du conflit entre l'Iran et l'Irak sur l'approvisionnement pétrolier de l'Occident ne devaient pas être dramatisées, en dépit de l'ampleur et de l'horreur des combats. Le premier ministre japonais, M. Nakasone, est revenu à la charge pour que les Sept ne s'en tiennent pas à cette constatation, dont le caractère rassurant est, à ses yeux, éminemment provisoire : les importations énergétiques nippones proviennent de cette région à porportion de quelque 65 %... Et M. Cheysson lui-même a estimé que, si cette guerre n'était pas, pour l'instant, un élément de la confrontation Est-Ouest, elle avait cependant *« une caractéristique terrible : celle d'être une guerre totale où chacun veut aller jusqu'au bout, comme l'ont montré le recours aux armes chimiques de l'un et le fait, pour l'autre, de couler des bateaux civils étrangers navigant hors des eaux territoriales des deux belligérants »*.

Vendredi matin, M. Mitterrand avait consacré l'essentiel du petit déjeuner de travail qu'il avait pris avec le chancelier Kohl à l'examen des travaux du sommet de Londres. Ce samedi, c'est avec M[me] Thatcher que le chef de l'État a pris son breakfast. Aura-t-il résisté à la tentation, en marge de la réunion des Sept, de reparler avec elle du budget de la CEE ? Le président de la République abordera son troisième sommet en moins d'un mois, le 25 juin, à Fontainebleau. Il y retrouvera, avec MM. Craxi, Kohl, Thorn et la « dame de fer », l'obsédante question de la contribution britannique aux finances de la Communauté.

BERNARD BRIGOULEIX.

LE TEXTE DU DOCUMENT

« Nous regardons l'avenir avec confiance »

Voici le texte de la « déclaration sur les valeurs démocratiques » adopté vendredi 8 juin par les sept chefs d'État et de gouvernement réunis au sommet de Londres.

« Nous, chefs d'État et de gouvernement des sept grandes démocraties industrialisées, réunis à Londres avec le président de la Commission des Communautés européennes, pour le dixième sommet économique, nous affirmons notre engagement envers les valeurs qui soutiennent et rassemblent nos sociétés.

» Nous croyons en le règne du droit qui, sans avoir recours à la crainte ou à la faveur, respecte et protège les droits et les libertés de chaque citoyen et fournit le cadre dans lequel l'esprit de l'homme peut s'épanouir dans la liberté et la diversité.

» Nous croyons à un système de démocratie qui, grâce aux élections libres, assure un choix authentique, la libre expression des opinions, et la capacité de répondre et de s'adapter au changement sous tous ses aspects.

» Nous croyons que dans les systèmes politiques et économiques de nos démocraties, il revient aux gouvernements de créer les conditions les plus favorables à l'éventail le plus large et à la liberté la plus grande de choix et d'initiative personnelle; à la poursuite des idéaux de la justice, des devoirs et des droits sociaux, à la prospérité de l'entreprise et à l'accès de tous à l'emploi; à la participation égale de tous aux bénéfices de la croissance; à la solidarité à l'égard de ceux qui souffrent et de ceux qui en ont besoin; à l'enrichissement de la vie de tous par le fruit de l'imagination et de la découverte scientifique et à la confiance dans la solidité de la monnaie. Nos pays ont les ressources et la volonté qui peuvent leur permettre de venir à bout ensemble des tâches de la nouvelle révolution industrielle.

» Nous avons la conviction qu'une entente étroite entre nos pays renforcera la stabilité politique et la croissance économique dans l'ensemble du monde. Nous sommes prêts à la coopération avec tous les pays dans le respect de leur indépendance et de leur intégrité territoriale, indépendamment des différences entre systèmes politiques, économiques et sociaux. Nous respectons le non-alignement authentique. Nous sommes conscients des responsabilités morales qui vont avec le succès économique. Nous réaffirmons notre détermination de combattre la faim et la pauvreté à travers le monde.

» Nous croyons au besoin de paix dans la liberté et la justice. Chacun de nous rejette l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits. Chacun de nous maintiendra les seules forces militaires nécessaires pour dissuader l'agression et pour assumer ses responsabilités pour une défense efficace. Dans le monde d'aujourd'hui, l'indépendance de chacun d'entre nous est notre souci commun. Nous sommes persuadés que les problèmes et les conflits internationaux peuvent et doivent être résolus par un dialogue raisonnable et par la négociation, et nous soutiendrons tous les efforts entrepris à cette fin.

» Forts de cette conviction, et dotés d'une grande diversité et d'une grande force créative, nous regardons l'avenir avec confiance. »

Les sept riches face aux dettes des pauvres

(Suite de la première page.)

Quelques ingrédients sont certes imaginés pour essayer de rendre le sourire au malade. Les États-Unis, appuyés en particulier par le Royaume-Uni, ont fait admettre leur idée favorite de réserver un sort plus favorable aux bons élèves de la classe des pays pauvres, c'est-à-dire à ceux qui, non seulement se résignent aux programmes de redressement préconisés par le FMI, mais ont déjà révélé leur aptitude à les appliquer avec fermeté et efficacité. En faveur de ceux-ci, il sera recommandé aux banques et institutions d'envisager un rééchelonnement de la dette portant sur plusieurs années, et non pas sur une seule comme c'est l'usage aujourd'hui.

Les Sept s'apprêtent à suggérer la mise en œuvre d'une collaboration active, en faveur des pays débiteurs, entre le FMI et la Banque mondiale. Des programmes de développement financés par la banque seraient réalisés parallèlement aux programmes d'austérité. Cet usage mieux combiné des institutions internationales est l'une des quatre mesures énumérées par M. Delors devant les journalistes pour préparer les échéances très difficiles de 1986, années durant laquelle des remboursements en cascade devraient en principe être effectués (la première de ces mesures consiste à agir pour faire diminer les taux d'intérêt américains ; on a vu que les engagements pris sur ce terrain sont pratiquement inexistants).

Les quatre propositions de M. Delors

Le projet de communiqué relève, mais de manière trop imprécise pour avoir valeur mobilisatrice, la nécessité de drainer des ressources suffisantes vers les pays endettés, *« y compris par le développement de l'aide publique »*. L'encouragement des investissements privés, subordonné à une politique d'ouverture de la part des pays du tiers-monde concernés, est placé sur le même plan. On fait encore référence dans ce paragraphe à l'opportunité d'encourager des mesures pratiques pour développer les productions agricoles locales ainsi que celles d'énergie. De l'eau sucrée.

M. Delors, et c'est la troisième mesure qu'il préconise, insiste pour que les Sept, ou au moins ceux qui sont prêts à fournir une aide, annoncent leur volonté de doter l'AID (l'Agence de la Banque mondiale qui prête à très bas taux d'intérêt) des ressources plus importantes que celles, très limitées, qui viennent de lui être affectées, en raison des réticences américaines : l'organisation disposera de 9 milliards de dollars au lieu des 12 milliards qui étaient considérés par les experts comme le *minimum nécessaire*.

Enfin, le ministre français de l'économie et des finances suggérait comme quatrième mesure l'engagement d'accroître les liquidités monétaires mises à la disposition des pays pauvres. *L'idée est de mettre sur le* marché dans les mois à venir 15 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS) qui seraient affectés dans leur totalité au tiers-monde. La formule est déjà à l'étude au sein du groupe des Dix, mais, au stade actuel du débat, il ne semble pas que le sommet marque un progrès vers une décision en ce sens.

Sans doute les Sept estiment-ils tous que le redressement des pays conduits par une gestion imprudente à un endettement catastrophique exige une politique douloureuse d'ajustements. C'est vrai pour l'Argentine comme pour les autres. *« Les Argentins doivent savoir que le traitement de leurs difficultés doit passer par un accord avec le FMI »*, a ainsi commenté M. Delors. Mais certains, et en particulier la France, auraient souhaité que se manifeste avec plus d'éclat et de façon plus convaincante, une volonté d'aider le tiers-monde. M. Mitterrand, dans son intervention, a soumis à ses collègues plusieurs propositions : l'augmentation des ressources de l'AID, mais aussi de celles du FIDA (Fonds international de développement agricole) ; la création d'un stock mondial de céréales afin de régulariser les cours et d'accroître les réserves d'urgence disponibles. Le président français souhaite encore que les ratifications nécessaires soient bientôt rassemblées pour que le fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières, dont la création a été décidée il y a plusieurs années, puisse enfin entrer en action.

Pour M. Mitterrand, les problèmes de la dette ne peuvent être sérieusement traités que dans une perspective à moyen terme. Il a souligné comme plusieurs autres chefs de gouvernement européens que le seul véritable remède demeurait la baisse des taux d'intérêt réels pratiqués par les États-Unis. Si cette baisse n'intervient pas dans des délais raisonnables, a-t-il observé, on assistera inéluctablement à une aggravation de la crise d'aujourd'hui, avec des conséquences politiques redoutables.

Encore une fois, pourtant, les dirigeants européens n'ont eu guère de succès dans leur effort. Les Américains continuent de nier avec une belle assurance l'existence d'un lien déterminant entre leur déficit budgétaire et le haut niveau des taux d'intérêt. Les Européens ont certes reconnu avec eux que la reprise américaine et singulièrement le déficit de la balance commerciale des États-Unis favorisent la reprise sur le vieux continent. Mais pour la plupart d'entre eux, et en tout cas pour M. Delors, les inconvénients de la situation actuelle – taux d'intérêt élevés et cours records du dollar – l'emportent sur les avantages.

PHILIPPE LEMAITRE.

Le militant basque impliqué par le Costa-Rica dans l'attentat contre M. Pastora n'aurait pas quitté la France

Selon des sources dignes de foi à *Bayonne et contrairement à ce* qu'indiquaient certaines sources au Costa-Rica, le militant basque José Miguel Lujua, dit « Gorostiola », se trouverait actuellement en France.

Gorostiola a été présenté au *Costa-Rica comme le pseudo-* photographe danois Anker Hansen, suspect numéro un dans l'attentat contre le dirigeant antisandiniste Eden Pastora. Sa famille a indiqué que le jeune militant basque se trouve actuellement au Pays basque français. Gorostiola, qui avait été assigné à résidence à Paris en janvier dernier après avoir été arrêté sur la côte basque française, aurait pointé récemment dans un commissariat de police, non précisé, en France.

Par ailleurs, le passeport français présenté aux autorités d'immigration du Costa-Rica par une jeune femme qui se trouvait, selon un quotidien de ce pays, avant l'attentat, en compagnie du pseudo photographe *danois recherché dans le cadre de* l'enquête, appartenait précédemment à une jeune journaliste franco-américaine, M[me] Patricia Boone-Marescot. Celle-ci a indiqué, vendredi soir, qu'elle avait déclaré, il y a quatre ans environ, la perte de son passeport, délivré en 1979 à Paris. *« J'ai fait une déclaration en bonne et due forme au commissariat de police de mon quartier*, a-t-elle précisé. *J'ignore qui l'a récupéré depuis. »* L'inconnue qui s'en est servie au Costa-Rica a utilisé le nom de M[me] Boone-Marescot et le numéro originel en changeant vraisemblablement la photo. Cette femme non identifiée a, selon le journal costaricien, voyagé de Los Angeles au Costa-Rica. Précédemment, elle aurait voyagé à plusieurs reprises en Amérique centrale.

LA GUERRE DU GOLFE

Le président Khamenei lance un appel à la mobilisation

Un porte-parole militaire irakien a annoncé ce samedi matin 9 juin que l'aviation de Bagdad avait détruit vendredi 8 juin à minuit deux *« importants objectifs navals »* au nord et à l'ouest du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. Le porte-parole n'a cependant pas précisé le type et la nationalité de ces deux objectifs.

Bagdad a annoncé également que des *« objectifs sélectionnés »* dans la ville iranienne de Dezfoul avaient été bombardés ce samedi matin. Ce bombardement a été confirmé par Téhéran, qui a précisé que douze personnes avaient été tuées et cent cinquante-deux blessées par des tirs de missiles irakiens contre Dezfoul. Bagdad a, pour sa part, indiqué que les bombardements de l'artillerie lourde iranienne avaient fait vendredi dix morts et cinquante-quatre blessés à Bassorah et dans trois autres villes frontalières irakiennes.

Vendredi, le président iranien Khamenei avait lancé un nouvel avertissement aux pays du Golfe, assorti de la menace d'une *« action ferme contre tous ceux qui font face à l'Iran »*, et il a appelé tous les Iraniens ayant déjà reçu un entraînement militaire à rejoindre le front.

« Faites pression sur l'Irak pour qu'il ne continue pas à mettre le feu au gofle Persique », a-t-il déclaré, à l'intention des pays de la région du Golfe, dans un discours prononcé lors de la prière du vendredi à l'université de Téhéran.

« Si vous considérez que l'Irak, après tous les services que vous lui avez rendus, n'accepte pas de vous écouter, alors ne l'aidez plus, ne mettez plus à sa disposition vos ports, votre argent, votre propagande, retirez-vous de cette guerre », a ajouté le président Khamenei. *« Nous n'avons rien contre vous. Si vous continuez, si les pays de la région ne veulent pas reconnaître la puissance de la République islamique, s'ils ne veulent pas accepter d'être raisonnables, nous nous trouverons dans le droit d'agir avec fermeté contre tous ceux qui nous font face »*, a-t-il poursuivi.

Peu après son discours, un communiqué officiel radiodiffusé a demandé à *« tous les volontaires déjà entraînés »* de se présenter jusqu'à jeudi dans les casernes du pays. L'appel concerne les seuls volontaires. Il demande à ceux qui ont participé à l'offensive de la mi-février de revenir sur le front. Actuellement, on compte quelque quatre cent mille hommes sur le front sud, selon Washington, le nombre total des combattants a légèrement diminué depuis avril.

Cette mobilisation confirme la volonté de Téhéran de concentrer tous les efforts sur le front terrestre pour ne pas *« tomber dans le piège de la dispersion des fronts, tendu par l'Irak »*. Cela explique également que Téhéran multiplie les appels aux pays du Golfe, essentiellement l'Arabie Saoudite et le Koweït, pour éviter d'ouvrir un nouveau front dans cette région. Évoquant l'incident aérien survenu mardi dans le Golfe entre avions saoudiens et iraniens, il a estimé qu'il s'agissait d'une *« erreur »* de Ryad. – *(AFP, Reuter.)*

LE CHILI A VENDU A L'IRAK DES BOMBES A FRAGMENTATION

Santiago-du-Chili (AFP). – *Le fabricant d'armes chilien Cardoen a confirmé vendredi l'existence d'un contrat de vente de cinq mille bombes à fragmentation à l'Irak, dont une première livraison a été effectuée le 14 mars dernier. Ce contrat irako-chilien, qui s'élève à 35 millions de dollars, avait été révélé jeudi par la chaîne de télévision américaine NBC.*

Le président de la société, M. Carlos Cardoen, a reconnu qu'une première cargaison de ces bombes, pesant chacune 250 kilos et dispersant au sol deux cent quarante petites bombes, avait été embarquée par un avion irakien, le 14 mars.

Selon la société Cardoen, le coût d'une bombe à fragmentation chilienne est inférieur de 60 % à des prototypes similaires venant des États-Unis et de Grande-Bretagne. Ces bombes sont fabriquées, selon la NBC, avec des pièces détachées américaines et à partir d'une technologie développée aux États-Unis. Cette vente ne semble pas contrevenir aux lois américaines relatives au transfert de technologie ou d'équipement militaire à l'étranger.

[A Washington, le département d'État a précisé qu'aucune composante américaine n'avait été vendue au Chili pour la fabrication des bombes à fragmentation. Mais le porte-parole du département d'État n'a pu dire si des pièces échappant aux contrôles auxquels est soumis le commerce des munitions avait été vendues au Chili par des compagnies américaines.]

Washington entend poursuivre son aide militaire au Soudan

Washington *(AFP)*. – Les États-Unis entendent poursuivre leur aide militaire au Soudan, afin de permettre à ce pays de faire face à *une « dangereuse menace militaire extérieure »*, a souligné vendredi 8 juin le département d'État. Cette réaffirmation de la volonté du gouvernement américain d'aider le président Nemeiry à faire face à la *« menace libyenne »* a été faite en réponse à l'appel en faveur de l'interruption de l'assistance militaire américaine au Soudan que viennent de lancer trois représentants démocrates.

Les trois représentants – MM. Dante Fascell, président de l'influente commission des affaires étrangères de la Chambre Howard Wolpe, président de la sous-commission sur l'Afrique, et Julian Dixon, chef du groupe noir (Black Caucus) de la Chambre, – accusent le régime soudanais d'utiliser le matériel militaire américain contre des groupes de *« dissidents politiques »*, notamment dans le sud du pays.

Les représentants ont, en particulier, demandé au gouvernement de bloquer la prochaine livraison au Soudan de trente-six véhicules blindés amphibies et de deux avions de combat F-5 jusqu'à ce que le gouvernement du président Nemeiry démontre sa *« volonté de poursuivre une politique de réconciliation et de négociation avec la population chrétienne et animiste dans le sud du pays »*.

Selon eux, le gouvernement soudanais a *« arbitrairement altéré le statut politique de la population dans le Sud et déclenche une répression politique dans le Nord »*.

Un porte-parole du département d'État, M. Alan Romberg a souligné que Washington ne considère pas que le gouvernement de Khartoum ait *« entrepris une politique de répression militaire »*.

Pérou

LE GOUVERNEMENT DÉCRÈTE L'ÉTAT D'URGENCE POUR UN MOIS

Lima (Reuter). – *Le gouvernement* péruvien, confronté à une grève nationale des fonctionnaires, a décrété vendredi 8 juin l'état d'urgence pour trente jours, afin de préserver l'ordre public.

L'état d'urgence, décrété pour la première fois sur l'ensemble du territoire depuis 1983, suspend plusieurs droits constitutionnels.

Le mouvement de grève affecte la majorité des établissements scolaires, hôpitaux, bureaux et plusieurs ministères.

Le gouvernement a exclu toute augmentation de salaire dans la fonction publique en juin, alors que les grévistes réclament une hausse de 150 % pour maintenir leur pouvoir d'achat.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Étranger

Italie

L'accident de santé d'Enrico Berlinguer

(Suite de la première page.)

La visite qu'a faite vendredi le président de la République, M. Pertini, au chevet de M. Berlinguer, le message de sollicitude que le pape a adressé à sa *famille*, témoignent du prestige dont jouit ce petit homme à l'apparence fragile, *réservé*, discret, le regard triste mais animé d'une force et d'une intelligence politiques peu communes, qui a fait accomplir à son parti de « grands bonds en avant » (du compromis historique à l'eurocommunisme).

Le PCI sans Berlinguer est certes une question qui a déjà été envisagée : lui-même n'affirmait-il pas volontiers qu'*il* ne resterait pas secrétaire à vie ? Il reste que si la succession de Palmiro Togliatti, *mort* à Yalta en 1964, ou celle de Luigi Longo, qui lui succéda et fut frappé d'hémiplégie en 1972, avaient été préparées, celle de M. Berlinguer ne l'a pas été. Ne serait-ce qu'en raison de la concentration des pouvoirs qui s'était progressivement opérée entre ses mains. Si, à l'époque du compromis historique puis ces dernières *années*, le *secrétaire* général avait dû affronter une opposition interne, tant de gauche que *de droite*, *il était depuis* le congrès de Milan (mars 1983) en position de force, à la tête d'un appareil qu'il contrôlait parfaitement.

Sans doute, les organismes collégiaux de direction et, notamment, le secrétariat, garantissent-ils la continuité. Il reste que la disparition de M. Berlinguer pourrait redonner vigueur à certains courants qu'il avait su maîtriser. Les opposants « prosoviétiques », regroupés autour de M. Cossutta, qui ne représentent guère plus de 5 % des suffrages exprimés au congrès de Milan, ne *constituent pas un véritable* problème. En revanche, le débat interne de l'« après-Berlinguer » sera assurément dominé par la « question socialiste » : c'est-à-dire l'attitude du PCI à l'égard du parti de M. Craxi.

Depuis la fin de la politique du compromis historique, la ligne du PCI a été celle dite de l'« alternative démocratique », c'est-à-dire de l'alliance obligée avec les socialistes. Lorsque, en juin dernier, en pleine campagne électorale, M. Craxi annonçait qu'il acceptait une collaboration gouvernementale à long terme avec la démocratie chrétienne à condition que celle-ci lui laisse la présidence du conseil, cette stratégie a été prise en défaut. L'opposition entre *le PC et le parti* de M. Craxi depuis la mise en place du gouvernement présidé par celui-ci a en fait *renforcé* la ligne dure du secrétaire général vis-à-vis du PSI, mettant provisoirement entre parenthèses l'hypothèse défendue par la droite du PCI d'alliance avec les socialistes. En matière politique, tout donne à penser que, même si *la* question des alliances demeurera au centre du débat interne du PCI, la ligne dé*finie par M. Berlinguer devrait se* poursuivre.

Au niveau des hommes, on pense *généralement que*, à court terme, le secrétariat fonctionnera comme une sorte de direction collégiale. C'est parmi ses neuf membres qu'émergera le successeur de M. Berlinguer. Il semble exclu que celui-ci puisse être l'un des grands chefs historiques (qu'il s'agisse de M. Pajetta, responsable de la politique étrangère, figure de tribun fort populaire, ou de M. Ingrao, représentant d'une gauche qui n'a plus de force réelle dans le parti).

Parmi les candidats potentiels, on pense à M. Ugo Pecchioli, « ministre de l'intérieur » du PCI, ou à M. Alessandro Natta, qui occupe dans l'appareil le poste de *chef de la commission centrale de* contrôle. Tous deux sont des hommes de l'appareil. Une autre candidature éventuelle est celle de M. Zangheri, intellectuel dont l'ascension a été rapide. Enfin, il y a M. Reichlin : il fut un produit de Pietro Ingrao et est actuellement responsable du parti pour les questions économiques. Tous sont dans la mouvance « berlinguérienne », mais aucun, quelles que soient leurs qualités, n'a le charisme de cet homme « différent », tant au sein de son parti que dans le monde politique ita*lien, qu'est M. Berlinguer*.

PHILIPPE PONS.

Une profonde émotion dans l'Italie tout entière

De notre correspondant

Rome. — M. Enrico Berlinguer est toujours entre la vie et la mort, après avoir été frappé, la nuit du 7 au 8 juin, d'un ictus cérébral à l'issue d'un meeting à Padoue, et soumis aussitôt à une intervention chirurgi*cale d'urgence à l'hôpital de la ville.* Un troisième bulletin médical, rendu public le 8 juin vers 18 heures, affirme que son état reste stationnaire, mais que le cerveau montre quelques signes d'activité, quoique faibles. M. Antonio Tato, porte-parole et ami du leader communiste, avait tenu à préciser, pour démentir toutes les rumeurs, qu'il était *« faux de dire que l'électro-encéphalogramme était plat »*. Le professeur Mingrino, qui a effectué l'intervention chirurgicale, a déclaré que, dans de tels cas, *« il peut y avoir aussi bien une aggravation rapide que des possibilités de réelle amélioration »*.

Cet accident de santé du leader communiste a frappé de stupeur et d'émotion l'Italie, le « peuple com*muniste » et les sympathisants bien* sûr, comme en témoignent les foules qui se sont regroupées devant l'hôpital de Padoue ou devant le siège du PC à Rome, mais aussi tout le pays. Le président de la République, M. Pertini, qui s'est rendu dans la *matinée du 8 juin au chevet du secré*taire général communiste, a déclaré à ses proches : *« C'est injuste qu'un juste ait été ainsi frappé. »* Il a tenu à le revoir dans l'après-midi et a demandé à passer la nuit dans une chambre de l'hôpital, à quelques mètres de la sienne.

Les représentants de tous les *partis et des syndicats ont multiplié* les déclarations d'estime et de respect pour le dirigeant communiste, et envoyé des télégrammes de solidarité au siège du PC, où le groupe des dirigeants est réuni en permanence. Le président du conseil, M. Bettino *Craxi, qui participait à Londres au* sommet des sept pays les plus industrialisés, s'informe en permanence et a exprimé sa *« profonde tristesse »*. L'évêque de Padoue s'est rendu lui aussi au chevet de M. Berlinguer et a déclaré que le pape *« priait personnellement »* pour son rétablissement.

Les journaux italiens du 8 juin témoignent, eux aussi, de cette émo*tion générale*. Les éditoriaux soulignent l'importance du rôle de M. Berlinguer dans l'histoire du communisme italien, voire mondial, et les journaux multiplient les témoignages sur la personnalité du dirigeant communiste, dont l'apparente réserve, si*non la timidité*, ne diminuait en rien l'énorme pouvoir charismatique sur les communistes, et même bien audelà. Pour Giorgio Bocca, par exemple, chroniqueur de *l'Espresso* et de *la Repubblica* qui, dans le passé, n'avait pourtant pas ménagé ses pointes contre le compromis historique et celui qui l'incarnait, écrit sous le titre *« Une manière d'être un homme » : « Ce qui m'a toujours séduit en lui, ce qui le rendait incompréhensible, sinon anachronique ou même un peu ridicule dans notre monde politique, et peut-être même chez certains de ses camarades, c'était, avant tout, sa profonde moralité. »*

Si l'« après-Berlinguer » est, au sein du PCI, virtuellement commencé, personne ne pose encore ou*vertement* le problème de la succession. M. Achille Ochetto, membre de la direction du parti, a affirmé que pour le moment le PCI serait dirigé collégialement par le secrétariat, un organisme de neuf personnes — avec, notamment, MM. Alfredo Reichlin, Aldo Tortorella et Renato Zangheri — qui représente l'instance suprême du parti.

(Intérim.)

L'EXTRÊME DROITE

Un paradoxe et un défi

Les difficultés économiques de l'Europe occidentale offrent un terrain de choix à l'extrême droite, qui y trouve un aliment à ses phantasmes racistes. Les partis de gauche en feraient volontiers un épouvantail, mais sa force électorale reste des plus limitées... En Italie, où elle a connu quelques succès, elle cherche la respectabilité dans le renouvellement de sa doctrine.

Survivance ou renouveau ? Poignée de nostalgiques aux effectifs sans cesse décroissants empêtrés dans un combat d'arrière-garde contre la démocratie et la modernité, ou bien précurseurs d'un « ordre nouveau » auquel une crise qui n'est pas seulement économique serait *en train de donner une deuxième* chance ? L'extrême droite européenne n'a pas fini d'intriguer, à tous les sens du mot. Et d'inquiéter cette partie de l'opinion qui ne se résigne décidément pas à sa banalisation, quitte à s'en exagérer bien souvent l'importance réelle.

Il est vrai que quel que soit le poids véritable de l'extrême droite, sa persistance même est pour les démocraties occidentales un paradoxe et un défi. Elle est associée dans la mémoire des Européens à leurs plus mauvais souvenirs. Le consensus autour des institutions libérales, y compris chez beaucoup de ceux qui votent pour des partis contestant radicalement le « système », est très fort. Et, si minoritaire qu'il *soit, l'extrémisme de droite ne* résiste à peu près nulle part à son goût immémorial pour les querelles de personnes, les rivalités de chapelle..

Pourtant il existe. Avec des fortunes *inégales* d'un pays à l'autre, d'une période à l'autre, mais avec une persévérance dans *l'être qui n'est pas sa moindre* fierté, l'extrême droite européenne a survécu vaille que vaille à toute une série d'épreuves dont on aurait pu penser qu'elle ne se remettrait pas.

A commencer par l'effondrement du IIIe Reich. Les animateurs ou militants des différents courants nationalistes ne sont certes pas tous des héritiers ou des thuriféraires de l'hitlérisme — il s'en faut de beaucoup (dans plusieurs pays occupés, une partie de l'extrême droite a même pris une part active à la Résistance). Mais l'échec final du national-nationalisme et les compromissions effroyables de certains auraient pu avoir définitivement ruiné l'idée même d'un « droitisme » chez les anciens occupés, et peut-être plus encore chez les anciens occupants.

Survivances

De tous les pays de l'Europe occidentale, l'Allemagne fédérale est en effet celui où l'on s'est le plus effaré et le plus méfié de la réapparition d'une extrême droite qui ne faisait guère de mystère de sa filiation idéologique. Réaction bien compréhensible, mais les résultats électoraux du NPD (0,3 % au dernier scrutin) et d'autres groupuscules néo-nazis n'ont pas tardé à rendre cette inquiétude sans véritable objet.

Il est vrai que d'autres droitistes avaient pu choisir, eux, soit l'entrisme dans des formations respectables (notamment la *CSU bavaroise*), *soit*, au contraire, le terrorisme aveugle. On l'a bien vu à Munich il y a quelques années lorsqu'un jeune militant du « groupe Hoffmann » a, par un épouvantable attentat, endeuillé l'Oktoberfest. Mais cet acte d'un déséquilibré relevait plus de la pathologie que du militantisme, fût-il extrémiste.

Il y a aussi, il est vrai, le nazisme qui n'est pas « néo », autrement dit les survivants du NSDAP, de la SS et d'autres organismes du IIIe Reich. Il leur arrive parfois de se réunir, ce qui provoque immanquablement une manifestation de gauche généralement beaucoup plus nombreuse que leur propre assem*blée aux rangs de plus en plus* clairsemés au fil des années. On a aussi beaucoup parlé du réseau ODESSA (Organisation der Ehmaligen SS-Angehöriger), qui a aidé d'anciens nazis à échapper à la justice et a apporté une assistance matérielle discrète à quelques autres. Mais ces rassemblements ne doivent pas être pris pour plus qu'ils ne sont : on y arrive en s'attendant à tomber en pleine Nuit de Walpurgis, et c'est plutôt l'assemblée générale annuelle d'une amicale d'anciens combattants nécessiteux...

Dans d'autres pays d'Europe du Nord, il est vrai, un certain nationalisme n'a pas craint de se prévaloir plus explicitement de l'héritage du nazisme. C'est notamment le cas de certains droitistes anglais. Non pas ceux du National Front, mais ceux — extrêmement peu nombreux, ils n'hésitent pas à défiler *en uni*formes nazis — du Parti national-socialiste fondé par Colin Jordan *et proche des nationaux*-socialistes américains de Lincoln Rockwell. D'autres sont plus ambigus et jouent sur le nationalisme régional, à des fins et dans un registre suspects, tel le VMO (Vlaamse Militanten Orde) en Belgique.

Mais l'extrême droite européenne est *aujourd'hui dans une* large mesure débarrassée de ses références historiques là, et le *style chemise brune, ceinturon et* pas cadencé n'y fait plus recette que chez les quelques amateurs de folklore. Le MSI et d'autres mouvements nationalistes italiens s'ils n'ont pas totalement rompu avec certaines références fascistes, tentent de présenter un visage nettement plus moderniste.

En Espagne et au Portugal, la disparition de régimes qui avaient la sympathie globale de l'extrême droite européenne a posé aux nationalistes locaux un sérieux problème de reconversion. Ils ont dû s'adapter à une situation nouvelle où l'exploitation du « bon vieux temps » de Franco et de Salazar ne suffisait pas, surtout dans le second cas. Il est vrai que les inévitables difficultés et déceptions auxquelles ces deux jeunes démocraties se sont trouvées confrontées ont redonné quelque lustre à des formations naguère associées à un passé aboli. D'autres organisations comme le CEDADE (Circulo Espanol de Amigos de Europa) ou la Légion verte au Portugal se sont plutôt spécialisées dans les contacts internationaux. Le cas de l'Espagne se complique d'ailleurs du problème basque : l'interminable drame d'Euzkadi a donné à une *extrême droite qui commençait* à s'ankyloser, sans doute à l'intérieur même de certaines unités *de l'armée et de la Guardia civil*, un nouveau terrain d'action, y compris parfois, on l'a vu de ce *côté-ci des Pyrénées, avec le* Bataillon basque espagnol et le GAL (Groupement antiterro*riste de libération*).

A ces fascismes déclarés ou honteux s'ajoute la remontée, ces derniers temps, de l'extrême droite grecque. Les élections européennes où les sympathisants du régime des colonels présentent une liste (dite EPEN) sur laquelle figure le propre frère de Papadopoulos, permettront de voir si cette résurgence a quelque prise sur l'opinion ou si elle reste pour l'instant du domaine de l'activisme larvé. Là comme ailleurs, quoique les situations ne soient guère comparables, l'arrivée de la gauche au pouvoir a permis aux droitistes de retrouver quelques troupes.

A l'inverse, l'extrême droite *turque a manifestement souffert* du coup d'Etat militaire qui a mis un terme à ses affrontements quotidiens et *meurtriers avec* l'extrême gauche. Certes, le régime du général Evren est, à tout prendre, plus proche de la première que de la seconde. Mais le retour d'un ordre musclé a désa*morcé une* partie de la *contesta*tion fasciste ou fascisante contre les désordres et l'inefficacité dont était accusé le *régime* démocratique. Cela n'a pourtant pas empêché l'extrême droite de se livrer en Turquie à quelques attentats depuis le coup d'État de septembre 1980, et aussi sans doute certains de ses *membres* de se laisser manipuler. Au point que l'on finit pas ne plus savoir très bien si certains terroristes appartiennent à l'un ou à l'autre des extrémismes dont les affrontements avaient fait près de cinq mille morts dans les quelques années qui ont précédé le retour au pouvoir de l'armée.

Outre ces situations exceptionnelles qui ont donné une impulsion et une signification particulières à l'extrême droite (on s'en rend bien compte également à Chypre), la crise qui frappe à des degrés divers l'ensemble des économies et des sociétés ouest-européennes a naturellement provoqué une certaine remontée du droitisme. C'est flagrant en France, en Espagne, en Italie, en Belgique. Dans l'Hexagone plus qu'ailleurs la poussée du chô*mage a fourni* à l'extrême droite un alibi socio-économique au racisme désormais présenté *comme défensif face* à la masse de la population immigrée. La reprise, si elle devait se confir*mer, permettrait peut-être* de voir si, en France et ailleurs, le succès du droitisme suit toujours une courbe *inverse* de celle des économies libérales.

B. B.

RFA : une idéologie raciste dirigée contre les immigrés

Correspondance

Bonn. — La rencontre de football Allemagne-Turquie, le 26 octobre 1983 à Berlin, avait attiré l'attention sur un phénomène qui inquiétait depuis quelque temps déjà les autorités ouest-allemandes : l'infiltration par les groupes néo-nazis de bandes de loubards ou de supporters d'équipes de football, pour les inciter à la violence contre les immigrés ou les militants de gauche. Afin d'éviter le pire, la police avait déployé, ce *jour-là, d'importants moyens*, multipliant les contrôles et les fouilles à l'entrée des voies de transit qui conduisent du territoire de la RFA à Berlin-Ouest, ainsi que dans la ville elle-même. Des deux à trois mille perturba*teurs attendus, seul un* petit groupe de cent cinquante avait finalement réussi à se glisser entre les mailles, trop peu nombreux pour parvenir à gêner le déroulement du match.

A intervalles plus ou moins réguliers, des incidents parfois graves sont signalés ici ou là. Le *22 décembre dernier, trois sup*porters de football avaient ainsi été condamnés à des peines de prison allant jusqu'à dix-huit mois pour avoir dévasté avec quelques loubards un restaurant turc. Un client avait été grièvement blessé. Plus récemment, la police a dû intervenir pour empêcher un groupe d'une soixantaine de jeunes d'attaquer des manifestants qui protestaient contre une réunion du parti d'extrême *droite* NPD (*Parti national démocrate d'Allemagne*).

Les groupes néo-nazis et d'extrême droite, *qui* comptent environ vingt mille membres recensés officiellement, n'ont jamais cessé de professer une idéologie raciste dirigée à la fois contre les juifs et les étrangers. Avec l'accroissement du chômage au cours des dernières années, rien d'étonnant à ce qu'ils aient tenté d'exploiter à leur avantage le développement d'une certaine xénophobie à l'encontre d'une communauté d'im*migrés dont le nombre* approche les 5 millions, dont 1,6 million de ressortissants turcs. Comme lors des élections législatives de l'année dernière, les nationaux-démocrates sont revenus, cette année, à la charge dans la campagne des européennes avec leur slogan : *« Les emplois pour les Allemands. Les étrangers, dehors. »*

Le NPD, qui avait obtenu 4,3 % des voix aux législatives de 1969, s'est toujours *maintenu* depuis entre 0,3 et 0,6 % des suffrages, et rien ne laisse supposer qu'il réussira mieux cette *fois* malgré le développement de l'activisme de certains groupuscules néo-nazis. Le plus important d'entre eux, le Front national-socialiste/activistes nationaux (ANS/NA), a *été* dissous en décembre *dernier* par le ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmerman, apparemment préoccupé par le mouvement de regroupement sous son aile de groupes venant de divers horizons du néo-nazisme. L'ANS/NA avait, *lui aussi*, tenté de se lancer sur le champ électoral en créant l'Action pour *le renvoi des étrangers*, également dissous, qui avait obtenu aux élections régionales de la Hesse, en septembre 1983, de 0,2 à 0,4 % des suffrages dans les cinq circonscriptions où il se présentait.

L'absence de succès de ces listes, trop marquées par la doctrine nationale-socialiste pour être crédibles, n'en signifie pas pour autant l'absence d'un problème. Au mois de mars, Mme Liselotte Funcke, responsable fédérale pour la question des immigrés et membre du Parti libéral, avait reproché au gouvernement son inaction devant l'inquiétude croissante ressentie par *les travailleurs étrangers en* RFA, en raison notamment du comportement à leur égard de l'administration. Le gouvernement, qui avait adopté l'année dernière des mesures financières pour faciliter le retour des immigrés chez eux, reste actuellement divisé sur les moyens à prendre pour réduire encore leur nombre. Depuis le changement de coalition en 1982, le ministre de l'intérieur essaie d'imposer une *législation interdisant aux* immigrés de faire venir en RFA leurs enfants âgés de plus de six ans, mais il s'est heurté jusqu'à présent, au sein même de la coalition gouvernementale, à une vive opposition du Parti libéral, et son projet ne semble pas près de voir le jour.

HENRI DE BRESSON.



PLANTU.

EUROPÉENNE

Italie : la fin de l'ostracisme pour le MSI

Correspondance

Rome. – Quarante ans d'ostracisme politique vis-à-vis du Mouvement social italien (MSI) s'achèvent. Ce parti, longtemps accusé d'incarner un ambigu *« fascisme en complet veston »* qui n'hésitait pas à descendre dans la rue comme à Reggio-di-Calabria en 1970, semble maintenant sortir peu à peu du ghetto politique et devenir, en tant que *« droite respectable »*, une force politique comme les autres. Des élections européennes, les dirigeants du MSI espèrent autant une augmentation de leurs voix qu'une consécration de ce nouveau rôle. *« Notre image a changé »*, se félicitent les leaders du MSI où, il y a encore quelques années, les nostalgiques du *« Ventennio »* fasciste côtoyaient non sans tiraillements les représentants d'une droite révolutionnaire plus sensible à la symbolique de la croix celtique qu'au souvenir des faisceaux mussoliniens. Certains d'entre eux s'étaient même retrouvés impliqués dans des épisodes de violence armée, sinon même occasionnellement dans le terrorisme « noir » des années 1969-1975.

Le MSI qui revendique un certain héritage fasciste, tout en se défendant des accusations de néofascisme, avait toujours disposé depuis la guerre d'un nombre de voix largement supérieur à celui de ses homologues européens. Soixante députés et sénateurs, 6,5 % des voix aux élections de 1983 (1,5 % de plus que lors des précédentes). Dans certaines villes comme Naples, avec près de 20 % des suffrages, ce parti représente, en talonnant la démocratie chrétienne, le troisième parti.

En somme il était et reste plus que jamais une force non négligeable sur l'échiquier politique italien, même si une règle non écrite veut que ce parti *« extérieur à l'arc constitutionnel »* soit tenu à l'écart des gouvernements nationaux, régionaux et municipaux. Ses voix étaient considérées comme « polluantes » et donc non utilisables pour les majorités de coalition. Cela n'empêche pas le MSI de jouer à l'occasion un rôle déterminant, comme le 24 décembre 1971, pour l'élection à la présidence de la République du démocrate-chrétien Giovanni Leone.

« Évolution gaulliste »

Pourtant désormais, même à l'extrême gauche, plus personne ne demande l'interdiction du MSI en tant que reconstitution du parti fasciste. Le ton et le style des partisans de M. Giorgio Almirante ont aussi évolué. Les véhémentes et démagogiques dénonciations du *« système »*, du régime des partis et de *« la tyrannie faussement démocratique »*, ont été peu à peu remplacées par l'affirmation d'un projet conservateur mais modéré, misant sur la réforme constitutionnelle et l'instauration d'une République présidentielle à la française. Dans une interview au quotidien *La Repubblica*, M. Claudio Martelli, vice-secrétaire du PSI, évoquait *« l'évolution gaulliste du MSI »*. Ce parti lui-même ne s'en cache pas, soulignant au contraire sa profonde convergence avec le RPR, comme le fit M. Magliaro dans un long entretien avec M. Bernard Pons publié dans les colonnes du *Secolo d'Italia*, le quotidien du parti. *« Parler de République présidentielle et d'un exécutif fort était tabou et suffisait il y a encore peu de temps à être étiqueté comme fasciste. Aujourd'hui c'est devenu un lieu de débat politique »*, souligne M. Alfredo Pazzaglia, chef du groupe parlementaire. Petit à petit maintenant semble se dessiner une normalisation du phénomène MSI que la présidence du conseil de M. Bettino Craxi, socialiste, a contribué à accélérer. Dès le 22 juillet dernier il assurait à M. Almirante qu'*« aucune force parlementaire ne serait condamnée au ghetto »* et précisait, lors de son discours d'investiture qu'*« au Parlement toutes les voix ont la même valeur »*.

Quelques mois plus tard, pour la première fois, un député MSI, M. Domenico Menniti était élu à l'unanimité à la vice-présidence d'une commission parlementaire. On évoque la possibilité d'une représentation du MSI aux côtés des autres partis dans le prochain conseil d'administration de la RAI, la télévision d'Etat. M. Almirante a été pour la première fois invité au congrès du petit Parti libéral, mais aussi à celui de la Démocratie chrétienne. Le 2 mars dernier, il fut même reçu pendant plus d'une heure par le président de la République, M. Sandro Pertini, antifasciste et résistant de la première heure. C'était la première fois qu'un dirigeant du MSI se rendait au palais du Quirinal autrement que pour les consultations de routine pendant les crises gouvernementales. *« Eux ont plus changé leur comportement à notre égard que l'inverse. Ils ont dû nous accepter pour ce que nous sommes »*, affirme M. Magliaro, un proche de M. Almirante. La volonté d'une partie des forces politiques et notamment du PSI de rendre progressivement utilisables les voix du MSI et donc d'affaiblir sur la droite la Démocratie-chrétienne, ne suffit pas à expliquer de tels actes encore impensables il y a quelques années. Le succès remporté il y a peu et notamment en 1983, centième anniversaire de la naissance de Mussolini, par des livres, des expositions, des émissions de télévision consacrés aux années 30, traduit aussi la volonté de l'opinion d'une approche plus réfléchie de ce que fut l'ère fasciste.

Cela n'est pas sans contribuer à dépassionner la question même du MSI. En témoigne le fait qu'aussi bien pendant la campagne électorale de 1983 qu'à l'occasion des élections européennes, les réunions de ce parti, même dans les villes traditionnellement les plus antifascistes de l'Emilie-Romagne ou de la Toscane, ne sont marquées par aucun incident.

« En entrant dans le jeu politique, le MSI sera contraint de découvrir son jeu. Il devra choisir entre continuer à entretenir des relations ambiguës avec les jeunes et les intellectuels de la nouvelle droite qui refusent démocratie et civilisation industrielle au nom de la « révolution conservatrice » ou bien affronter une régénération démocratique qui les libère des toxines du passé fasciste », affirmait M. Roberto Chiarini, professeur d'histoire des partis politiques à Milan et spécialiste du phénomène néofasciste. Le MSI est en Italie la seule force politique qui se réclame explicitement de la droite, mais il affirme aussi vouloir représenter toute la droite et cela n'est pas sans créer des problèmes avec les petits groupes ou cénacles d'une droite radicale qui se sont constitués sur ses flancs.

Double tradition

Une mouvance complexe et contradictoire dans le passé avait été fascinée par les tentatives de l'extrême droite la plus dure mais qui, aujourd'hui, tout comme la nouvelle droite en France, mise avant tout sur la conquête de l'hégémonie culturelle. Les rapports avec le MSI nes sont pas simples. Celui-ci les accuse de représenter une *« droite d'importation »*. En fait, en Italie, une double tradition avait toujours coexisté à droite depuis la guerre, celle du fascisme insistant sur la latinité, se reconnaissant dans la tradition intellectuelle de Giovanni Gentile et parfois même marquée par un catholicisme conservateur. Un « fascisme-institution », conservateur, peuplé de notables qui s'opposaient à un « parti-mouvement » beaucoup plus radical, violemment antichrétien, influencé par les penseurs de l'extrême droite allemande. La nouvelle droite italienne se rattache à ce courant. Dans leurs revues, comme *la Voce delle fogne* (la Voix des égouts) créée par Marco Tarchi – ensuite exclu du MSI – ils dénoncent aussi bien l'*« embourgeoisement »* du parti de M. Almirante que la triste routine de ses discours. Ils s'intéressent à des expériences de *« fascisme atypique »* comme la Phalange espagnole ou la Garde de fer roumaine, mais aussi tentent des réflexions sur la crise de la société moderne (*le Monde* du 29 mai 1983). *« Ils voient aussi dans la multiplicité des mouvements nés de la gauche, féminisme, Verts, etc. une revendication du spécifique, un refus de la société de masse et de consommation. Ces théoriciens de la nouvelle droite y trouvent une ressemblance avec leur propre tradition, qui, depuis toujours, avait combattu toute forme de nivellement »*, affirmait Anna Elisabetta Gallotti dans un livre recueillant divers essais consacrés à la « droite radicale » (Editions Fetrinelli), publié sous la direction de Franco Ferrarese.

La publication de cet ouvrage montre aussi comment, après des années de jugements expéditifs et d'exorcismes, la gauche commence à essayer d'analyser ce phénomène. La tentative de compréhension risque-t-elle de porter une incongrue acceptation de cette culture ? L'intelligentsia de gauche reste très divisée sur l'argument. La décision du philosophe Massimo Cacciaro, alors député communiste, spécialiste de Nietzsche ; de participer en novembre 1982 à un colloque, à Florence, aux côtés d'Alain de Benoist et des représentants de la nouvelle droite italienne suscita de violentes polémiques. Il répondit qu'il ne s'agissait en aucun cas de « légitimation » et que le temps était aussi venu pour la gauche de tenir compte du « rôle exceptionnel joué aussi par la culture de droite au cours de ce siècle ».

MARC SEMO.

A travers le monde

Argentine

● Mme ISABEL PERON ÉCHAPPE A UN ATTENTAT. – Mme Isabel Peron est rentrée ce samedi 9 juin à Madrid, venant de Buenos-Aires à bord d'un appareil où une inspection de routine a permis de découvir, avant le décollage, une bombe qui aurait, selon les experts, désintégré l'avion si elle n'avait pas été découverte à temps. Une enquête a été ouverte. – *(AFP.)*

Danemark

● VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS. – Le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, est arrivé le vendredi 8 juin à Copenhague pour une visite officielle de quarante-huit heures dans le cadre de sa tournée dans six pays européens. – *(AFP.)*

Guatemala

● LES ÉVÊQUES DÉNONCENT L'« EXPLOITATION DES MASSES ». La Conférence épiscopale du Guatemala a dénoncé vendredi 8 juin *« l'exploitation continuelle »* des masses et a soulevé *« le grave problème de la propriété de la terre »*. Selon le document de l'épiscopat, *« une minorité reçoit la plus grande part du produit national »*, alors que *« les paysans et les Indiens sont victimes de la violence depuis des années »*. – *(AFP.)*

Israël

● LE MINISTRE ISRAÉLIEN DE LA DÉFENSE, M. Moshé Arens, a décidé, vendredi 8 juin, de ne pas empêcher la liste judéo-arabe *« progressiste pour la paix »* de se présenter aux élections législatives du 13 juillet prochain, contrairement à sa première décision, la considérant comme illégale et dangereuse pour la sécurité de l'Etat.

Au terme d'une rencontre entre M. Arens et les dirigeants de cette liste, le ministre israélien a cependant maintenu qu'il existait, au sein de cette formation politique, des *« éléments hostiles, dont certains s'identifient ouvertement aux ennemis de l'Etat »*. La liste progressiste pour la paix a été formée à proportion égale d'Arabes et de juifs israéliens qui préconisent notamment la création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés de l'Etat d'Israël. – *(AFP.)*

Nigéria

● CONDAMNATION POUR CORRUPTION. – M. Melford Okilo, ancien gouverneur de l'Etat de Rivers (sud-est du Nigéria), a été condamné, vendredi 8 juin, à une peine de quatre-vingt-quatre ans de prison, par un tribunal militaire, pour détournement de fonds public. – *(Reuter.)*

Swaziland

● DESTITUTIONS. – Deux ministres (affaires étrangères et finances), le commandant en chef de l'armée et le chef de la police ont été destitués, a annoncé, vendredi 8 juin, le premier ministre, le prince Dlamini, au nom de la reine régente Ntombi. Selon l'agence sud-africaine de presse Sapa, ces renvois seraient liés à une affaire d'évasion de recettes douanières d'un montant de 13 millions de dollars. – *(AFP.)*

URSS

Les correspondants occidentaux sont dans le collimateur

De notre correspondant

Moscou. – Le tribunal municipal de Moscou a pris un *« arrêté spécial »* contre deux journalistes de l'agence américaine Associated Press, Marc Rosenwasser et Alison Smale, a annoncé l'agence Tass, vendredi 8 juin, sans expliquer la teneur de cette mesure. *« Lors de l'examen du dossier du citoyen soviétique Roukossoyev, convaincu de tentative de haute trahison sous forme de fuite à l'étranger, le tribunal a établi irréfutablement que les journalistes d'Associated Press avait participé à la préparation de cette action criminelle »*, affirme Tass.

La plus surprise dans l'affaire a été Alison Smale, qui a appris seulement par cette dépêche qu'elle faisait l'objet de cette mystérieuse *« mesure spéciale »*. Quant à Marc Rosenwasser, il a quitté Moscou depuis décembre 1982...

Alison Smale avait été interrogée à deux reprises le 5 décembre 1983 et le 1er février 1984 à propos de M. Roukossoyev. Selon le tribunal, ce dernier *« avait préparé les détails techniques de son crime avec l'aide de Rosenwasser »* (vouloir quitter l'URSS est, en effet, un « crime » puni par le code pénal). Il a été condamné à une peine de prison dont ont ignore la durée. Selon Tass, Alison Smale aurait reconnu qu'elle *« avait eu plusieurs rencontres avec le criminel et qu'elle était au courant de ses projets illégaux. »*

La journaliste nie absolument avoir eu connaissance des projets de M. Roukossoyev, avec lequel elle n'a été en contact que très brièvement. L'ambassade américaine, de son côté, a publié un communiqué affirmant qu'Alison Smale n'était *« en aucune manière impliquée dans aucune activité criminelle »*. L'ambassade exprime sa *« préoccupation »* et suggère que toute l'opération est peut-être *« destinée à intimider d'autres correspondants occidentaux à Moscou »*.

L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Arthur Hartman, a *« averti »* les autorités soviétiques que Washington *« réagirait »* si ce genre d'affaires se multipliaient, a-t-on appris de bonne source. *« Il y aura des représailles et cela vous coûtera cher »*, a indiqué M. Hartman à ses interlocuteurs.

Les attaques contre les journalistes occidentaux font partie du paysage dans la capitale soviétique, mais depuis quelques mois, reflétant le mauvais état général des relations Est-Ouest, elles sont devenues plus nombreuses et se sont concentrées sur les journalistes américains.

Robert Cullen, correspondant de *Newsweek*, a ainsi été convoqué à la mi-mai au ministère des affaires étrangères et accusé, ce qui est pour le moins curieux, d'avoir transmis une maladie vénérienne à une prostituée soviétique. Andreas Lorenz, correspondant du *Spiegel*, qui s'était présenté chez M. Dimitri Chepilov, ancien ministre des affaires étrangères sous Khrouchtchev en 1956-1957 pour lui demander une interview, a été averti qu'il s'était rendu coupable d'une *« tentative de violation du domicile d'un ressortissant soviétique »*. Dans tous les cas, les tracasseries aux motifs souvent fantaisistes paraissent provoquées par des articles jugés irrévérencieux. Robert Cullen, par exemple, semble *« payer »* le dossier qu'il avait publié sur la santé de Youri Andropov et qui n'accordait à ce dernier, comme la suite l'a confirmé, qu'une espérance de vie de quelques mois. *« On ne touche pas aux chefs »*, aurait confié en août 1982 à un diplomate occidental M. Andrei Gromyko, après l'expulsion d'un correspondant américain *« coupable »* d'irrespect envers Brejnev.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Belgique

Le gouvernement se désolidarise de la position néerlandaise à propos des missiles de l'OTAN

De notre correspondant

Bruxelles. – Le ministre belge des relations extérieures, M. Tindemans, a affirmé avec quelques nuances, vendredi 8 juin, la ferme volonté du gouvernement de Bruxelles de procéder, comme prévu, au déploiement des missiles de croisière de l'OTAN sur le territoire belge. Le nouveau renvoi de la décision du gouvernement néerlandais à ce sujet a, en effet, mis les autorités de Bruxelles dans une situation délicate. M. Tindemans a regretté cette attitude des Néerlandais, qui risque non seulement de réduire la crédibilité de ce pays, mais de dissuader un peu plus l'URSS de toute *« intention de négocier »*.

Il est vrai que, à Bruxelles aussi, une certaine ambiguïté subsiste quant au déploiement des euromissiles. En effet, la thèse officielle du gouvernement est toujours que, avant de donner le feu vert au déploiement, il procède tous les six mois à une évaluation des chances d'un accord américano-soviétique sur la réduction de ces armements.

Ces réserves du gouvernement belge sont d'ordre tactique. Il s'agit de ne pas heurter de front les mouvements pacifistes, qui jouissent d'une certaine audience au sein des partis de la coalition gouvernementale. Cependant, les travaux préparatoires au déploiement des missiles se poursuivent à la base de Florennes, où certains éléments avancés de l'armée américaine sont déjà en train de s'installer.

JEAN WETZ.

Inde

Le bilan de l'assaut du Temple d'or s'est alourdi

Le chef de l'Etat indien, M. Zail Singh, a visité, vendredi 8 juin, le Temple d'or d'Amritsar, pris d'assaut mercredi par l'armée pour en déloger les extrémistes sikhs. M. Zail Singgh, lui-même de confession sikh et qui fut un temps proche du chef des extrémistes, Sant Jarnail Singh Bhindranwale, s'est déclaré *« profondément affecté »* par les récents événements. Des rumeurs circulent à New-Delhi sur la possible démission de son poste.

Alors que, dans le Temple d'or, quelques francs-tireurs continuent une résistance sporadique, on a appris, de source officielle, que Sant Bhindranwale était mort d'une balle en pleine tête au cours de l'assaut de l'armée. Les autorités reconnaissent maintenant que le nombre des victimes sikhs est nettement plus élevé que les deux cents cinquante morts originellement annoncés. Au moins deux cents cadavres supplémentaires auraient été dénombrés, peut-être même beaucoup plus selon certaines sources officieuses. Mais le bilan véritable risque de ne pas être connu ; d'abord en raison de la censure ; ensuite parce que les autorités – invoquant le prétexte de la chaleur qui décompose les corps, mais aussi pour éviter des manifestations de sympathie envers les morts – ont déjà incinéré les restes des militants qui s'étaient retranchés dans le Temple. Celui-ci semble avoir été endommagé au cours des combats, en dépit des précautions prises par les assaillants.

S'adressant à des policiers du Rajasthan voisin, le premier ministre, Mme Indira Gandhi, a fait part de son *« angoisse et de sa profonde peine »* et a affirmé qu'il était temps de *« panser les blessures »*. *« L'heure est maintenant à la fraternité, car, sans elle, la nation ne peut préserver son unité et progresser. »* Elle a qualifié l'attaque du Temple d'or d'*« inévitable »*. – *(Reuter, AP, AFP.)*

Étranger

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Dublin, prude et droguée

La drogue dure fait des ravages en République d'Irlande. Or la moitié de la population a moins de vingt-cinq ans. Et l'on s'ennuie ferme à Dublin...

De notre envoyé spécial

Dublin. — Dublin est une ville souriante, aimable, paisible. C'est aussi une cité pieuse et prude. Quantité d'ouvrages religieux à la devanture des librairies, absolument aucun magazine érotique sur les rayons des marchands de journaux ; dans la rue, les voiles des religieuses l'emportent dans un rapport de 100 contre 1 sur les justaucorps léopard de la petite minorité punk ; si le plan de la ville est parsemé d'une myriade de petites croix indiquant l'emplacement des églises, on n'y trouve guère de sex-shops. Pourtant, Dublin souffre d'une maladie honteuse : l'héroïne ; ou *« smack »*, dans l'argot anglais.

Honteux, ce mal paraît bien l'être aux yeux de l'*establishment*, qui semble vouloir le dissimuler à tout prix. Est-ce pour éviter que ne soit davantage ternie une image touristique déjà injustement affectée par le contrecoup de quinze ans de violence en Ulster ? La brigade des stupéfiants prétexte le *« surmenage »* — un aveu en soi — pour envoyer promener les journalistes ; les médecins du centre de désintoxication de Jervis Street — le seul du genre à Dublin — ont reçu la consigne de ne plus parler aux reporters, à la suite, il est vrai, de la publication d'articles passablement misérabilistes dans la presse locale. Bien entendu, les directives officielles sont faites pour être ignorées et ne suffisent pas à dissimuler les faits.

Dublin (525 000 habitants) compte — chiffres officiels ou officieux — entre 1 500 et 3 000 héroïnomanes en état d'accoutumance, pour la plupart âgés de quatorze à vingt ans, plus quelque 2 000 *« accrochés »*. Parmi les adolescents de certains quartiers défavorisés, la proportion de drogués est de 1 sur 10. En 1980, le centre de Jervis Street accueillit une centaine de nouveaux patients : deux ans plus tard, ils étaient un millier ; aujourd'hui, la clinique soigne une centaine de personnes par mois. Les médecins de la ville ont noté une très forte augmentation de cas d'hépatite, attribuée en grande partie à l'utilisation de *« shooteuses »* (seringues) infectées. En 1979, 600 personnes furent inculpées de trafic ou possession de stupéfiants : en 1982, leur nombre avait triplé.

La gravité du problème, qui semble néanmoins avoir atteint son paroxysme après quatre ans de progression régulière, fait dire à un spécialiste de la question, le Père Paul Lavelle, que la consommation de drogue dans les quartiers pauvres du centre de Dublin est équivalente à celle que connaissaient les ghettos noirs de New-York il y a une dizaine d'années. Le Père Lavelle sait de quoi il parle puisqu'il a étudié le problème de la drogue dans plusieurs villes américaines. Sa comparaison fait écho à la réflexion de ce médecin dublinois dont la clientèle compte de nombreux toxicomanes : *« Dublin n'a pas de communauté noire du type de celle de Londres, mais les habitants des zones défavorisées où sévit l'épidémie de drogue, c'est-à-dire les vrais Dublinois de souche, sont quasiment considérés comme des immigrés noirs mal acceptés par les classes moyennes. »*

« On se shoote par ennui »

La remarque du Père Lavelle est aussi à rapprocher de la théorie avancée par le porte-parole de la *garda* (police), selon laquelle l'Irlande a toujours eu, en matière de criminalité, une décennie de retard sur les Etats-Unis. Mais n'est-il pas aussi vrai que la République bénéficiait traditionnellement d'un sursis de quatre ou cinq ans par rapport au Royaume-Uni ? Or, en ce qui concerne la consommation d'héroïne, la petite île est exceptionnellement en avance sur la grande, où la question commence seulement à faire du bruit, notamment dans la région de Liverpool dont la moitié des jeunes âgés de quatorze à vingt-cinq ans, selon une récente émission de radio, consommeraient régulièrement de l'héroïne. Les analogies entre Dublin et Liverpool sont nombreuses du point de vue de la toxicomanie juvénile : un fort taux de chômage, peu de perspectives d'avenir, un manque criant de distractions, une grande oisiveté parmi la jeunesse des quartiers pauvres. A Dublin, l'ampleur du problème doit aussi au profil extrêmement jeune de la population irlandaise, *dont la moitié a moins de vingt-cinq ans.*

On peut rencontrer de jeunes héroïnomanes dublinois dans les pubs proches de Grafton Street, une rue très commerçante du centre-ville réputée pour être un des principaux *« points de vente »* d'héroïne. Le Bruxelles est un de ces bistrots. En ce samedi soir pluvieux d'avril, son rez-de-chaussée et son sous-sol enfumés grouillent de consommateurs plus jeunes les uns que les autres. Parmi eux, Peter et son amie. Peter, un mécanicien d'une vingtaine d'années, avoue avoir tâté de la *« blanche »*, mais affirme avoir mis fin à l'expérience. Il dit que la plupart de ses amis se droguent ou se sont drogués dans le passé.

Pourquoi en sont-ils venus à risquer leur santé, leur vie même, avec une des drogues les plus toxiques qui existent ? La réponse de Peter fait l'unanimité : *« Par ennui. Ici, il n'y a pas de distraction pour les jeunes, à part le* « pub-crawl » (1) *et quelques boîtes. Encore faut-il aimer le disco. !*

La jeunesse dublinoise aurait besoin de quelques-unes de ces innombrables salles de rock londoniennes, dans lesquelles les adolescents peuvent « s'éclater » sans risquer d'autres accidents de santé qu'une rupture de tympan. Si Dublin possède beaucoup de charme, elle manque indéniablement d'animation nocturne. La chaude atmosphère de ses pubs traditionnels, où l'on discute entre amis au son du violon, du piccolo et du bodhran, semble mieux convenir aux aînés et aux touristes qu'aux jeunes à la recherche d'une « super-défonce » de fin de semaine.

L'épidémie de drogue touche *toutes les catégories de jeunes* : travailleurs, écoliers, chômeurs. Cependant, l'ennui dont parlait Peter étant inévitablement aggravé par le désœuvrement, le problème est particulièrement sensible dans les quartiers défavorisés, où le chômage juvénile dépasse 30 % : un marché rêvé pour les *« pushers »* (revendeurs de drogue).

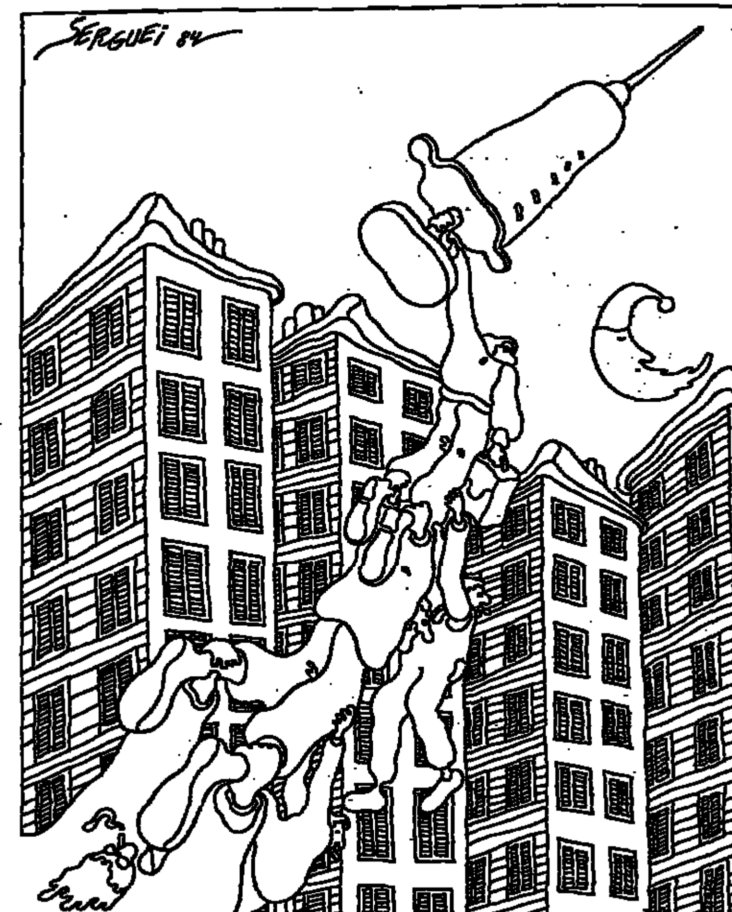
Dans ces quartiers pauvres, l'alcool et la sombre Guinness étaient considérés jusque-là comme l'unique moyen d'échapper à la grisaille quotidienne, comme le *« cheap gin »* (gin bon marché) *fut reconnu longtemps* comme *« le chemin le plus rapide pour sortir de Manchester »* par les classes laborieuses de cette ville. Pourquoi les jeunes générations de Dublinois en sont-elles venues à emprunter un raccourci plus dangereux, à préférer la « poudre banche » à la « boisson noire » ? Certains psychologues y verront une illustration de la thèse selon laquelle un principe de surenchère régit, de génération en génération, les rites d'initiation à la vie adulte dans l'Occident moderne ; le fait que tant de jeunes drogués dublinois ont des parents alcooliques et goûtent directement à l'héroïne sans passer par les cannabis chers à la génération intermédiaire tendrait à confirmer cette hypothèse, qui contient probablement une part de vérité. La raison essentielle, cependant, est économique : à une demande confuse d'évasion a correspondu, à un moment donné, une offre abondante de *« poudre à rêves »*.

Tout commença vraiment en 1979, après la révolution khomeiniste, quand un certain nombre de riches Iraniens convertirent leurs avoirs en héroïne pour les transférer à l'étranger. Plus tard, les trafiquants des régions productrices, notamment pakistanais, prirent la relève et inondèrent l'Europe de poudre bon marché. L'Irlande devint une cible privilégiée, probablement en raison de sa vulnérabilité due à la faiblesse de ses moyens en matière de lutte antidrogue et au caractère laxiste des contrôles douaniers entre la République et le Royaume-Uni, lui-même devenu un important entrepôt d'héroïne.

Le « milieu » dublinois sauta sur l'aubaine, précédé par une extraordinaire famille de mafiosi locaux, les Dunne, qui fit la manchette des journaux pendant des mois avant de s'effacer avec regret sous le coup d'une série d'arrestations et de condamnations. Le vide devait être rapidement comblé par une multitude de gangs de moindre importance, parmi lesquels un célèbre couple du style Bonnie and Clyde, opérant dans la partie sud du centre de Dublin : le « Général », issu d'une famille de malfaiteurs réputés, décrit comme le plus dangereux criminel d'Irlande, et son lieutenant, une femme connue sous le nom de « Ma Baker ».

Après être passé entre les mains des « parrains » et souvent *« allongé »* de divers produits — farine, poudre de lait, herbicides, — le *« smack »* est revendu par les *« pushers »* dans les rues de Dublin, au tarif de 10 livres irlandaises (100 francs) le sachet. Conscients du fait qu'une offre soutenue par un marketing efficace peut créer une demande renforcée par l'accoutumance, les trafiquants ne se sont pas contentés d'attendre qu'on vienne à *eux*. *Ils ont accosté les jeunes* dans la rue, à la sortie des écoles. *« Dans mon quartier, au début, les gosses pouvaient obtenir dix paquets gratuitement »*, se souvient Tony Gregory, un député indépendant, ancien instituteur.

Aussi, certaines communautés formèrent leurs propres milices pour chasser les *« pushers »*. Ce fut le cas des habitants de St. Teresa's Gardens, une cité d'HLM située dans la zone d'influence du « Général ».



SERGUEÏ

Les « criminels inquiets »

Une vingtaine d'immeubles aux cages d'escaliers couvertes de graffiti, séparés les uns des autres par des pelouses jonchées de papiers et des cours en ciment où sèche le linge de trois cents familles. Mille deux cents personnes vivent là. Paul Humphries, un travailleur social du Youth Development Centre de St. Teresa's Gardens, raconte comment la cité devint soudain la proie des revendeurs. *« L'héroïne fit son apparition il y a trois ou quatre ans. Les gens étaient désemparés. J'ai fait appel au ministère de la santé, aux hommes politiques, mais personne ne prit le problème au sérieux. Pendant trois ans, nous avons regardé passivement des garçons et des filles de treize ou quatorze ans se mettre à la drogue. L'audace des* « pushers » *était telle que l'un d'eux alla jusqu'à proposer de la poudre à un enfant de sept ans. Lorsque la situation devint franchement intenable, les habitants du quartier formèrent une organisation, le Concerned Parents Group (Association de parents inquiets) et allèrent en délégation demander aux revendeurs du coin de cesser leur trafic ou de quitter les lieux. Un jour, six cents personnes ont déménagé les meubles de ceux qui refusaient cette alternative. Avec d'autres groupes de parents, nous avons organisé une marche de protestation de deux mille personnes à travers la ville. Depuis, le trafic de drogue a cessé à St. Teresa's Gardens. »*

La riposte des parents a suscité une réaction assez incroyable dans le milieu dublinois. En février dernier, un groupe de malfaiteurs forma à son tour une association de défense, le Concerned Criminals Action Group (Comité d'action des criminels inquiets) pour riposter aux « tracasseries » des « parents inquiets ». *« Nous reconnaissons que nous sommes des malfaiteurs, mais nous ne sommes pas des trafiquants de drogue, et pourtant nous ne pouvons pas sortir dans la rue sans que les associations de parents rendent compte de nos allées et venues à la police »*, expliqua le porte-parole de ces truands honnêtes !

JEAN-MARIE MACABREY.

(1) *To pub-crawl* : faire la tournée des cafés (littéralement : ramper de pub en pub).

PÉROU

La « feuille sacrée des Incas »

Que faire lorsque la seule culture praticable, celle dont dépend la survie du paysan, est aussi celle qui alimente les réseaux de trafic de drogue ? Faut-il la détruire comme l'exige Washington ? La payer son juste prix ? C'est en ces termes paradoxaux que se pose au Pérou le problème de la « feuille sacrée des Incas ».

De notre correspondante

Cuzco. — *« Tierra o muerte, venceremos. » « La terre ou la mort, nous vaincrons. »* Ce cri de guerre a retenti il y a vingt-deux ans, dans la vallée tropicale de la Convencion, proche de Cuzco. Entraînés par un chef charimastique, l'actuel député trotskiste Hugo Blanco, des milliers de paysans formèrent leurs premiers syndicats et entreprirent la lutte contre les grands propriétaires terriens qui les traitaient comme des serfs du Moyen Age.

Beaucoup de paysans sont tombés au cours de ce combat, et Hugo Blanco a purgé près de six ans de cachot. Sacrifice qui n'a pas été vain puisque la Convencion a été la première région que favorisa la réforme agraire édictée par la junte au pouvoir en 1962. Depuis, les terres des *hacendados* sont travaillées de façon communautaire par les paysans, qui ont formé plus d'une centaine de coopératives.

Aujourd'hui, ces mêmes paysans, leurs femmes et leurs enfants, scandent, sur les places et dans les rues de Cuzco : *« Coca o muerte, venceremos »*, *« La coca ou la mort, nous vaincrons »*. Ils sont près de dix mille a être venus à pied depuis la Convencion, en marche de sacrifice, pour obliger les autorités à accepter leur cahier de revendications. Depuis une quinzaine de jours, ils dorment à la belle étoile, dans la citadelle impériale, s'alimentant d'une soupe à base de semoule et d'une poignée de *canchita*, une friture de maïs.

Vente à perte

Les premiers pourparlers avec les autorités ont échoué il y a quinze jours. Pour les obliger à négocier, les paysans ont envahi, le mercredi suivant, l'église de San-Pedro alors que quelques fidèles assistaient à la messe matinale, et une centaine de leurs dirigeants ont entamé une grève de la faim dans la nef. Pour empêcher la police de les déloger, quatre mille hommes montent la garde devant l'église. Professeurs, étudiants et habitants des bidonvilles se sont solidarisés avec leur mouvement, et Cuzco a été le théâtre de multiples marches et manifestations.

Pourquoi cet insolite slogan *« La coca ou la mort » ?* La plupart de ces paysans sont producteurs de la feuille de coca (une feuille d'excellente qualité, d'ailleurs, car le climat de la Convencion est très sec). *Ils sont recensés* par le ministère de l'agriculture et obligés de vendre la totalité de leur production à ENACO, l'entreprise d'Etat qui monopolise la commercialisation de la coca.

Or ENACO leur achète une *arroba* de coca, soit 12,5 kg, à 22 000 soles, alors que les agronomes du ministère de l'agriculture reconnaissent que le coût de production frôle les 60 000 soles. Pour sa part, la fédération syndicale exige 73 000 soles. Elle argumente qu'ENACO revend la coca dans les communautés andines à 120 000 soles... et que les trafiquants de cocaïne en offrent 200 000 soles...

Le cahier de revendications comprend vingt-trois points, qui sont tous liés aux problèmes de la coca. Le plus important concerne donc le prix de vente de l'arroba, le second insiste sur la nécessité d'un nouveau *recensement*. En *effet, seul le tiers* des producteurs figure sur les registres officiels. Les autres sont clandestins et victimes de la répression. De façon sporadique, la police brûle les plants de culture sauvage, appréhende leurs propriétaires, ou, dans le meilleur des cas, leur extorque des pots-de-vin.

Les dirigeants syndicaux assurent que *« le nouveau recensement est d'importance vitale pour freiner le trafic de cocaïne »*, mais que plusieurs personnalités sont personnellement intéressées au maintien de l'actuel cadastre car, *« de cette façon, les producteurs approvisionnent en coca les émissaires de la mafia »*.



Les environs de CUZCO

Recensés ou pas, les paysans alimentent les trafiquants en matière première, ENACO ne peut, en effet, contrôler avec efficacité la réelle productivité de chaque lopin de terre, d'autant plus qu'il y a trois cueillettes par an. Les ventes de contrebande permettent d'arrondir les fins de mois, car la terre et le climat de la Convencion ne sont prodigues que pour la « feuille sacrée des Incas ». L'ananas reste nain, le thé se vend mal et le café est détruit périodiquement par l'épidémie de la rouille.

C'est un problème complexe qui se pose au gouvernement, pas seulement dans la vallée de la Convencion, mais aussi dans celle de Tingo-Maria ou du Huallaga. Comment convaincre les paysans de remplacer leurs cultures par d'autres si la coca *« pousse toute seule »*, résiste aux fléaux et leur permet de doubler ou tripler leur gain ? Et comment ne pas céder aux pressions des Etats-Unis, qui conditionnent leur aide financière à la suppression progressive des champs de coca, afin de détruire à la source le trafic de cocaïne ?

En attendant que les autorités résolvent ce dilemme, Cuzco est une véritable poudrière, et les promoteurs du tourisme font plus que grise mine face à cette masse paysanne qui envahit les places et menace même de prendre des otages. Des tracts anonymes, rédigés dans un style incendiaire, circulent de main en main. On peut lire : *« Cusqueno, toi qui habite cette millénaire et belle métropole, ne permets pas que des infiltrés manipulent des petits hommes ignorants qui souillent et discréditent internationalement le prestige de la capitale impériale »...*

NICOLE BONNET.

CORÉE DU NORD

Pyongyang, ou l'Asie sans la foule...

Avec Tirana, Pyongyang est sans doute l'une des plus curieuses capitales du monde. La spécificité du régime *politique*, le peu de goût pour l'influence étrangère, expliquent ce caractère singulier. Mais fût-elle le lieu d'un totalitarisme sans *complexe*, toute société évolue...

De notre envoyé spécial

Pyongyang. — Sur les marches du restaurant Les flots bleus, les couples de jeunes mariés se font photographier presque tous les après-midi. C'est l'endroit chic de Pyongyang, à la fois au cœur de la ville et dans la verdure des saules qui bordent le cours sinueux de la petite rivière Podong, non loin de son confluent avec le grand fleuve Daidong, qui coupe en deux la capitale nord-coréenne.

Les longues robes traditionnelles — rose, bleu pâle, vert pâle — *marquent très haut la taille des* jeunes épousées et de leurs demoiselles d'honneur. Les garçons sont moins pittoresques dans leurs complets-veston, mais tout ce monde sourit et fait des mines dans le cliquetis des objectifs. Détente à la sortie des repas de noces...

Quelques heures plus tard, à la nuit à peine tombée, l'endroit est quasiment désert. La grande enseigne lumineuse, toute proche, de l'hôtel Djoutche, brille de tous ses feux, mais les lampadaires éclairent des trottoirs où se hâtent *seulement quelques silhouettes* attardées, pressées de regagner leur logis.

Pyongyang, à vrai dire, donne un peu l'impression de somnoler à toute heure du jour. Une petite pointe de mouvement semble bien vouloir animer les quartiers les plus populaires à l'heure où la journée de travail s'achève dans les bureaux et les ateliers. Un soupçon *de foule* à peine, bien fugitif, plus sensible peut-être dans le métro et les autobus, mais qui s'évanouit bien vite pour laisser la place à cet ordre un peu désert où ne subsistent que de rares signes de vie.

Pour qui a traversé les foules de *quelques grandes villes* d'Asie — de Bangkok à Tokyo, en passant par Pékin et Saigon — il y a quelque chose de déroutant dans cette capitale presque vide. Le spectacle touche au surréalisme de ces vastes artères que n'encombre aucun piéton, à peine parcourues de *rares limousines officielles*, généralement lancées à toute allure, sous le contrôle (?) d'agents féminins de la circulation, maquillées, bottées et court-vêtues.

Pas de flâneurs

Imbu des vertus du « kimilsungisme », notre jeune guide nous explique que s'il y a si peu de monde dans les rues, c'est que, à la différence d'autres pays d'Asie, *personne, en Corée du Nord, n'a* de raison de traîner sur les trottoirs. D'abord le pays ignore le chômage. Ensuite, la collectivité pourvoit à une large part des besoins des citoyens qui n'encombrent, par conséquent, pas les magasins pour des courses inutiles.

Les choses ne sont pas tout à fait aussi simples, et si Pyongyang donne l'impression d'une population raréfiée, c'est aussi parce que ses huit cent mille habitants flot*tent un peu dans le vaste tissu ur*bain qui les entoure, comme un vêtement trop ample pour une communauté citadine encore relativement réduite. Ce qui, pour le moment, n'est d'ailleurs pas sans avantage : le problème du logement se pose ici avec beaucoup *moins d'acuité* que dans la plupart des capitales de la région.

D'une certaine manière pourtant, le jeune apôtre du « Grand Leader » n'a pas tort. En ce sens du moins que la société nord-coréenne atteint un point d'hyperorganisation qui — hormis les pê*cheurs à la ligne et quelques* joueurs de cartes entrevus sur un banc public — ne laisse guère place aux flâneurs. Non que le rythme de vie dans son ensemble donne le sentiment d'une course haletante à la production dans laquelle un peuple robotisé aurait appris à *ne pas perdre une se*conde. L'impression est plutôt celle d'un emploi du temps honnêtement rempli, *si bien réglé qu'il* ne laisse à l'imprévu ou à l'oisiveté — présumés politiquement dangereux ? — qu'une place aussi réduite que possible.

Affaire d'éducation, et cela commence donc très tôt. Les petits écoliers nord-coréens ne vont en classe que le matin, six jours par semaine. Trois après-midi, à Pyongyang du moins, se passent au Club des pionniers, vaste palais de près de cinq cents salles — chacune ornée d'un portrait du maréchal Kim Il Sung, parfois en compagnie de son fils et *« successeur désigné »*, M. Kim Jung Il — où l'on peut tout apprendre, de la cithare à la botanique, en passant par le ping-pong, la danse classique, le montage d'un poste de télévision, la broderie, la météorologie, la mécanique automobile, l'athlétisme et même quelques ru*diments de médecine. Sans ou*blier, bien entendu, l'histoire de la jeunesse révolutionnaire du « Grand Leader »...

Et le reste du temps ? *« Activités libres ou collectives »*, nous dit-on. Pratiquement, cela signifie de régulières excursions et des ribambelles d'écolières et d'écoliers, tous en uniforme, et les premières, avec de grosses fleurs de tulle dans les cheveux, se croisent en permanence dans les jardins de la ville et de sa banlieue — à commencer par le parc d'attractions qui a été aménagé autour de la *maison natale du « grand dirigeant bien aimé »* et qui commence à ressembler autant à une sorte de Lunapark qu'à un lieu de pèlerinage.

Mais cela comporte également la participation à des travaux d'intérêt social. Et c'est ainsi que l'on *peut voir, au long des rues et des* routes, de jeunes Coréens balayer chaussées et trottoirs, dépierrer les talus, désherber les massifs... Moyennant quoi, Pyongyang est l'une des villes les plus propres, les plus nettes qu'on puisse voir en Asie. Un peu tirée au cordeau, peut-être, et *chargée en monu*ments — à l'honneur du maréchal Kim Il Sung, notamment, et de sa pensée historique, — mais fleurie aussi et parée comme s'il s'agissait chaque jour d'accueillir le Grand Khan, le tsar de toutes les Russies ou, qui sait, le maître du Nouveau Monde.

Un totalitarisme sans complexes

Alors ? Orwell ? 1984 réalisé ? Oui... et non. Oui sans doute, car on ne connaît guère de pays, y compris parmi ceux du socialisme dit « réel », où l'encadrement de la vie soit aussi accompli, l'emploi du temps de chacun aussi ajusté, où des millions de jeunes soient *aussi efficacement* éduqués *sur* les rails d'une idéologie si pénétrante qu'elle se transforme, consciemment ou non, en mode de vie naturel.

Le plus choquant — et dont les conséquences sont plus graves que le culte rendu à la personnalité du maréchal Kim Il Sung et, accessoirement, à celle de son fils — est que cet encadrement se fait bel et bien à l'intérieur de murailles qu'il est interdit de franchir sans *autorisation d'autant plus ex*presse qu'elle ne peut être qu'exceptionnelle. Murailles contre le monde extérieur, que pourrait expliquer jusqu'à un certain point un contexte international particulièrement délicat, mais également contre toutes les formes possibles *de déviance intérieure*. De là l'élimination de toute pratique religieuse — dans un pays qui comptait une minorité chrétienne et une notable proportion de bouddhistes — et, au bout du compte, de toute diversité dans l'expression de la pensée, politique ou artistique.

Et pourtant... le journaliste occidental, en une brève visite, ne peut espérer percer la surface rigoureusement polie d'un régime *dont le totalitarisme est apparem*ment sans complexes. Peut-être sa présence est-elle déjà un signe qu'il n'est de murailles si épaisses qu'un jour quelqu'un n'ait l'idée d'y entrouvrir une porte.



FRANCHINI

Mais c'est sans doute à travers l'évolution des mœurs et des es*prits que des craquèlements appa*raissent dans le moule orwellien. Les robes des jeunes mariées au restaurant des *Flots bleus*, des tablées familiales aperçues dans d'autres hauts lieux de la cuisine nord-coréenne, témoignent déjà d'un attachement à certaines traditions au moins dont l'*« homme nouveau »* a bien dû prendre son parti. Si rares soient les Nord-Coréens qui se rendent à l'étranger, ils n'en reviennent pas moins avec des notions qui ne correspon*dent qu'imparfaitement, même en* y mettant de la bonne volonté, aux images répandues par la propagande officielle — dont le crédit se trouve inévitablement entamé.

Si intenses enfin soient les efforts déployés, du Palais des pionniers aux dernières années de l'université, pour former des bataillons de petits kimilsungistes aussi *« sains »* d'esprit que de corps, il y a quelques raisons de *penser que le genre de culture* — et de distractions — ainsi dispensée laisse sérieusement sur sa faim une adolescence pour qui les années de la guerre et celles qui l'ont immédiatement suivie appartiennent au passé historique. Subversion ? Dégénérescence ? Qu'allez-vous penser là ? Simplement le sentiment qu'on peut être aujourd'hui un excellent patriote coréen — au Nord comme au Sud — d'une autre manière et dans un *autre style qu'il y a trente ans.*

ALAIN JACOB.

OUGANDA

Le village natal de l'ogre

L'ogre de la politique africaine, l'ancien dictateur *brutal et lunatique de* l'Ouganda, Idi Amin Dada, coule des jours heureux en Arabie Saoudite. Dans sa patrie *ravagée*, rares sont *ceux qui le regrettent*. Ses anciens soldats sont devenus bandits et beaucoup de ses compatriotes ont dû s'exiler...

De notre envoyé spécial

Arua. — La localité de Koboko n'est plus rien d'autre qu'un poste militaire avancé, à une demi-heure de mauvaise piste des frontières soudanaise et zaïroise. Des soldats de l'armée gouvernementale, dépenaillés, errant dans les ruines de ce qui fut le village natal d'Idi Amin Dada, que ses partisans mirent à sac en octobre 1980 faute de pouvoir s'y maintenir plus de deux semaines.

Avant la « guerre de libération » qui, en avril 1979, chassa Amin Dada du pouvoir, le sous-district de Koboko comptait 37.000 habitants. Au cours des deux dernières années, il en serait revenu un bon millier. Nigo Akusa, le chef de la circonscription, s'accroche à quelques signes timides mais prometteurs pour croire en un retour rapide à la normale : deux écoles ont rouvert, un dispensaire a été rénové ; il y a même, au village, une échoppe pour les produits de première nécessité et un marché s'y tient, trois fois par semaine.

Il en faudrait bien davantage pour que les Kakwass regagnent *sans ap*préhension leur domicile. La grande majorité préfère attendre des jours meilleurs, qui dans les camps du Soudan et du Zaïre, qui à Arua, le chef-lieu du district. Avant de démarrer une nouvelle vie, ils veulent être sûrs que la terre de leurs ancêtres, aujourd'hui sinistrée, leur sera remise, pour l'essentiel, en bon état. Cette reconstruction prendra du temps — trois ans au bas mot selon les experts — et de l'argent : l'Ouganda demande à la communauté internationale quelque 17 millions de dollars pour réparer, dans la seule province du Nil-Ouest, les dommages de guerre.

Reste la sécurité qui, dans cette zone frontalière, laisse encore à désirer. Convertis en bandits de grand *chemin, des anciens soldats* d'Amin Dada qui opèrent, semble-t-il, à partir du Soudan, harcèlent, de temps à autre, la *population* locale — *vols de* bétail, enlèvements, violences diverses, — pour obtenir d'elle les moyens de *leur survie. Que dire,* d'autre part, du comportement des soldats gouvernementaux qui, pour *arrondir leur solde — si solde il y a !* — commettent, sur place, toutes sortes d'abus.

Cet « illettré »

En revanche, les choses rentrent dans l'ordre à l'intérieur des terres, à Arua et dans ses alentours. Le chef-lieu de district qu'Amin Dada avait équipé d'un centre de télécommunications ultra-moderne et où il possédait une maison familiale dont il ne reste plus pierre sur pierre, est, lui aussi, complètement défiguré par les combats fratricides qui ont opposé à l'arme lourde, jusqu'en juillet 1981, partisans et adversaires du dictateur déchu.

Maintenant que l'armée gouvernementale a « nettoyé » la région de ses « bandits » sans lésiner sur les moyens, la sécurité est bonne, même si les habitants ont dû, *parfois*, payer très cher pour l'obtenir. C'est dire que beaucoup, ici, ne portent pas dans leur cœur le régime de M. Obote et en viennent à soutenir qu'ils vivaient mieux du temps d'Amin Dada, sans pour autant souhaiter le retour au pouvoir de cet « illettré ». Arua a souffert aussi du départ précipité d'un millier d'Indiens qui faisaient un peu « tourner la boutique » ; il *ne reste plus* qu'une seule famille.

Néanmoins, après tant d'épreuves, le chef-lieu de district a repris le dessus : le marché est *animé*, les *fonctionnaires* sont à leur poste, même si leur traitement symbolique — une infirmière gagne 20 francs par mois ! — *« tombe »* parfois avec retard. A Wandi, la fabrique de tabac, saccagée pendant les troubles, a rouvert ses portes : on y traite 600 000 tonnes de feuilles par an au lieu d'un million avant les événements.

M. Opeli, le responsable du district d'Arua, peut, à juste titre, se targuer de ce que sa circonscription soit aujourd'hui *« la plus tranquille de tout le pays »*. Selon les autorités locales, deux cent quatre-vingt mille réfugiés auraient, à ce jour, spontanément regagné leurs villages dans l'ensemble de la province, soit environ 60 % de la population originelle.

Mais, sait-on si les troubles qui affectent d'autres régions du pays ne finiront pas, un jour, par gangrener le district ? Aussi, mesurant mal de quoi demain sera fait, les réfugiés *s'efforcent-ils* de garder un pied de chaque côté de la frontière ; les hommes, demeurés dans les camps du Haut-Zaïre, envoient souvent en éclaireurs, femmes et enfants tâter le terrain en Ouganda.

Les réfugiés au Zaïre

« Pourquoi voudriez-vous que je rentre dans mon pays alors que certains de mes compatriotes s'en échappent encore ; il y a quinze jours, il en est arrivé une quarantaine de la région de Masindi », explique un paysan qui a provisoirement trouvé asile dans le Haut-Zaïre, au nord d'Aru, dans le camp de Popo. Ce n'est pourtant pas l'envie qui lui manque de revenir chez lui. Comme aux quelque quarante-cinq mille Ougandais, pour l'essentiel d'origine rurale, que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) abrite dans ses villages et qui sont arrivés ici, entre avril 1979 et juin 1983, en quatre vagues successives.

Il est vrai que les officiers de l'armée d'Amin Dada et les dignitaires du régime déchu, réfugiés dans cette région du Haut-Zaïre, ne se privent pas d'exercer une pression morale sur leurs compatriotes pour les dissuader de rentrer au pays. Eux-mêmes savent qu'ils n'ont aucune chance d'y être accueillis les bras *ouverts*.



CHOMEL

En attendant, ces réfugiés politiques, *rassemblés dans le camp* d'Adobia, ne cessent de maugréer contre la rigueur des temps, de réclamer, *comme un dû, davantage de* terres, de semences, de nourriture, de soins gratuits, etc. Pour ces musulmans d'origine urbaine, plus habitués à commercer — et ils ne s'en privent pas ! — qu'à travailler un lopin, c'est un peu le retour à la case départ.

A la différence du très grand nombre de réfugiés « sauvages » qui ne se sont guère éloignés de la frontière, prêts à la repasser au moindre signe encourageant, ceux qui se sont *placés* sous la protection du HCR sont d'autant moins enclins à précipiter leur retour que les conditions d'accueil dont ils ont bénéficié permettront bientôt à une large majorité d'entre eux d'atteindre le stade de l'autosuffisance. Seuls les nouveaux arrivants reçoivent encore de *pleines rations alimentaires* ; les plus anciens n'ont droit qu'à de faibles *quantités de semences*.

Pas question d'assister indéfiniment les réfugiés : ils doivent devenir, *aussi vite que possible, des villa*geois comme les autres, d'autant que l'aide internationale est à la baisse. Chaque famille se voit maintenant attribuer des lots de 3,2 hectares autour de sa paillote, et bénéficie, pour les mettre en valeur, des conseils de vulgarisateurs agricoles, soit directement, soit dans des *« champs de démonstration »*. Comme si leur situation risquait de s'éterniser, certains, au camp de Popo, ont commencé de planter des caféiers, dont il ne faut pas attendre la première récolte *avant trois ans, voire à cultiver du* manioc, qui atteint sa pleine maturité au bout de deux ans.

Le chef coutumier d'Adobia tient tout de même à préciser que les terres sont mises à la disposition des réfugiés, qui ne pourront revendiquer un quelconque droit de pro*priété. Il n'empêche, cependant, que* certains réussissent à obtenir une *« reprise »* de celui à qui ils cèdent leur lot au moment du départ. A vrai dire, en dépit de cette frontière artificielle, les Ougandais se sentent un peu chez eux au milieu des Zaïrois, avec lesquels ils partagent langue et coutumes. La preuve en est qu'ici les « mariages mixtes » sont de pratique courante.

Un grave préjudice

Pourtant, à en croire le citoyen Iyite Eyula, commissaire de la zone d'Aru, les réfugiés ougandais seraient de véritables trouble-fête. *« Ils ont transgressé notre loi en amenant avec eux des armes à feu, dont ils ont fait clandestinement usage*, explique-t-il ; *leur présence a donné naissance à des fléaux jusqu'ici inconnus, comme les vols, le banditisme et les assassinats ; ils ont détruit nos forêts pour construire leurs maisons ; à cause d'eux, nos écoles primaires sont surpeuplées, et nous souffrons maintenant d'un déficit alimentaire. »*

Réquisitoire sévère à dessein pour en arriver à la conclusion que le Zaïre a subi un *« grave préjudice »* dont la communauté internationale *doit supporter le poids*. Le HCR ne sollicite-t-il pas de celle-ci, pour les trois ans à venir, une aide d'environ *13 millions de dollars pour la seule* région d'Aru, qui porte, notamment, sur la reconstruction de 170 kilomètres *de routes, la réhabilitation* de trente dispensaires, la plantation de cinq millions d'arbres ?...

Préparer le retour des Ougandais dans leurs foyers sans cesser de leur faciliter la vie là où ils ont provisoirement trouvé refuge, d'un côté réparer les dommages d'une guerre intestine, qui a provoqué ces départs, et, de l'autre, compenser les préjudices que ces arrivées massives ont causés sur l'environnement : la communauté internationale est ainsi invitée à intervenir de part et d'autre *de la frontière et, chemin faisant*, à participer à la reconstruction d'un pays et au développement d'un autre. *Est-ce encore de l'assistance à* personnes en danger ?

JACQUES DE BARRIN.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Pierre Mauroy souhaite que l'opposition « se démarque davantage » de l'extrême droite

De notre correspondant

Tarbes. — M. Pierre Mauroy s'est rendu, le vendredi 8 juin, successivement à Decazeville, puis à Tarbes. Le premier ministre a saisi cette occasion pour parler des questions européennes. Il a déclaré : *« Il y a maintenant sept ans que le Portugal puis l'Espagne ont demandé leur adhésion à la Communauté européenne. Ces deux pays sont en droit d'obtenir enfin une réponse. Cette réponse s'impose sur le plan géographique et culturel. L'Espagne et le Portugal sont, à l'évidence, des éléments de l'ensemble européen. Ils ont donc vocation à participer à la construction européenne (...).*

» Reste le dossier particulièrement sensible de la libre circulation des travailleurs. En période de fort chômage dans l'ensemble de la Communauté — et la France se comporte à cet égard, je tiens à le souligner, plutôt mieux que ses partenaires, — une certaine prudence doit être observée. Il y va de l'intérêt de tous. Chacun voit en effet que la crise, comme toujours, favorise le développement des réactions xénophobes.

» Je déplore à cet égard que certains groupes s'efforcent de constituer un capital politique sur de telles bases. La campagne électorale actuelle, comme déjà la campagne des élections municipales, en offre une regrettable illustration.

» Ce n'est pas en prêchant la haine que l'on assure l'avenir des peuples. L'histoire de l'Europe est là pour en témoigner. Ce n'est pas en voulant isoler ainsi la France et les Français que nous construisons l'Europe. Ceux qui tiennent de tels propos cherchent à tromper et à duper.

» Je le dis très franchement, je souhaiterais pour ma part que l'opposition se démarque davantage de tels propos et d'une telle démarche. Je souhaiterais que la droite démocratique et parlementaire fasse montre de moins de faiblesse vis-à-vis de l'extrême-droite. »

Enfin le premier ministre a parlé en ces termes de l'objectif des trente-cinq heures : *« On ne pourra raisonnablement organiser l'avenir industriel de l'Europe, de la France, du monde, qu'en assurant une réduction du temps de travail, pour que le plus grand nombre d'hommes et de femmes soient au travail, dans le cadre de la nouvelle révolution qui avance. Est-ce que je propose qu'on décide immédiatement les tente-cinq heures par voie législative ? Non, ce n'est pas possible. Chacun comprend bien que, si on faisait cela de façon unilatérale, il y aurait une telle contradiction qu'elle ne pourrait pas être surmontée.*

» Chacun voit bien que l'économie européenne, en particulier, est tellement liée, croisée, que des mesures comme celles-là ne peuvent être envisagées que sur le plan européen. Ce n'est pas possible de l'appliquer dans un pays et pas dans l'autre. »

G. D.

MM. Stirn, Lalonde et Doubin structureront leur alliance à l'automne

La liste ERE (Entente radicale écologiste) européenne est conduite par MM. Olivier Stirn, ancien ministre, député du Calvados, qui a quitté l'UDF pour fonder l'UCR (Union centriste et radicale), François Doubin, trésorier du MRG, et Brice Lalonde, ancien candidat des écologistes à l'élection présidentielle de 1981. Ils ont répondu à nos questions.

« L'alliance que vous avez réalisée pour constituer la liste ERE européenne n'est-elle pas un regroupement de déçus ? Pour M. Olivier Stirn, de déçus de l'opposition ?

O.S. — Sans doute, mais nous sommes nombreux, puisque le centre s'est fondu dans la droite, qui exerce sur lui une tutelle pesante.

— Pour M. François Doubin, de déçus du socialisme ?

F.D. — Le MRG n'est pas la énième tendance du PS. Je ne suis pas déçu de mon parti, si je considère, d'autre part, que le socialisme, lui, a échoué sur un certain nombre de points. Je suis déçu, comme beaucoup, qu'on ne fasse rien, de l'immobilisme du gouvernement d'aujourd'hui... Pas du socialisme, dont je n'ai pas grand-chose à faire.

— Pour M. Brice Lalonde, de déçus de l'écologie ?

B.L. — Je suis déçu du giscardisme et du socialisme, que j'espérais être moins nationalistes, plus ouverts sur l'Europe et sur le monde, dont je pensais qu'ils feraient triompher une conception de la démocratie qui au lieu de donner tous les pouvoirs aux groupes constitués, aux *lobbies* et aux corporatismes, allait multiplier les moyens de recours des personnes seules. Le pari de l'écologie a été gagné cent fois et se gagne tous les jours sur le terrain. Sa tâche n'est pas de s'obstiner à faire un énième parti politique, un énième programme politique qui reprendrait aux autres l'idée que les lendemains qui chantent sont verts. Le modèle allemand du Parti vert a été très attrayant pour d'anciens gauchistes et certains écologistes, car la gauche a été incapable de faire participer ceux qui, enthousiastes, voulaient participer.

— Vous réfutez l'étiquette « centre gauche ». Cela signifie-t-il que vous ne vous situiez ni au centre ni à gauche ? Que répondez-vous à ceux qui vous taxent d'être sous-marins de la gauche ?

F.D. — Je dénie à qui que ce soit le droit de m'imposer une définition de la gauche. Quand on dit centre gauche, cela veut dire que ce sont d'autres qui ont défini la vraie gauche, l'extrême gauche, la surgauche, la sous-gauche... et on nous met au centre gauche. La gauche est soit quelque chose qui marche, car on ne juge un arbre qu'à ses fruits, ou elle n'existe pas. Je prétends être la gauche efficace et, à ce moment là, je *suis toute* la gauche. Nous sommes capables de faire une politique de gauche ; les autres, non. Ils l'ont montré. Tout ce qu'ils ont fait se retourne contre eux. Nous, radicaux de gauche, sommes très clairement dans la majorité présidentielle. C'est par rapport à elle que nous nous situons, et non par rapport à je ne sais quel doctrinaire qui usurpe la fonction de défenseur de la gauche. Les communistes peuvent toujours hurler pour ce qui a été dit et promis avant 1981 et ce qui a été fait. L'important est ce qu'il y a à faire.

— Quels sont vos projets et vos objectifs pour l'après-17 juin ?

O.S. — Organiser des assises à l'automne pour prolonger et structurer — d'une manière ouverte et souple — notre nouvelle alliance. Ce qui nous paraît important, c'est l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives de 1986. Nous présenterons des candidats qui, pour certains, sont déjà en campagne, puisqu'ils figurent sur la liste ERE européenne. Notre objectif est d'avoir un groupe d'une quarantaine de députés qui ne sera pas un appoint, mais, qui au cœur de la nouvelle majorité, imposera ses méthodes et ses objectifs.

— Et à l'Assemblée des Communautés européennes ?

O.S. — L'idée est de faire un groupe entre nous (nous ne nous disperserons pas, comme c'est le cas dans l'opposition), avec les sociaux-démocrates britanniques, les élus néerlandais de Démocratie 66 et tous ceux qui sont favorables à l'Europe politique et qui se situent entre les extrêmes dogmatiques.

— Quelles sont vos affinités avec les radicaux italiens ?

B.L. — Le Parti radical italien est dans une alliance libérale-libertaire. Nous devons faire très attention à ne pas laisser les libertaires aux mains des totalitaires, et c'est un souci de M. Panella. Il y a un afflux, dans nos pays, de jeunes qui se heurtent aux corps constitués et qui, assez naïfs — j'en suis, — sont une proie très facile pour les totalitaires. Nous devons — y compris au Parlement européen, sans cesse veiller à cette alliance libéraux-libertaires.

— Votre projet se limite-t-il à l'objectif des États-Unis d'Europe ?

F.D. — Notre programme concerne l'Europe parce qu'il s'agit d'une élection européenne. Mais nos propositions ont toutes soit leur ancrage, soit leur retentissement dans la société française. Pour rattacher le national et l'européen, nous proposons, par exemple, que, chaque fois qu'un texte de loi ou un décret est présenté, son exposé des motifs contienne un rappel de la législation concernée dans les autres pays de la Communauté.

Il y a deux démarches pour construire l'Europe : celle, « technocratique », selon laquelle il faut toujours plus perfectionner les institutions européennes, — c'est ce qui a été fait jusqu'à présent, — et y a l'autre démarche, qui consiste à ce que les gouvernements soient poussés par leurs peuples et qu'ils sentent que, s'ils n'avancent pas, ils le paieraient au niveau de leur majorité intérieure.

O.S. — Les problèmes qui préoccupent les Français dépendent du choix entre l'Europe et la non-Europe. Nous apparaissons comme des activistes, de l'Europe car les autres listes n'en disent rien.

B.L. — L'Europe redevient une idée moderne. Nous sommes des enfants gâtés et on ne se rend pas compte du cadeau que nos parents nous ont fait avec cette idée qui lie la prospérité avec une culture, une culture de paix. »

Propos recueillis par
ANNE CHAUSSEBOURG.

D'une liste à l'autre

La campagne aura-t-elle été assez mobilisatrice ? A quelque huit jours du scrutin, M. Georges Marhais qui s'est rendu à l'usine Ugine-Acier de Fos-sur-Mer pour y rappeler son hostilité au plan acier du gouvernement, et qui, lors d'un meeting à Marseille, a plaidé pour la mise en œuvre *« d'autres choix en matière de gestion, d'investissements, de formation, de production »*, a mis en garde les électeurs communistes *« déçus, mécontents »*, tentés par l'abstention. *« Selon l'influence* [accordée à la liste du PCF], *le cours des choses ira (...) vers une amélioration ou vers une dégradation de la situation »*, a-t-il expliqué.

Ne pas *« égarer »* vos voix : tel est l'appel lancé, jeudi soir 7 juin, aux électeurs par le bureau exécutif du PS. Ce dernier ajoute : *« Que ceux des gens de gauche qui pourraient ne pas se sentir concernés par le scrutin du 17 juin y réfléchissent : la droite voudrait affaiblir les socialistes parce qu'elle sait bien que c'est du PS, de sa force que dépend la poursuite de la politique de réformes, parce que cette droite rétrograde, hostile au monde du travail ne veut pas de ces réformes et ne rêve, si elle pouvait, que de les détruire »*.

A l'occasion d'une rencontre avec l'association des correspondants à Paris de la presse régionale, Mme Simone Veil a affirmé que elle ne s' *« occupe »* pas de M. Lionel Jospin *« en tant que personne mais en considérant le choix de société qu'il représente »*. Après avoir stigmatisé *« le double langage des socialistes »* dont elle voit une preuve dans le fait qu'ils *« font des risettes à Israël »*, la tête de la liste d'Union de l'opposition a assuré qu'il n'y a plus à l'Assemblée des Communautés européennes de « sociaux-démocrates », *« qui votent la plupart du temps avec les communistes »*, ni de *« centre »*. Quant au prochain sommet européen de Fontainebleau, Mme Veil a manifesté son sceptiscime : *« On trouvera des recettes de poche. On jouera sur les dates pour délivrer* [les fonds du FEOGA] *aux agriculteurs mais ce seront des arrangements provisoires, notamment avec Mme Thatcher. »*

Evoquant la politique européenne *« audacieuse et pragmatique »* de M. François Mitterrand, M. Louis Mermaz, dans un entretien publié par *la Chronique d'Annonay*, ne partage pas cet avis : la question de la contribution britannique *« sera réglée*, affirme-t-il, *au plus tard au sommet de Fontainebleau et peut-être même avant »*. Le président de l'Assemblée nationale souhaite d'autre part que se constitue un *« front commun »* contre l'extrême droite, *« forme de réaction*, observe-t-il, *tout à fait étrangère à l'âme française »*.

De son côté, répondant à M. Jean-Marie Le Pen pour qui il est dérisoire de *« piétiner la vieille peau de loup nazie »*, M. Jean-Pierre Cot, candidat sur la liste de M. Jospin, a déclaré à Carhaix (Finistère) : *« C'est l'honneur de notre démocratie que de laisser parler M. Le Pen, le devoir des démocrates que de combattre vigoureusement ses idées. Je crains le piège de la banalisation. M. Le Pen, avec son air bonasse et ses slogans simplistes, trompe les braves gens qui ne savent pas qu'en parlant d'espace vital, il utilise l'expression d'Hitler et que les contacts tissés par ses partisans avec les nostalgiques du franquisme et du nazisme à travers le monde reconstituent une internationale des chemises brunes. »*

La présence de M. Hersant

Le MRG dans son organe hebdomadaire, estime qu'il *« peut être représenté »* dans les manifestations organisées par les partis de gauche à l'occasion des meetings de M. Le Pen. En revanche, il ne souhaite pas s'associer aux demandes d'interdiction de ces meetings formulées notamment par le PS *« dans plusieurs villes »*, le Front national n'étant pas dissout et bien que ce parti *« préconise des principes (...) qui risqueraient de mettre en péril notre démocratie »*.

Enfin, la présence de M. Robert Hersant sur la liste de l'opposition n'a pu, estime le *« collectif des cercles de la gauche juive »* qui soutient la liste du PS, *« que frapper de stupeur et plonger dans une amère déception ceux qui, dans tout l'éventail politique, étaient fiers de la dignité avec laquelle Simone Veil assumait son passé de déportée et son appartenance juive, récemment encore, lors des municipales de Dreux »*.

A. Ch.

A LYON

M. Le Pen, Robin des Bois

De notre correspondant régional

Lyon. — Trois mille personnes environ ont participé le vendredi 8 juin, dans la soirée, au meeting du Front national, présidé par M. Jean-Marie Le Pen, tête de liste pour le scrutin européen du 17 juin. Les affrontements — fréquents depuis plusieurs jours — entre partisans et adversaires du candidat de l'extrême droite ont été évités.

Les quelque deux cents jeunes militants d'extrême gauche, qui s'étaient rapidement séparés des mouvements de gauche traditionnels rassemblés dans le centre-ville, n'ont pu approcher le chapiteau dressé dans le secteur du parc des expositions. Quelques jets de pierres sur les forces de l'ordre, qui ont interdit l'accès aux quais du Rhône, ont été vite découragés par des tirs de grenades lacrymogènes. Des incidents très limités ont, par ailleurs, opposé des militants d'extrême gauche à des jeunes gens qui se rendaient sur les lieux de la réunion.

Au cours du rassemblement, M. Le Pen a fait siffler les *« hordes de la gauche »* par des supporters très enthousiastes. Se qualifiant lui-même de *« super-Dupont »*, de *« Zorro des pauvres et des Français »*, de *« Robin des Bois qui n'a pas honte de tirer des flèches dans les grosses fesses des occupants »*, M. Le Pen a développé ses thèmes favoris : défense de la famille, lutte contre *« une immigration galopante dont le torrent ne cesse de grandir »*, bilan de faillite des partis au pouvoir, *« un bilan qui les aurait conduits en prison s'ils avaient été entrepreneurs libres »*.

M. Le Pen a commenté en ces termes le refus de débattre avec lui, le 17 juin au soir, exprimé par M. Lionel Jospin : *« S'agit-il là d'une attitude démocratique ou d'un glissement du PS vers le fascisme ? »*

CLAUDE RÉGENT.

Cinq mois de sondages

(Suite de la première page.)

Les deux principales formations de l'opposition enregistrent cependant un tassement par rapport aux enquêtes du mois de *février (– 4 points)*, qui s'explique par l'apparition dans la compétition de « petites » listes.

Il semble que les appels renouvelés de Mme Veil et de M. pons au « vote utile » n'ont pas été jusqu'à présent très entendus. S'ils n'ont pas laissé insensibles les électeurs potentiels de Mme Gomez (sa liste ne recueille plus que 2 % des suffrages en juin au lieu de 3,5 % ou 4 % en mai), ces appels n'ont pas en revanche ébranlé les électeurs qui affirment vouloir accorder leurs suffrages à la liste du Front national, seule des huit « petites » listes à dépasser la barre des 5 % (7 % pour la SOFRES, 7,5 % pour l'IFOP).

La liste ERE de MM. Stirn, *Doubin et Lalonde — quatrième* « grande » liste — atteint ou avoisine les 5 %. Sa progression légère mais constante depuis le mois de février (+ 2 points d'après la SOFRES, + 2,5 points d'après l'IFOP) s'est vraisemblement opérée au détriment de la liste de M. Jospin d'une part, de la liste des Verts d'autre part. La liste socialiste, qui est créditée de 20 ou 21 % des intentions de vote, perd 2 points par rapport aux enquêtes de février, 3 points par rapport à celles de mars.

La liste des Verts Europe-Écologie, pour sa part, passe de 5 à 2 % selon la SOFRES, de 6 à 2 % pour l'IFOP. Que la présence de M. Lalonde, candidat des Verts à l'élection présidentielle de 1981, sur la liste ERE séduise un certain nombre d'électeurs écologistes n'est peut-être pas à exclure. Mais la régression sensible enregistrée par la liste de M. Anger peut également s'expliquer par le fait qu'une part des intentions de vote qui s'exprimaient en février pour les écologistes émanaient d'électeurs encore indécis.

NADINE AVELANGE.

Les intentions de vote (en pourcentage des suffrages exprimés) selon la SOFRES...

	JUIN 84	MAI 84 (18-23)	MAI 84 (5-10)	AVRIL 84	MARS 84	FÉVRIER 84
Liste du Parti communiste (G. Marchais)	14	14	13	13	13	12
Liste du Parti socialiste (L. Jospin)	21	22	21	22	24	23
Liste UDF-RPR (S. Veil)	44	43	45	47	46	48
Liste ERE (O. Stirn, F. Doubin, B. Lalonde)	5	3	4	3,5	3	3
Liste PSU-Rencontres communistes (S. Depaquit, H. Fiszbin)	1	2	2	2,5	2	2
Liste Lutte ouvrière (A. Laguiller)	2	—	—	—	—	—
Liste Europe-Ecologie (D. Anger)	2	2,5	4	5	6	5
Liste Utile (G. Nicoud)	1	1	0,5	1	—	—
Liste Réussir l'Europe (F. Gomez)	2	3,5	2,5	—	—	—
Liste du Front national (J.-M. Le Pen)	7	7	7	6	6	7
Liste du PCI (M. Gauquelin)	1	2	1	—	—	—

... et selon l'IFOP

	JUIN 84	MAI 84	AVRIL 84	MARS 84	FÉVRIER 84
Liste du Parti communiste (G. Marchais)	13	13	14	12	12
Liste du Parti socialiste (L. Jospin)	20	23	22	23	22
Liste UDF-RPR (S. Veil)	44	41	43	46	48
Liste ERE (O. Stirn, F. Doubin, B. Lalonde)	4,5	4	2	—	2
Liste PSU-Rencontres communistes (S. Depaquit, H. Fiszbin) (1)	1,5	0,5	1+1	1+1	2+1
Liste Lutte ouvrière (A. Laguiller)	3	3	3	3	3
Liste Europe-Ecologie (D. Anger)	2	5	5	7	6
Liste des Jeunes Entrepreneurs (G. Touati)	0	1	2	—	—
Liste Utile (G. Nicoud)	2	0,5	1	2	—
Liste Réussir l'Europe (F. Gomez)	2	4	—	—	—
Liste du Front national (J.-M. Le Pen)	7,5	5	6	5	4
Liste du PCI (M. Gauquelin)	0,5	0	—	—	—

(1) Dans les enquêtes de février, mars et avril les listes de Rencontres communistes et du PSU étaient séparées.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Mme Francine Gomez : *Zazie en politique*

Voici donc Zazie en politique. Avec son charisme un peu *canaille, son bon sens au canon,* son charme carnassier. Francine Gomez, PDG de Waterman, entre en campagne avec une poignée de socio-professionnels, des *« copains »,* prêts à suivre sur tous les ponts d'Arcole ce Bonaparte en tailleur chic. Le téléspectateur moyen ne pourra qu'entr'apercevoir ces œillades malicieuses, noyées dans le tout-venant des « petites listes », grapiller un aphorisme lancé à cent à l'heure. C'est dommage pour l'animation de la campagne.

Peut-on *« faire des voix »* comme on *« fait du cash-flow »,* au culot ? Peut-on, avec une idée juteuse, une cible davantage devinée que définie, se tailler un chemin à coups de serpe et à grand renfort de sourires ? L'enjeu est européen. Soit. On fera dans l'Europe. Sans trop de nuances. *« Leur principal atout, c'est la marque »,* dit-elle de ses stylos-plume. Cette fois, la marque s'appelle Réussir l'Europe.

« Depuis six ans, le Parlement européen n'a fait que du papier, succédant à vingt-deux ans de



CAGNAT.

papier. Jean Monnet a dû se retourner dans sa tombe » : Francine Gomez appuie sans faiblesse sur la pédale bien française du ras-le-bol universel. Un curieux poujadisme BC-BG : *« Des fonctionnaires qui se baladent entre Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg, des frais de fonctionnement monstrueux, quel gâchis ! »* Regroupons tout à Strasbourg ! D'ailleurs, *« chez Waterman, il y avait quatre services de recherche dans quatre endroits différents. J'en ai fait sauter trois. »*

Restructurons donc l'Europe comme une couvée de canards boiteux. Strasbourg, à l'entendre, devrait non seulement légiférer, mais gouverner. Un seul droit social, une seule monnaie, un seul ambassadeur dans les chancelleries étrangères, une seule armée : *« J'avais même proposé un seul uniforme, mais ça a fait hurler. »* Cet *« espace de liberté »* est tout de même quadrillé par une *« police européenne antiterroriste ».* A la tête de la confédération, un *« président des Etats-Unis d'Europe »* détenteur de la décision nucléaire. Pour la frime, bien sûr, *« car, aujourd'hui, la vraie guerre est économique ».* Seul subsisterait dans l'escarcelle des anciens Etats l'aménagement du territoire, *« enfin, les problèmes locaux ».*

Soit. Mais encore ? Cette adversaire des discours, qui cite plus volontiers Jacques Faizant que Keynes, a du mal à quitter les généralités. Faut-il supprimer les montants compensatoires abhorrés des paysans ? Francine Gomez se refuse à *« entrer dans les détails du système ».* Le leader des « socio-professionnels » n'a sans doute pas pris le temps de lire... son propre programme, qui préconise bel et bien *« la suppression des montants compensatoires dans un délai de dix-huit mois »* (*le Monde* du 15 mai).

Réussir l'Europe donc, mais pas avec n'importe qui : *« Nombre de Français rejettent essentiellement les populations arabes et noires, c'est-à-dire aussi et surtout les musulmans »,* explique encore le programme de Mme Gomez, qui insiste sur *« le solde des transferts de fonds effectués par les étrangers dans leurs pays d'origine : 14 milliards, dont 4 milliards pour les seuls pays du Maghreb ».* Et de condamner *« une opinion fabriquée par certains médias et milieux intellectuels qui, sous couvert de générosité, conduit la France à être probablement le pays le plus laxiste du monde en la matière ».*

Voilà un fumet qui nous rappelle certaine autre liste. Mais aucune confusion possible : *« Le Pen fait appel aux mauvais instincts des humains, l'égoïsme, la violence, la satisfaction de soi-même. »* Francine Gomez, elle, ne parle qu'au nom du bon sens et de la *« rationalité économique ».*

Seule et fière de l'être, Francine Gomez a le coup de dent presque plus sévère pour la droite — sa patrie — que pour la gauche. L'accusation de Simone Veil de contribuer à la dispersion des voix de l'opposition ne l'émeut pas outre mesure : *« La pauvre, c'est sa seule invention, alors elle la martèle depuis le début de la campagne. »* Réussir l'Europe souhaite surtout attirer *« les hordes d'abstentionnistes ».* La « socio-professionnelle » n'est pas tendre pour les *« politiciens »* qui peuplent la liste rivale de l'opposition : *« Des battus de 1981 qui ont besoin d'un mandat, plus quelques vieillards éparpillés. »*

Coincée entre *« la presse de droite aux mains d'Hersant »* et *« l'audiovisuel contrôlé par le pouvoir »,* Francine Gomez ne devra ses éventuels succès à personne, pas plus qu'elle est redevable à une heureuse naissance de sa fulgurante carrière : *« Héritière ? Mais je n'ai hérité que de la direction d'une boîte alors prête à fermer ! »*

Pour réunir 6,5 millions de francs — facture avouée de ses frais de campagne, — *« j'ai mis en gage mes titres personnels, honnêtement achetés ».* Membre du CNPF, elle a sollicité ses pairs sans succès, ajoutant certainement un chapitre à ce roman de séduction et d'incompréhension qui la lie au gotha patronal : *« Gattaz m'a répondu qu'il ne tenait pas les cordons de la bourse. Il a appelé un monsieur dans son bureau, et lui a demandé devant moi : « Pouvez-vous faire un petit effort pour notre amie ? » Evidemment, ça été non. »* Qu'est donc venue faire Francine dans cette campagne qu'elle est la première à trouver soporifique ? L'appel sacré d'un message à transmettre ? Une cause à servir ? Vous n'y êtes pas du tout : *« Débarquer en commando à six ou sept dans une petite ville de province, avec un public à retourner, moi, ça m'amuse. ».* Eh oui ! elle s'amuse. Comme toujours.

D. SCHNEIDERMANN.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Une loi pour la montagne par les montagnards

Les montagnards ont fait la loi, les jeudi 7 et vendredi 8 juin, à l'Assemblée nationale. Le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne a été adopté, en première lecture, par les députés socialistes et communistes, à l'aube du 9 juin, alors que ceux du RPR et de l'UDF s'abstenaient, sauf M. Michel Inchauspé (RPR, Pyrénées-Atlantiques), qui votait contre parce qu'il n'avait pas été assez tenu compte de la spécificité de sa région.

Ce texte, qui, avant d'être mis en forme par les fonctionnaires de dix-sept ministères différents, était déjà le fruit d'un long travail préparatoire des élus montagnards, a encore été, à l'occasion de ce débat parlementaire, largement enrichi par les apports de députés qui, à l'exception de M. Michel Cointat (RPR, Ille-et-Vilaine), étaient tous des élus de circonscriptions montagnardes.

Depuis 1972, les montagnards voulaient leur loi. Ils l'ont. Mais ils l'ont faite seuls, ou presque. Une telle unicité d'inspiration présente des avantages, mais aussi des risques. Poussés par le souci de bien faire, ils ont ainsi fait au projet gouvernemental plusieurs ajouts qui s'apparentent plus à des déclarations d'intentions qu'à des dispositions normatives, comme l'a souligné M. René Souchon, secrétaire d'État à l'agriculture et à la forêt, qui, pour le gouvernement, présentait ce texte.

Il en va ainsi, par exemple, du nouvel article premier du projet, qui définit à la fois la spécificité de la montagne et les principes d'action d'une politique en sa faveur. Répondant à la même inspiration, mais correspondant tout à fait, en revanche, à l'esprit du travail du législateur, la création d'un « *Conseil national pour le développement, l'aménagement et la protection de la montagne* », présidé par le premier ministre.

Le même souci a poussé les députés à introduire dans le projet de loi des dispositions, qui relèvent en fait du décret, et les a parfois empêchés de discerner tout à fait ce qui sépare l'intérêt général de l'intérêt particulier. Il a fallu, ainsi, l'intervention du ministre pour les dissuader de demander que l'essence ne soit pas plus chère en montagne qu'en plaine, de limiter la possibilité pour les habitants des villes de venir chasser en montagne et surtout d'interdire aux résidents secondaires de voter dans les communes de montagne.

Enfin, les élus montagnards n'ont pas caché que, pour eux, la montagne devait être, avant tout, aménagée pour faciliter le travail et la vie de ses habitants permanents, et tout particulièrement de ses agriculteurs, au point d'envisager, ce que M. Souchon, là encore, les a empêchés de faire, de renverser, au bénéfice des exploitations agricoles, la charge de la preuve dans le calcul de la valeur locative des terres incultes ou manifestement sous-exploitées.

Ces « bavures » ne sauraient faire oublier les acquis de ce texte : notamment, une meilleure protection de la montagne et une considérable amélioration du statut des travailleurs, particulièrement nombreux en zone de montagne, qui sont amenés à cumuler plusieurs emplois, souvent à caractère saisonnier. Expérience qui pourra être utile ailleurs, comme, au demeurant, d'autres points abordés par le texte.

L'autre grande leçon à tirer du débat autour d'un projet, qui, pour la première fois, légifère pour une partie spécifique du territoire national, est la confirmation de la difficulté à préserver le droit à la différence sans tomber dans la défense d'intérêts purement catégoriels. Un travers que l'on a retrouvé, en l'occurrence, sur tous les bancs de l'Assemblée.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et THIERRY BRÉHIER.

● *M. Mitterrand en Auvergne les 5 et 6 juillet.* — Le président de la République se rendra en Auvergne les 5 et 6 juillet prochain, en réponse à une invitation de M. Maurice Pourchon (PS), président du conseil régional, qui avait été reçu à l'Elysée en juillet 1983.

La réforme du premier cycle universitaire mise en place dès la rentrée

Le ministre de l'éducation nationale vient de présenter les premières modifications qui devraient intervenir à la prochaine rentrée dans les formations universitaires de premier cycle (deux premières années après le baccalauréat).

Six mois après la promulgation de la loi sur les enseignements supérieurs, si longtemps contestée, M. Savary a annoncé avec fierté que la réforme « *va se concrétiser, dès la rentrée, pour 65 000 étudiants, soit un tiers des étudiants de première année de premier cycle* ».

L'objectif est d'éviter un échec massif des étudiants, des abandons, et surtout une absence de qualification après un diplôme d'études universitaires général (DEUG) obtenu en trois ou quatre années. Il fallait, selon le ministre, « *réformer les enseignements supérieurs de telle sorte que chaque étudiant puisse y trouver sa place et s'y épanouir* » (*le Monde* du 15 février). Le maître mot de la réforme est donc l'orientation. Elle doit permettre aux bacheliers de mieux choisir les études qu'ils vont entreprendre. Mais l'objectif du premier cycle demeure la préparation des étudiants au deuxième (licence, maîtrise), voire au troisième cycle. Des enseignements de rattrapage ou de mise à niveau dès les premiers semestres doivent aider ceux qui éprouvent des difficultés dans un environnement qui leur est nouveau.

Des contenus diversifiés, des parcours mieux aménagés, des « passerelles » permettant une réorientation sont, selon M. Savary, « *les gages d'une orientation véritable qui ne se transforme pas en sélection retardée* ». De plus, « *l'aménagement de dérivations* » vers des formations plus directement professionnelles est prévu. Des diplômes d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) ou des diplômes d'université sont à l'étude pour offrir aux jeunes qui quittent l'université une reconnaissance de leur qualification.

Méthode

Une soixantaine d'universités ont préparé quelque quatre cents projets de réforme des premiers cycles. M. Savary a insisté sur « *l'adhésion rapide et spontanée de la communauté universitaire* », soulignant la volonté des enseignants de « *participer à la rénovation des formations* ». Après la contestation du printemps 1983 et la fronde des professeurs de l'automne, l'enthousiasme des enseignants envers les projets du ministre peut surprendre. Mais la méthode utilisée par M. Savary favorise cette éclosion de propositions, surtout importante dans les disciplines scientifiques. Partisan de l'autonomie, le ministre a laissé s'exprimer les établissements et la conférence des présidents d'université.

Plutôt que d'édicter des règles depuis les bureaux parisiens, il a encouragé les enseignants à rédiger eux-mêmes, en fonction des orientations de leurs universités ou de leur environnement économique, des projets de premier cycle. Des dialogues avec l'administration centrale, puis la rédaction de contrats ont permis aux établissements de se doter des formations rénovées qu'ils souhaitaient.

Cette méthode de caractère inhabituel implique certes « *quelques inconvénients et quelques incompréhensions... et a imposé tant à l'administration qu'aux universitaires un changement de comportement dans leurs relations mutuelles* ». Mais en définitive, elle favorise l'autonomie des établissements et responsabilise les enseignants. Le ministre est satisfait. L'avis des étudiants, lui, sera connu dans un an ou deux.

SERGE BOLLOCH.

Les sénateurs veulent appliquer facultativement aux entreprises de moins de cinquante salariés la procédure simplifiée de règlement judiciaire

Le Sénat a poursuivi jeudi et vendredi 8 juin, l'examen des articles du projet de loi relatif au « redressement » judiciaire, deuxième volet de la réforme de la législation concernant les entreprises en difficulté (*le Monde* des 7 au 13 avril, des 7 et 8 juin).

Après avoir adopté un amendement de M. Félix Ciccolini (PS, Bouches-du-Rhône), permettant à un créancier de se déterminer en fonction de sa propre position économique pour choisir entre un paiement à terme échelonné et un paiement comptant plus réduit, le Sénat approuve une rédaction plus concise — « trop » aux yeux de M. Robert Badinter, ministre de la justice — des dispositions relatives à la cession d'entreprise. Cette version précise que le tribunal n'est pas lié par le rapport à l'administrateur. Une série d'amendements dégage le tribunal des propositions et du projet élaborés par l'administrateur, précise que ce dernier doit susciter les offres et étend les pouvoirs du juge-commissaire.

Substituant dans l'intitulé du chapitre *III du texte le patrimoine de l'« entreprise »* à celui du « *débiteur* », M. Jacques Thyraud (RI, Loir-et-Cher), rapporteur de la commission des lois, fait adopter un amendement précisant que le juge-commissaire statue lors de la décision de l'admission ou du rejet des créances, au vu des propositions du *représentant des créanciers. Malgré* l'avis contraire du garde des sceaux, est introduite, par 208 voix contre 106, dans le projet une disposition prévoyant un régime de nullité pour les actes à titre gratuit et rétablissant un régime d'inopposabilité à l'égard du représentant des créanciers pour tous les actes de la période suspecte.

Est approuvée ensuite une précision défendue par M. Jean Chérioux (RPR, Paris) au nom de la commission des affaires sociales, portant sur les conditions d'intervention du représentant des salariés devant la juridiction prud'homale en cas de contestation dans l'établissement d'une créance.

Contre l'avis de M. Badinter, le Sénat suit sa commission des lois qui propose d'ouvrir la possibilité au tribunal d'appliquer la procédure simplifiée aux entreprises employant moins de cinquante salariés le jour du jugement d'ouverture, ne la rendant pas automatique. A défaut de *décision expresse du tribunal, c'est* la procédure générale qui s'appliquera. Ainsi sera renforcé le pouvoir d'appréciation du tribunal, qui pourra davantage tenir compte de la situation spécifique de chaque entreprise. Le critère du nombre de salariés est déterminant, s'agissant d'une procédure qui a pour objectif prioritaire le maintien de l'emploi, estime le rapporteur. L'organisation de la procédure simplifiée sera rapprochée de la procédure générale dans la *mesure* où, lorsque le tribunal décidera de nommer un administrateur, celui-ci verra son statut et son rôle renforcés. L'administrateur de la procédure simplifiée ne doit pas, selon la commission, en effet, être considéré comme un administrateur de « second rang ».

Supprimé par l'Assemblée nationale, l'article 155 relatif à la vente des immeubles hypothéqués est rétabli dans une formulation proposée par M. Badinter qui notamment *donne au juge-commissaire le pouvoir* de fixer la mise à prix et d'autoriser la session amiable sous certaines conditions.

Pour conserver au tribunal sa liberté d'initiative, il est par un amendement de la commission accepté par le garde des sceaux, laissé à ce dernier, la responsabilité d'apprécier si la poursuite de l'opération de liquidation est rendue impossible en raison de l'insuffisance de l'actif. Malgré l'avis contraire de M. Badinter, est adopté un amendement qui limite l'application de l'action « *encomblement de passif* » avec seuls cas de liquidation judiciaire, qui exige une faute grave de gestion et qui affecte au règlement du passif chirographaire les sommes versées par les dirigeants.

A. Ch.

APRÈS LE DOUBLE ASSASSINAT DE JEUDI

Un conseiller du garde des sceaux en inspection à la prison d'Ajaccio

Alors que les cinq membres du commando du FLNC, arrêtés après l'assassinat de deux détenus dans la *maison d'arrêt d'Ajaccio le 7 juin,* étaient toujours entendus samedi matin, une information a été ouverte par le parquet contre M. Alain Orsoni, frère du militant nationaliste disparu en juin 1983, pour « *apologie de crime* ».

Au cours d'une conférence de presse à Ajaccio, M. Alain Orsoni a en effet rendu hommage au « *courage exceptionnel* » et à « *la détermination sans faille du commando* » animé par « *l'esprit de la vraie justice* » (*nos dernières éditions*).

D'autre part, M. Jean Favard, conseiller technique au cabinet de M. Robert Badinter, chargé des problèmes pénitentiaires, s'est rendu en Corse pour inspecter la maison d'arrêt d'Ajaccio. Au terme d'une journée de travail, interrogé par la presse, M. Favard a déclaré qu'il fallait « *tout reprendre à zéro, aussi bien à Bastia qu'à Ajaccio* », avant de rendre hommage au gardien-chef de la prison qui a permis de donner l'alerte.

Au sujet d'éventuelles complicités lors de l'arrivée du commando du FLNC à la maison d'arrêt, *il a* répondu : « *Je ne peux pas répondre à cette question. On ne peut pas prendre des mesures tant que les éléments ne sont pas réunis de façon suffisamment probante.* » Il semblerait toutefois que l'entrée du commando ait été facilitée par une faute professionnelle de la part des deux gardiens de la maison d'arrêt.

Un fonctionnaire a en effet observé que pour respecter les mesures de sécurité ceux-ci auraient dû, en sortant les poubelles, jeudi à 6 h 30, utiliser pleinement le sas de sécurité, c'est-à-dire n'ouvrir la seconde porte que lorsque la première était fermée et sortir un à un. Or il semble que les deux gardiens soient sortis ensemble.

Enfin, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, a déclaré à Marseille qu'il ne « *sous-estime pas la gravité de ce qui a été fait* » jeudi à la prison d'Ajaccio et a souligné que « *la police a rapidement et remarquablement accompli son devoir* ».

ATTENTAT CONTRE LE DOMICILE DE M. PÉAN

Le domicile de M. Pierre Péan, *journaliste au Canard Enchaîné,* a été endommagé dans la nuit du 8 au 9 juin par une explosion d'origine criminelle. Une charge d'environ 250 grammes d'explosifs a fait sauter la porte en bois du garage de sa résidence de Bouffémont, dans le Val d'Oise, et touché sa voiture.

M. Péan avait déjà été victime d'une tentative de cambriolage au mois de janvier, lors de la parution de son livre *Affaires africaines.*

Une réaction de l'avocat de M. Giscard d'Estaing

Après lecture du livre de Pierre Péan, « *V* », l'avocat de M. Valéry Giscard d'Estaing, Me Hervé Cren, a publié un communiqué pour indiquer que l'ancien président de la République « *poursuivra en diffamation quiconque mettra en doute l'authenticité de la note du 6 avril 1979, dont le président Giscard d'Estaing a donné connaissance lors de son intervention à la télévision le 11 janvier 1984* ». Cette note de M. Giscard d'Estaing fait état de son « *impression négative* » après une démonstration avec les appareils des « inventeurs » des avions dits « renifleurs ». Pierre Péan laisse entendre dans son premier chapitre qu'elle a pu être rédigée après la révélation de l'affaire.

● *Naissance à Monaco.* — Le palais princier de Monaco a annoncé la naissance, vendredi 8 juin, d'Andrea-Albert, fils de la princesse Caroline de Monaco et de son époux Stefano Casiraghi.

Société

AU TROISIÈME TRIMESTRE

L'école buissonnière est obligatoire

(Suite de la première page.)

La PEEP a formulé quelques propositions pour que le troisième trimestre conserve un peu de tenue. Les locaux et les enseignants de l'école privée pourraient venir en renfort au moment des examens ; la surveillance de ceux-ci pourrait être assurée par d'autres personnels que les professeurs ; des systèmes de contrôle des connaissances moins rigides permettraient de mener les élèves jusqu'au bout de leur programme.

Le cheval de bataille de la PEEP reste le remodelage de l'année scolaire. *« Nous nous heurtons sur ce chapitre aux enseignants,* reconnaît Mme Vassitch. *Ils nous disent qu'ils ont besoin de deux mois de vacances pour récupérer. Et c'est vrai qu'ils sont épuisés au mois de juin ! Ils devraient comprendre ce que les médecins constatent. Un organisme ne peut pas récupérer en deux mois la fatigue de neuf mois. En revanche, il se remet plus aisément d'une journée ou d'une semaine de travail, si elles ont été allégées. Sans parler des lycéens, dont certains subissent plus de trente-neuf heures de cours, horaires dont leurs parents ne veulent plus. »*

Du côté syndical, on voit venir le danger. La défense se développe sur plusieurs registres pour faire face à un problème que personne ne conteste. *« Le troisième trimestre est le reflet du reste de l'année,* expliquent M. Claude Urbain et Mme Michèle Jacquet, au nom du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES). *Ajoutez-y les ponts, les désirs des professionnels du tourisme et une rentrée scolaire de plus en plus précoce. Ce ne sont ni les examens ni l'orientation qui bouleversent, à eux seuls, les rythmes. Regardez dans les lycées techniques où les élèves poursuivent en fin d'année des réalisations concrètes. Il faut presque les mettre à la porte tant ils mettent du cœur à l'ouvrage. Il serait souhaitable que les mentalités des élèves changent et qu'ils ne travaillent pas seulement à cause des notes. »*

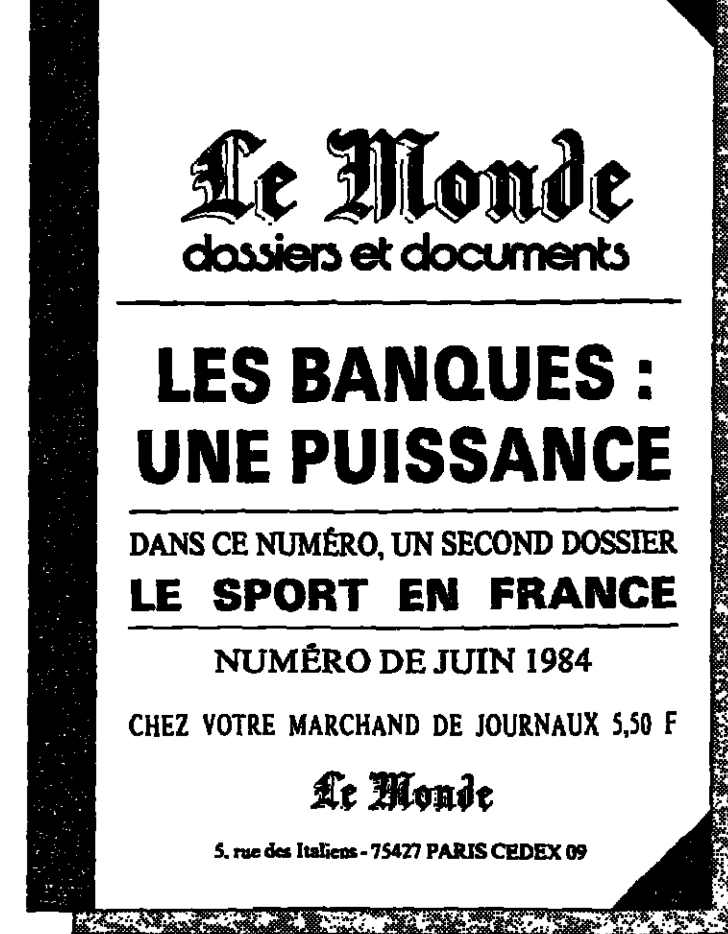
L'école privée aussi

Pour montrer sa bonne volonté, le SNES a élaboré lui aussi des propositions : la mise en place de nouvelles formes d'examens, l'affectation d'une journée à la totalité des conseils de classe, une orientation basée sur un processus continu, la diversification des lieux d'examens. La politique du ministère de l'éducation nationale ne leur semble pas aller dans le bon sens. *« Le report de la première épreuve du bac au 15 juin repousse la fin des examens au début du mois de juillet,* disent Mme Jacquet et M. Urbain. *On croit toujours que les enseignants ne travaillent pas dans ce cas-là. Sait-on ce que veut dire corriger cent quatre-vingts copies de philosophie en douze jours, sachant que les rémunérations et les frais correspondants ne seront peut-être pas réglés avant un an ? Rien ne serait désorganisé si on commençait les épreuves une semaine plus tôt. C'est exact : nous tenons à préserver les vacances des enseignants, qui voient par ailleurs l'année scolaire s'ouvrir le 6 septembre et le premier trimestre devenir interminable. »*

Mme Catherine Moisan, membre du cabinet du ministre de l'éducation nationale, essaie d'harmoniser toutes ces aspirations. Celles des parents d'élèves de seconde, favorables à des dates tardives du baccalauréat pour que leurs enfants ne ratent aucune partie du programme, qui se changent en partisans d'un bac précoce lorsque leur progéniture subit cette épreuve : ils ne veulent pas manquer une seule journée de leur location de vacances du mois de juillet ; les désirs des professeurs, vraiment très attachés à leurs vacances de juillet et d'août ; ceux des élèves, qui relâchent leurs efforts dès que la menace des conseils de classe ne pèse plus. Que de contradictions ! Dès cette année, une note de service a rappelé aux recteurs comme aux chefs d'établissement que le troisième trimestre devait être protégé grâce à une meilleure organisation des examens et de l'orientation. Pas de fermeture avant le 28 juin. *« Le troisième trimestre doit être pris comme une transition plutôt que comme une fin, et l'idéal serait d'étaler l'orientation sur l'ensemble de l'année,* déclare Mme Moisan. *Mais les mentalités évoluent lentement. Aussi menons-nous avec précaution des expériences : pour certaines classes de troisième, on tente des pré-affectations dès le début du troisième trimestre. Nous discuterons avec nos partenaires de la possibilité d'utiliser les établissements privés pour les examens. Enfin, l'essai d'un système de BEP et de CAP par unités capitalisables pourrait être tenté. L'amputation du troisième trimestre n'est pas inéluctable, mais, compte tenu de l'extrême lourdeur des examens et des contradictions de notre société, il faudra du temps et beaucoup de persévérance. Pas question de trancher dans le vif. »*

Les résultats du mois de juin 1984 diront si les instructions ministérielles ont valu aux collégiens et aux lycéens une année scolaire un peu plus complète qu'à l'accoutumée.

ALAIN FAUJAS.



INSAISISSABLES SECTES

Les mangeurs d'orties à la conquête des villes jumelées

L'irrésistible ascension d'une secte végétalienne

Au premier coup d'œil, on dirait presque un camp scout. Une dizaine de tentes entourent quelques feux où mijote le repas du soir. Une fille, s'accompagnant à la guitare, chantonne des couplets inconnus. La corvée d'eau se fraie un chemin dans les ronces du sentier. Un paisible campement dans un sous-bois de la Beauce profonde.

Observons de plus près. Ni cris ni rires. Murmures et sourires béats sous les barbes toutes semblables des garçons. Une jeune fille à longues tresses coud consciencieusement une paire de mocassins. Lentement. La vie coule comme au ralenti. Ceux-là ont tout leur temps : seize ans exactement. Notre camp scout n'est autre que *« la plus grande expédition scientifique de tous les temps »*, comme ils s'intitulent modestement eux-mêmes.

Ils ont quitté Notre-Dame de Paris au premier jour du printemps pour un tour du monde, à pied et à la voile, qui doit durer seize ans, jusqu'aux rivages de l'an 2000. Ils commencent petitement par les plaines à blé d'Ile-de-France. Trois mois de mise à l'épreuve pour décourager les impétueux qui auraient les yeux plus gros que les mollets.

Ils marchent donc, loin des néons et des autoroutes, suivant sentiers et cours d'eau. Des sympathisants, élus locaux pacifistes, agriculteurs biologiques, offrent un coin de champ. L'hygiène ? *« En te débrouillant bien, tu peux te laver avec un bol d'eau »*, explique l'un deux. La nourriture ? Ils affirment ne vivre que de leur cueillette quotidienne de plantes sauvages et d'échanges : une Estafette emporte, chaque jour, orties blanches et consoudes cueillies du jour vers la dizaine de boutiques parisiennes de leurs « réseaux de solidarité », rapportant en retour d'autres légumineuses.

Cette expédition du « retour » (retour au nomadisme originel de l'espèce humaine), ils la préparent depuis plusieurs années. Affiches, tracts (sur papier recyclé évidemment) ont annoncé l'événement dans les milieux du végétalisme pur et dur et de l'écolo-intégrisme.

Le « retour » scientifise donc. Autour du feu, une « enseignante » relate par le menu à d'autres « étudiants » une visite à l'agriculteur biologique du village. Sur une bâche s'empile le matériel pédagogique : des brassées d'orties cueillies au cours des travaux dirigés du matin. *« L'ortie, c'est une plante extraordinaire ! »*, plaident les « Indiens » qui tentent, sur leur route, de convaincre les céréaliers beaucerons des avantages d'une éventuelle reconversion. Avec des succès variables.

Le cœur du réseau

Et de proposer à leurs visiteurs, à l'appui, la dégustation d'une soupe d'orties, d'algues et de lichens, salée aux cendres de bois et relevée aux graines germées, alimentation de base du « retour ». Nos sympathiques consommateurs de lichens ne sont pas seulement un petit groupe de copains illuminés. Ils ont été « recrutés », chapitrés sur les méfaits de l'alimentation carnée et préparés à la grande aventure par une mystérieuse Université de la paix, organisatrice officielle du « retour ».

Issue de l'association Ecoovie, productrice et distributrice de toutes sortes d'herbacées, l'Université de la paix essaie, aujourd'hui, à toute force de s'en démarquer. Fondée au début des années 70, Ecoovie, dix ans après, avait trop mauvaise presse *(voir l'article de B. de Lagrange)*. Elle est notamment la cible d'une inlassable campagne des amis de l'écrivain Roger Ikor, grand pourfendeur des sectes. Les adeptes d'Ecoovie vivaient déjà sous des tipis à Noisy-le-Grand, et fêtaient au son du tam-tam solstices, équinoxes et nouvelles lunes. Roger Ikor les accuse de *« ne manger que des végétaux crus »*, de *« prétendre que de l'eczéma purulent, résultat de terrifiantes carences alimentaires, est un signe que l'organisme se purifie »*, de faire vivre des bébés *« au milieu des déjections semées à même la terre »*.

« Nous n'avons rien à voir avec Ecoovie », jure, aujourd'hui, M. Norman William, président de l'Université de la paix. Simples coïncidences, alors, si l'on retrouve dans les deux associations les noms des mêmes dirigeants, si celles-ci occupent les mêmes locaux du Cheval de Trois, au 163, rue du Chevaleret à Paris (13e).

Le Cheval de Trois est le cœur du réseau. Un restaurant végétalien y sert, jour et nuit, des légumes (cuits ou bouillis) et des pâtisseries sans sucre. Les adhérents du réseau, ayant acquitté une cotisation de plusieurs centaines de francs d'où sont déduits leurs achats au fur et à mesure (système avantageux pour l'organisation) peuvent s'y procurer sauge, romarin ou carottes biologiques.

Pour des « babas », épris de vie au grand air et se prétendant *« seuls héritiers des utopies de 68 »*, quel décorum universitaire ! Que de « vice-chanceliers », d'« instituts des hautes études » et de « présidents d'honneur » dans les organigrammes – où ne figurent que les titres et aucun nom propre – de cette Université de la paix. Dans toutes les brochures, ce ne sont que « séminaires », et « études », à en donner des envies d'école buissonnière.

Résistance passive

Usant d'un procédé caractéristique des sectes en mal d'honorabilité, l'Université de la paix se démène pour attirer les personnalités les plus diverses, dont le nom ou les fonctions peuvent efficacement cautionner l'association. Le président Edgar Faure a dû ainsi apprendre avec intérêt qu'il était « bombardé » président d'honneur.

Le fleuron du comité scientifique est le vénérable professeur Jean Keilling, présenté comme cofondateur de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). On indique cependant à l'INRA que si le professeur a bien occupé les fonctions d'inspecteur peu après la création de l'organisation, il en est parti en désaccord avec ses collègues. Son aversion pour les engrais et les pesticides détonait avec la philosophie de l'Institut. Le présenter comme « cofondateur » est en tout état de cause abusif.

« C'est vrai, l'Université de la paix a un peu tendance à se faire plus grosse qu'elle n'est et à s'inventer des patronages. Comment ne pas comprendre cela ? Quelle jeune association n'est pas passée par là ? » L'homme qui couvre ainsi nos mystérieux « Indiens » du doux manteau de l'indulgence n'est pas n'importe qui. Président fondateur de la Fédération des villes jumelées (FMVJ), qui préside au jumelage de quelque 3 500 villes dans le monde, M. Jean-Marie Bressand est reçu dans les capitales étrangères avec les égards dus aux chefs d'Etat. L'association de la FMVJ et de l'Université représente le plus beau « coup » de cette dernière dans sa marche aux honneurs.

« Deux gourous se sont pris d'amour », résume un élu pour expliquer l'association entre le patron de fait de la FMVJ et l'« Indien » végétalien. Aux termes d'un protocole d'accord signé en octobre 1983, l'Université de la paix s'engageait à mettre à la disposition de la FMVJ du personnel de bureau bénévole. Le directeur administratif, une secrétaire et la standardiste ont donc été gracieusement prêtés à la Fédération par l'Université. En même temps, Norman William est promu *« secrétaire fédéral aux questions de la paix »* de la FMVJ.

Les envahisseurs pacifiques de l'Université n'ont essuyé qu'un seul revers : leur tentative de s'introduire dans l'Association française pour les cités unies (AFCU), organisation satellite de la FMVJ, s'est heurtée à un mur. L'AFCU, il est vrai, est présidée par M. Alain Vivien, député (PS) de Seine-et-Marne et... auteur d'un rapport sur les sectes. *« J'ai vu un jour arriver une jeune femme à un conseil d'administration,* raconte M. Vivien. *Elle « en » était. Je l'ai priée de sortir. »*

L'arrivée de ces nouveaux et peu loquaces collègues a créé une curieuse ambiance au siège de la Fédération. On s'y observe en biais dans les couloirs. L'impression régna, un temps, que les conversations téléphoniques étaient écoutées par la standardiste. Une résistance passive mais inébranlable, qui culmina quand M. Jean-Marie Bressand prétendit convertir son personnel à la cuisine végétalienne : le *« directeur de l'UER d'ethnocuisine »* de l'Université officiait à la petite cantine de la Fédération. *« Depuis, les visites des hôtes étrangers de marque se sont espacées »*, note ironiquement une employée.

Et s'il n'y avait que le personnel ! Mais les élus locaux qui dirigent – théoriquement – la Fédération se sont aussi rebiffés, à quelques mois du congrès de la FMVJ à Montréal, prévu du 24 au 28 septembre prochain. Depuis quelques jours, la présence des bénévoles s'est faite plus discrète.

La personnalité de Norman William suscite, en effet, bien des interrogations. Teint cuivré, cheveux de jais, et une plume fichée dans la pochette du veston, cet Indien canadien, anglophone de naissance, mais qui parle un français impeccable, est arrivé à Paris aux alentours de 1980. Il se prétendait, alors, délégué pour l'Europe d'une *« commission internationale des équivalences universitaires »* sise au 50, boulevard Cremazie, à Montréal. Hélas ! notre correspondant au Canada a recherché sans succès la trace de cette commission à l'adresse indiquée.

Généreusement rémunéré par cette commission fantôme, Norman William – le même que nous avons rencontré récemment, les bottes dans la boue des sous-bois et se nourrissant d'orties – mène grand train dans un luxueux appartement du 225, faubourg Saint-Honoré. Chauffeur et valet. Hélas ! Revers de fortune ? Il déménage à la cloche de bois, laissant à son propriétaire, les AGF, une dette de 85 000 francs de loyer impayés.

En entrant enfin à la FMVJ, notre Indien Mic-Mac a conquis une honorabilité nouvelle. Dans l'ombre de M. Jean-Marie Bressand, il est même parvenu à se faufiler à l'hôtel Matignon, lors d'une réception offerte par M. Pierre Mauroy, qui siège au conseil de présidence de la FMVJ au titre de maire de Lille. *« J'ai dîné à côté du premier ministre »*, raconte-t-il, aujourd'hui, aux paysans beaucerons ébahis.

Cette soif d'honneurs est-elle le seul moteur de Norman William ? La FMVJ n'est certes pas un centre de pouvoir, mais un centre d'observation intéressant. Elle encourage, en effet, des jumelages entre villes des pays occidentaux et du bloc socialiste, ce qui lui valut de sévères critiques des milieux atlantistes dans les périodes de tension internationale. Et bien des services étrangers – à l'Est comme à l'Ouest – aimeraient sans doute, encore aujourd'hui, avoir un œil dans la place. Nous voilà loin de l'ortie blanche !

DANIEL SCHNEIDERMANN.



PESSIN.

Un gourou indépendantiste

De notre correspondant

Montréal. – Avant de donner dans l'écologie, Norman William milita pour l'indépendance du Québec à la fin des années 60. Il fut un des très rares Indiens à s'inscrire au Parti québécois dirigé par M. René Lévesque (au pouvoir depuis 1976).

Les Indiens ne participent généralement pas aux querelles politiques des Blancs. L'engagement politique de Norman William est d'autant plus surprenant qu'il se dit originaire de la réserve indienne de Maria, près de la frontière du Nouveau-Brunswick, où on parle anglais plutôt que français. Mais le gourou de l'université de la Paix est-il vraiment un Mic-Mac ? Le chef de la réserve de Maria, Douglas Martin, n'a en tout cas jamais entendu parler de lui.

L'activité de Norman William au Parti québécois n'a pas laissé de souvenirs impérissables. Le ministre québécois des transports, M. Jacques Léonard, dont Norman William utilise le nom pour montrer qu'il a des « relations », se souvient d'un incident survenu l'année dernière lors d'un voyage officiel à Paris. Un inconnu lui avait littéralement sauté au cou dans le hall d'un hôtel parisien, lui rappelant qu'ils avaient milité ensemble au Parti québécois. C'était Norman William. M. Léonard n'a guère apprécié ces effusions.

Il existe des liens plus troublants encore entre Norman William et le Mouvement indépendantiste québécois. Son demi-frère, un des fondateurs d'Ecoovie, un certain Piel Pietjo Maltest, connu à l'état civil sous le nom de Pierre Doris Maltais, a fréquenté le Front de libération du Québec (FLQ) dans les années 60.

Selon un ancien « felquiste », Piel Maltest réussit, en 1969, à faire passer clandestinement aux Etats-Unis deux militants du FLQ recherchés par la police québécoise. Grâce à l'aide des Panthères noires, ces derniers se sont rendus par la suite dans un camp d'entraînement palestinien situé en Jordanie.

Piel Maltest, qui se dit écrivain et imprimeur et ne cache pas son homosexualité, avait à l'époque un « protégé » d'une vingtaine d'années : Pierre Léo Lacourse, membre d'une cellule du FLQ responsable de nombreux attentats à la bombe.

Après la « crise d'octobre » 1970 (assassinat d'un ministre québécois et enlèvement d'un diplomate britannique par le FLQ), plusieurs felquistes obtinrent l'asile politique à Cuba, d'abord, puis en France. A leur arrivée à Paris en 1974, les felquistes furent interrogés par les renseignements généraux. La première question porta sur les liens entre le FLQ et Piel Maltest. Celui-ci était alors à Paris, où il menait grand train. Il chercha à renouer le contact avec les felquistes exilés qui l'évitaient soigneusement. Ils s'étaient toujours méfiés de ce personnage à la fois déroutant et séduisant, ce touche-à-tout qui avait fait plusieurs faillites avant ses aventures parisiennes.

Et puis, soudain, on perd sa trace, à la suite de difficultés financières d'Ecoovie et d'une mystérieuse blessure qui aurait mis ses jours en danger. Ses amis québécois ne l'ont plus revu et ne savent pas ce qu'il est devenu.

B. DE LA GRANGE.

Jean-Paul II en terre réformée

(Suite de la première page.)

Les opposants craignent essentiellement *que l'instauration* de nouveaux diocèses ne porte atteinte à la paix confessionnelle et *ne perturbe le jeu des forces politiques à l'intérieur des partis.*

A Genève, le consistoire et le conseil exécutif de l'Église nationale protestante ont fait valoir en termes courtois mais fermes qu'ils jugent *« inopportune la création d'un nouvel évêché »* dans leur ville. *« La présence d'un évêque,* ajoutent-ils, *peut être ressentie comme liée à un pouvoir du pape qui peut s'ingérer dans les réalités locales. »*

Si l'œcuménisme est sans doute à l'honneur, certaines susceptibilités demeurent, dernières séquelles des querelles politico-religieuses du dix-neuvième siècle. Ainsi, ce n'est qu'en 1973 *que les électeurs avaient accepté* d'abroger les articles constitutionnels interdisant l'ordre des jésuites et l'ouverture de nouveaux couvents sur le territoire helvétique. C'est également à la suite du *Kulturkampf* que les relations avec le Vatican avaient été suspendues de 1873 à 1920. La Suisse a ensuite renoué avec Rome, et un nonce est accrédité à Berne. Mais la Confédération nationale n'a toujours pas de représentant officiel auprès du Saint-Siège. Aujourd'hui, on *déclare* à Berne que l'ouverture d'une ambassade au Vatican *« ne pose plus une question de principe, mais simplement d'opportunité ».*

En revanche, les catholiques suisses se flattent de mettre à la disposition du pape la fameuse garde pontificale formée uniquement de citoyens helvétiques. Pour être engagé, il faut être bien sûr *catholique, célibataire,* avoir au moins trente ans et avoir accompli son service militaire, jouir d'une bonne réputation et mesurer au minimum 1,74 mètre.

« Une certaine gêne »

Jean-Paul II sera néanmoins officiellement reçu par les sept membres du gouvernement helvétique le, 14 juin, au château du Lohn, près de Berne, où sont *généralement accueillis les hôtes* de la Suisse. Cette réception est d'ailleurs l'un des points les plus controversés du voyage pontifical. Certains milieux laïques et protestants s'en sont vivement émus et contestent ce geste au nom de la *« neutralité confessionnelle »* de la confédération. Même le conseil de la Fédération des Églises protestantes de Suisse a déclaré éprouver *« une certaine gêne »* et aurait préféré que cette visite se limite au *« plan strictement spirituel et pastoral, sans interférence politique ».*

La publicité entourant cette visite provoque également des protestations. Ainsi, un comité regroupant des organisations féministes, de organisations d'homosexuels, de libres penseurs, de jeunesse et de gauche, s'est constitué contre la visite du pape. Tout en précisant que son action n'est pas dirigée contre les catholiques, ce comité s'élève contre *« l'absolutisme moral de Jean-Paul II »* et dénonce *« la politique de grande puissance de l'Eglise catholique et son soutien aux dictatures militaires du tiers-monde ».* D'aucuns jugent aussi excessif le coût de ce voyage, estimé à 2 millions de francs suisses. Ces réactions extrêmes viennent cependant de groupes minoritaires, à en juger par un récent sondage de l'hebdomadaire *l'Illustré.* Si une partie des catholiques attend avec ferveur la venue de Jean-Paul II, pour une bonne majorité de l'opinion, il ne s'agirait là que d'un fait parmi d'autres. Parmi les personnes interrogées, 29,3 % *« se réjouissent »*, 8 % la désapprouvent, tandis que 62 % se disent indifférentes à l'événement.

Dans les milieux protestants, les réactions sont mitigées. Une délégation de la Fédération des Églises protestantes rencontrera le pape au centre œcuménique de Kehrsatz, près de Berne. Dans l'esprit de cette délégation, il ne devrait pas s'agir d'une simple visite de courtoisie, et elle souhaite pouvoir aborder certaines divergences entre les deux confessions : mariage mixte (une union nouvelle sur trois aujourd'hui en Suisse *s'inscrit dans cette catégorie*), eucharistie commune et reconnaissance mutuelle des ministres du culte. Les Églises protestantes s'inquiètent aussi de percevoir ces derniers temps un coup de frein au rapprochement entre catholiques et réformés. Pour le pasteur Jean-Pierre Jornod, un président du conseil de la Fédération des Églises protestantes de Suisse, *« il n'est presque plus tolérable de continuer aujourd'hui à prier pour l'unité, alors que l'Église catholique refuse toujours aux autres chrétiens l'accès à l'eucharistie ».* Les orthodoxes partagent cet avis.

Même chez les catholiques, des voix discordantes se font entendre pour réclamer des changements au sein de l'Église. Le conseil pastoral catholique du canton de Lucerne a entrepris une démarche en ce sens auprès de Mgr Otto Wüst, évêque de Bâle. Dans une lettre conçue comme un message privé adressé au pape, le conseil émet le vœu qu'à l'avenir des hommes mariés ayant fait leurs preuves au service de l'Eglise puissent recevoir l'ordination sacerdotale. Il souhaite d'autre part que les femmes puissent accéder au diaconat. Tout en s'interrogeant sur les raisons de la diminution des vocations sacerdotales, il rappelle que, selon la Bible et la tradition de l'Eglise primitive, le mariage n'est pas incompatible avec l'état du sacerdoce, même si l'Eglise romaine a toujours tenu en haute estime le célibat.

Pour sa part, le théologien suisse Hans Küng, qui enseigne à l'université de Tübingen, en Allemagne, est encore plus net dans ses critiques. A ses yeux, la visite de Jean-Paul II en Suisse pourrait mettre en jeu la crédibilité de l'Eglise catholique, *« si elle ne se traduit que par de belles paroles et des gestes sans lendemain, au lieu de donner les impulsions nécessaires au renouveau de l'Eglise en Suisse, et si elle ne débouche que sur un simulacre œcuménique. D'après ce que je sais, toutes les réponses aux discours du Pape,* a précisé Hans Küng, *ont dû passer par la censure du Vatican ».*

Chez les traditionnalistes d'Ecône, on se contente d'observer de loin le voyage qui se prépare. Une requête de Mgr Marcel Lefebvre en vue d'une éventuelle rencontre avec Jean-Paul II à l'occasion de sa visite en Suisse est *restée sans lendemain.* La communauté entend se tenir à l'écart des manifestations prévues durant le déplacement pontifical dans la confédération.

En attendant, les services de sécurité sont sur les dents et, dans le canton de Fribourg, un responsable a même été jusqu'à avertir qu'il *« avait l'œil »* sur la communauté turque du lieu. Pendant ce temps, le canton du Valais, réputé pour ses vins, a vu soudain naître de la dernière récolte un « fendant du Pape » et un « dôle du Saint Père »...

JEAN-CLAUDE BUHRER.

PARIS EN VISITES

LUNDI 11 JUIN

« Les dieux ont soif », 15 heures, devant l'Institut, Mlle Lemarchand.

« Le parc Monceau », 15 heures, métro Monceau, Mme Pennec.

« La Sainte-Chapelle, 15 heures, grilles du Palais de Justice, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le cimetière Montmartre », 15 heures, entrée avenue Rachel (Academia).

« Rue Aubriot, rue des Ecouffes », 15 h 15, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie (Mme Barbier).

« Camille Claudel », 14 heures, 77, rue de Varenne (M. Bouchard).

« Le couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard, Mme Bouquet des Chaux.

« La Sainte-Chapelle », 15 heures, devant la façade, Mlle Brossais.

« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul, Mme Hulot (Caisse nationale des Monuments historiques).

« La cristallerie de Baccarat », 15 heures, entrée, 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Palais de Justice », 15 heures, métro Cité (B. Czarny).

« Denfert », 15 heures, 79, avenue Denfert-Rochereau (Mme Hauller).

MARDI 12 JUIN

« La manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Allaz.

CONFÉRENCES

LUNDI 11 JUIN

60, boulevard Latour-Maubourg, M. H. Brumfeld : 14 h 30 : « Florence » ; 18 h 30 : « la Sardaigne » (Rencontre des peuples).

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Lendl-McEnroe, finale idéale

Jacques Dorfmann devait monter, *dimanche 10 juin, à 15 h 15,* sur la chaise du central de Roland-Garros pour arbitrer une finale idéale des Internationaux de France — télévisé en direct sur TF1 — entre l'Américain John McEnroe, numéro un mondial, et le Tchécoslovaque Ivan Lendl, numéro deux.

Le gaucher new-yorkais, âgé de vingt-cinq ans, qui s'est déjà imposé deux fois à Wimbledon et trois fois à Flushing-Meadow, a surclassé, vendredi 8 juin, en demi-finale, son compatriote Jimmy Connors qui a échoué à Paris pour la troisième fois en demi-finale. Le droitier d'Ostrava, âgé de vingt-quatre ans, qui a disputé auparavant quatre finales dans les tournois du grand chelem, sans succès, a dominé en demi-finale le Suédois Mats Wilander, qui avait éliminé le tenant du titre, Yannick Noah, au tour précédent.

Un Américain n'avait plus affronté un *Tchécoslovaque en finale porte d'Auteuil* depuis qu'en 1950 Budge Patty avait battu en cinq sets Jaroslav Drobny. Le dernier champion américain à Paris a été Tony Trabert en 1955 tandis que Jan Kodes a été le dernier Tchécoslovaque en 1971. Lendl, qui avait été battu en cinq manches par Bjorn Borg lors de la finale en 1981 a déjà rencontré dix-huit fois McEnroe qui l'a emporté dix fois dont la dernière sur terre battue à *Düsseldorf.* Le champion du monde, qui a signé quarante-deux victoires consécutives depuis le début de l'année, apparaissait déjà au palmarès des Internationaux pour avoir gagné le double mixte, associé à un Mary Carillo en 1977.

***La finale dames devait* être de même niveau, samedi 9 juin, entre la tenante du titre, l'Américaine Chris Evert-Lloyd, qui devait tenter, avec six victoires, d'établir un nouveau record et sa compatriote Martina Navratilova, qui pouvait espérer réaliser le troisième grand chelem féminin. Ensuite la finale du double masculin, préfiguration du match de double en Coupe Davis, devait mettre en présence la paire française Noah-*Leconte* et l'équipe tchécoslovaque Smid-Slozil.**

Les embarras de la « présidentielle »

Officiellement, un siège numéroté sur le court central vaut 140 francs. Aux abords de la porte d'Auteuil, les billets pour la finale masculine de *dimanche s'achètent au marché noir* pour, au moins, dix fois leur valeur nominale. Malheur donc aux fous de tennis qui n'ont pas pris la précaution de réserver leur place en février dernier ! Leur dernière chance est de se transformer en passe-muraille ou d'avoir un nom assez connu pour accéder à la tribune présidentielle. Mais, là encore, il ne faut pas rêver.

La célèbre tribune dans l'alignement du rectangle magique ne contient pas plus de trois cents personnes dont une cinquantaine doivent s'asseoir sur les *marches.* De surcroît, il ne suffit pas d'avoir un jour serré la main du président Philippe Chartier pour y avoir accès. Les dirigeants des ligues régionales de la Fédération de tennis y sont accueillis en priorité, en récompense de leurs bons et loyaux services à la cause de la petite balle. Cela fait cent quatre-vingts personnes, avec leurs épouses.

Les anciennes gloires françaises des courts, les mousquetaires, les joueurs de Coupe Davis, les anciens champions étrangers sont également à l'honneur. Ajoutez une quarantaine de personnes. Il y a encore les dirigeants des fédérations de tennis étrangères, les responsables du sport français plus les représentants de la mairie de Paris, qui a permis l'agrandissement du stade.

Dès lors, tous les sièges ne sont pas loin d'être occupés. Il reste pourtant à placer les « personnalités », c'est-à-dire les vedettes du show-biz qui sont assidues à Roland-Garros, *les ambassadeurs des pays des* joueurs finalistes et les hommes politiques de premier plan.

Cette année, une dizaine de ministres parmi lesquels MM. Badinter, Delors, Lang, Franceschi, Cheysson et Quilès, ont fait savoir qu'ils désiraient assister à la finale. Comme sésame, ils ont reçu un bristol blanc barré de rouge et bleu qui mentionne expressément qu'ils devront se présenter personnellement. *« Les cartons sont numérotés, chaque invité a une place qui lui est attribuée en fonction du protocole. Le plan de la tribune est déjà assez difficile à élaborer quand on doit placer par ordre de préséance MM. Chirac et Badinter. S'ils envoient leurs chefs de cabinet à leur place cela froisserait les susceptibilités »*, explique l'assistante de Philippe Chatrier qui consigne dans un répertoire bleu à spirale le nom de tous les invités. *« Évitez de donner mon nom »*, nous demande-t-elle, *« sinon les gens me harcèlent jusque chez moi pour obtenir un carton ».*

Depuis dix ans, souriante et efficace, elle fait office de saint Pierre à la porte du paradis de Roland-Garros. *« Auparavant l'actrice Juliette Mills s'en occupait. Ces dernières années il y a de plus en plus de gens qui cherchent à se faire inviter. Certains menacent, d'autres proposent carrément de payer. Au début, je trouvais cela amusant. Cette année, c'est devenu infernal. Il a fallu refuser à plus de trois cents personnes. Il faudra sûrement revoir notre système d'invitations. »*

Il n'y a que deux surveillants qui contrôlent l'entrée de la tribune. Six hôtesses se chargent ensuite de placer les invités et le champion 1946, Marcel Bernard, fait office de grand chambellan, tandis que l'ancienne joueuse, Françoise Corre, veille à la bonne organisation matérielle des lieux. Ce dispositif n'empêche pas les resquilleurs de s'introduire. *« Il y a quelque temps une dame s'était fait annoncer comme la femme du maire de Paris. Nous connaissions la vraie et nous avons pu la refouler. Mais depuis que la nouvelle majorité a été élue, il y a beaucoup de femmes ou de fils de ministres dont la physionomie nous est inconnue. »*

Tout ce monde qui occupe un rang social élevé a pour particularité d'être exigeant. Pour le confort de tous, il y a une collection de casques coloniaux en paille et de coussins. Mais il faut surtout opérer avec tact. Ainsi la femme d'un ministre souhaite être prévenue quand il fait beau pour pouvoir venir car sinon elle craint de prendre froid. Mais il fallait aussi prendre garde à l'intempérance de certains qui abusaient du buffet, naguère ouvert toute la journée. *« Désormais la Veuve-Clicquot ne donne plus rendez-vous à ses confesseurs que deux fois par jour. »*

Vanité

L'assistante du président de la Fédération de tennis note aussi que la vanité n'est pas absente de la tribune : *« Pendant la finale, celle-ci est sans cesse cadrée par la télévision et les photographes. Beaucoup de personnes souhaitent être placées derrière les vedettes pour qu'on les reconnaisse. »* Perfide, elle a aussi remarqué que la secrétaire d'Etat à la condition féminine ne s'est pas manifestée pour assister à la finale dames, mais qu'elle a souhaité, en revanche, avoir une place pour la finale homme.

Fine mouche, elle remarque cependant quelle portée peut avoir le fait d'être assis dans cette tribune à côté des vieilles gloires de la raquette — Pancho Segura, Tony Trabert, Donald Budge, Budge Patty, Lewis Hoad, Fred Perry, Henri Cochet et René Lacoste — pour voir McEnroe et Lendl en découdre : *« Un journaliste m'a appelée pour savoir quels sont les ministres qui passent leur temps dans la tribune. Il voulait faire un papier pour dénoncer leur fainéantise. Il est resté sur sa faim, car les seuls ministres annoncés devaient venir dimanche. Avant 1981, les membres du gouvernement venaient dès la première semaine. »*

ALAIN GIRAUDO.

Wilander sans flamme

La demi-finale entre Ivan Lendl et Mats Wilander avait commencé au début de l'après-midi dans une atmosphère de total *aburrimiento,* mot qu'emploient les Espagnols pour décrire une corrida assommante. La balle passait et repassait cent fois le filet à des hauteurs vertigineuses et avec la lenteur du jeu de volant. Après que Lendl eut enlevé le premier set par 6-3, c'est encore lui qui mena les opérations au même train — un train de marchandises — à la *deuxième manche.*

En face, Wilander était étrangement calme, presque éteint. Des deux joueurs, celui qui appuyait le plus tout de même ses répliques pour terminer les points, c'était Lendl. Celui-ci la voulait sa finale des Internationaux, beaucoup plus, apparemment, que Wilander, finaliste l'an dernier, vainqueur en 1982. A la fin de cette deuxième manche, voyant son adversaire toujours aussi peu offensif, le Tchécoslovaque s'était remis à taper à tour de bras. Le résultat fut le gain de cette manche sur le même score : 6-3.

« Si votre tactique ne paie pas, changez-en » : ce précepte du grand Tilden, Wilander aurait pu l'appliquer en montant au filet puisqu'il a battu Lendl de cette façon-là, en finale des championnats d'Australie sur herbe. Mais à présent Lendl était remonté. Il moulinait des coups droits surpuissants qui maintenaient Wilander au fond du court et qu'il était périlleux d'intercepter. C'est cependant le Suédois qui allait être crédité d'un point extraordinaire, auquel il dut de mener 3-1. Lendl à 4-2 contre lui sembla un moment ébranlé. A la fois Pierrot lunaire et brave soldat Chveik, il redressait la tête entre les échanges et n'en continuait pas moins à diriger le jeu en assénant ses retours. Mais déjà on voyait qu'il s'épuisait d'avoir tant cogné.

Le vainqueur de Noah, toujours les deux pieds sur la terre et à l'intérieur du court, semblait aussi indéracinable qu'indéchiffrable. Finalement Wilander mena 5-4. On crut Lendl perdu. Mais, comme à la fin de son match contre Gomez, il eut le sursaut des braves. Il égalise, mène 6-5 et 40-0. Là, malgré un *effort terrible, il se fait remonter* par un Wilander plus placide que jamais, obtient, survolté, trois nouvelles balles de match — la sixième est la bonne : un formidable *drive,* le dernier dans le coin, c'est gagné !

OLIVIER MERLIN.

Le chemin de croix de Connors

« Good bye, Jimmy. » Eh oui ! Une fois encore l'Américain a perdu son impossible pari : pour la troisième fois, il a échoué à Roland-Garros au cap fatidique des demi-finales dans un duel entre gauchers.

A bientôt trent-deux ans, l'Américain, qui est le seul joueur à avoir remporté plus de cent victoires en grand prix, ne connaîtra pas la suprême excitation d'une finale sur le central des mousquetaires, où aucun Américain ne s'est imposé depuis trente-neuf ans.

Il a pourtant fait tout ce qu'il a pu. Il a même tenté au deuxième set le coup de l'intimidation qui avait transformé une précédente partie contre John McEnroe à Wembley en véritable championnat du monde de boxe. *Mais,* vendredi après-midi, sous un soleil retrouvé qui rendait la terre battue moins grasse et les balles plus aériennes, son cadet a joué exactement le tennis qui l'a tué encore plus sûrement que naguère le lift de Borg : des balles un peu molles pleines d'effets tarabiscotés.

Impossible dans ces conditions pour Jimbo d'appuyer ses coups et surtout de trouver la cadence. D'autant que le champion du monde a servi comme jamais. Connors ne s'y attendait pas, qui avait laissé McEnroe engager le premier. Il misait, en effet, sur ses talents de renvoyeur pour faire la différence. Or le numéro un mondial ne perdit son service qu'au neuvième jeu de la première manche : un incident d'arbitrage qui l'avait privé d'une balle de break au jeu précédent l'avait déconcentré et il ne passa pas une seule première *balle* de service. Ensuite, le New-Yorkais ne se laissa plus menacer, même lors d'un nouvel appel de balle litigieux qui donnait l'avantage à Connors au troisième jeu du deuxième set.

Insolent de facilité, « Big Mac » a mis un terme au chemin de croix de Connors d'un ultime service gagnant décoché comme un trait après deux heures *douze minutes de jeu. Mais* tel un phénix des courts, celui-ci a aussitôt donné rendez-vous à son bourreau à Wimbledon. Le gazon convient mieux à son jeu que la brique pilée, qu'il a trop boudée au temps de sa splendeur pour pouvoir jamais y régner. Mais il reviendra sûrement respirer l'odeur des marronniers d'Auteuil. Parce qu'il est orgueilleux et obstiné *comme* tous les grands champions.

A. G.

SPORT AUTOMOBILE

Controverses après le Grand Prix de Monaco

***Le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) se réunira, le 18 juillet à Paris pour examiner la plainte des commissaires internationaux à propos* « des irrégularités constatées lors du Grand Prix de Monaco » (le Monde *du 5 juin*) *interrompu pour des raisons de sécurité par M. Jacky Ickx, directeur de la course. Il examinera également la réclamation de la Confédération brésilienne, qui estime que* « le pilote Ayrton Senna, Brésilien a été privé de la victoire à la suite de cette décision ».**

Les membres du comité exécutif n'ont, semble-t-il, pas le pouvoir de mettre en cause le résultat du Grand Prix de Monaco, dont la première place a été obtenue par le Français Alain Prost sur McLaren à moteur turbo compressé Porsche. Ils pourraient, en revanche, prendre des sanctions contre les organisateurs monégasques et Jacky Ickx, qui participe avec Porsche aux épreuves du championnat du monde d'endurance.

Il n'en fallait pas davantage pour que le champion belge et le pilote français, liés par des intérêts communs avec le constructeur allemand, soient accusés de collusion. L'accusation est grave mais dénuée de fondement.

Plus sérieux apparaît le litige soulevé par la FISA, qui estime que les commissaires sportifs n'ont jamais été consultés alors qu'ils sont les seuls habilités à ajourner une compétition ou à décider du classement de cette dernière.

L'affaire intervient en tout cas dans un contexte particulier. La FISA est propriétaire des droits de télévision sur les circuits de formule 1, et reçoit une commission de 7,5 %. Ces droits sont sous-traités par M. Bernie Ecclestone, président de l'association des constructeurs de formule 1 et patron de l'écurie britannique Brabham, qui reçoit 33 %. M. Ecclestone se contente de 3,5 % à titre personnel.

Depuis plusieurs années, Monaco fait exception à la règle, et a conclu avec la chaîne américaine de télévision ABC un contrat qui s'élève, dit-on, à 2 500 000 dollars. Aux termes de la convention de la Concorde, qui régit la formule 1, ce contrat devait venir à expiration à la fin de la saison 1983. A tort ou à raison, M. Michel Boeri, président de l'Automobile club de Monaco (ACM), en a jugé autrement. M. Balestre a tempêté pour récupérer le contrat. Malgré les menaces du président de la FISA d'enlever à Monaco le label d'épreuve du championnat du monde, le président de l'ACM, menacé de sanctions, n'a pas cédé. Suprême audace, il a même porté l'affaire devant le tribunal de grande instance de Paris, qui, le 30 mai, s'est déclaré incompétent et a décrété que la Fédération internationale devait impérativement surseoir à toute sanction dans l'attente d'un jugement.

« Lorsqu'on est membre de la Fédération internationale automobile (FIA), a réagi M. Balestre, *on se doit de respecter les règlements. C'est la première fois en soixante-dix ans qu'un membre de la FIA attaque la Fédération devant les tribunaux. »*

GILLES MARTINEAU.

Culture

LE CAMPAGNOL ET LA CARRIERA RÉPÈTENT « *L'ENCLAVE DES PAPES* »

La métamorphose des mots

Arles. — Dans le jardin fleuri de roses et de lauriers, s'approchent Lise, la bonne, Clémence, la gardienne, et Lucien, l'adjoint municipal, écoutant religieusement un air d'opéra italien échappé de France-Musique. C'est le temps d'un toast au miel, le moment des câlins et des baisemains. Les valets jouent aux maîtres qui dorment encore derrière les volets clos du Mas de Vert. Cet instant, en suspens, ouvre l'histoire de l'Enclave des papes, pièce écrite par Vincenzo Cerami (1), mise en scène par Jean-Claude Penchenat (2), jouée par les troupes parisienne du Campagnol et arlésienne de La Carriera.

Hier, « *Goldoni écrivait, branché sur son milieu. Mais quel théâtre parle aujourd'hui ?* », s'interrogeait Penchenat lorsqu'il a eu l'idée de cette « *journée de villégiature* » de *l'Enclave des Papes*. « *Raconter notre société, ses masques, et célébrer le théâtre. Parce qu'il est éphémère, il n'essaie pas de cacher.* » L'idée a germé au fil des années. *David Copperfield, le Bal, l'Opéra de Smyrne*... Adaptation, construction, création ; le directeur du Campagnol est passé par là. Mais il manque encore « *le texte, la poétique d'une personne* ». Penchenat part en campagne. Où trouver un auteur pour sa nouvelle villégiature ? Au temps de Molière, l'écrivain était sur le plateau, il jouait. Qui aujourd'hui accepterait l'aventure — cinq mois de vie commune ?

Un jour de l'été dernier, dans les coulisses de Cinecitta, où se tourne *le Bal*, Ettore Scola présente Vincenzo Cerami. Cet écrivain, connu en France depuis son roman *Un bourgeois tout petit, petit*, est un aventurier solitaire. Il appartient à une génération qui n'a pas le souvenir de la guerre, celle de Peter Handke, Yann MacEvan... A dix ans, en 1950, son professeur de lycée est Pasolini. Ils ne se quitteront plus. Poésie, scénarios et réalisations de films, romans, théâtre... Cerami travaille aux Etats-Unis, revient en Italie, part pour le Japon. A l'occasion, il est « gagman ».

A Rome, lorsqu'il rencontre Penchenat, le courant passe. En un quart d'heure, le metteur en scène évoque quelques personnages, aussitôt repris par Cerami. L'affaire est conclue. L'auteur reste à Rome. Le Campagnol rentre à Paris. Commencent alors des improvisations, en direct sur le plateau.

Canevas de la pièce : en vacances, autour d'une piscine, se croisent deux intellectuels, l'un de gauche et l'autre de droite. A la Proust... De cette scène qui n'a plus rien de commun avec l'œuvre aujourd'hui prête à être jouée, naît un projet. « *Trop abstrait* », disent les comédiens. A Rome, Cerami commence sa propre écriture. En novembre, il fait un saut à Paris. Le Campagnol et La Carriera s'y sont réunis pour trois jours d'improvisation. L'intellectuel de gauche s'est transformé en *écrivain, celui de droite en* député. S'ajoutent les nouveaux personnages, la gardienne, la bonne, l'imprésario et leurs comparses.

Mi-janvier enfin, Cerami revient à Paris et s'installe. On lui donne le carnet de bord des essais. Il fournit la « *scalette* », l'enchaînement des scènes. Libre dialogue pour une situation précise. Sur le plateau, chaque jour, l'auteur regarde et prend note, silencieux. Avec un style d'arbitre sportif élégant. L'expérience nouvelle commence par le faire douter. A quoi sert-il ? En « impro », le comédien crée un personnage. Faut-il seulement mettre en dialogue ? Le soir, seul l'auteur écrit. Il découvre qu'il ne reste pas grand-chose de ce personnage, de l'émotion ressentie en voyant l'acteur il retient l'écume. Il doit aller plus loin. « *L'impro m'ouvre les fantaisies qui échappent aux comédiens* », dit Cerami.

Ainsi, un jour de mars, au cours d'une répétition... La gardienne, interprétée par Marie-Hélène Bonafe, de la Carriera, est définie comme une méridionale qui amuse le Parisien. L'actrice, en rajoute. Elle connaît. « *Stop !* », lance le metteur en scène. Le visage de l'actrice se crispe d'anxiété. Eclair, pour l'auteur... Il invente une scène. La gardienne en plein délire déclame un poème à la Pagnol sur l'« *Accent* » — celui du Nord et celui du Midi — devant les invités de la villégiature, qui lui coupent la parole sans façon. L'hystérique gardienne en prend un coup. Le personnage y gagne en vérité. Et l'acteur ? « *Encore faut-il le faire sauter au-delà du mur de sa culture* », dit Cerami.

Chaque matin, l'auteur apporte sa moisson sur le plateau, comique et tragique alternent. Deux styles s'affrontent. « *Pour être au bout du compte un seul style, entre le drame et la farce* », veut l'auteur. Les acteurs naviguent en pleine bourrasque. « *Je ne sais pas où je vais* », proteste Nani Noël alias Monique, la journaliste. « *Je n'ai pas droit à la spontanéité. Penchenat a sa vision. Je résiste.* » Le résultat saisit.

Parfois, couple diabolique, auteur et metteur en scène travaillent en osmose. Pendant des semaines, les comédiens errent en quête de leurs personnages. Ainsi, d'une silhouette, sans métier ni sentiment, naît le maître de maison. *Définition : il a du poids dans* les milieux littéraires... Arnaud Lecarpentier, l'acteur, en fait un éditeur, au détour d'une improvisation.

Le héros est bientôt flanqué de sa cour. Il régente son monde avec gentillesse et indifférence. Il a une épouse... Quel rapport vit-il avec elle ? Pour l'interprète, la question reste longtemps sans réponse. « *J'ai cherché durant des heures* », se souvient-il. Un jour, Cerami apporte une nouvelle *scène — un drame.*

L'amant de la maîtresse de maison débarque sans être invité, gardant jalousement une cassette de sa brève et unique nuit d'amour. La cassette circule. L'éditeur est ébranlé. En façade seulement... Il est loin des discussions du cénacle littéraire. Pour l'acteur, c'est le déclic : « *J'ai alors trouvé mon rapport avec ma femme, j'étais constamment surpris mais jamais perturbé* », poursuit-il. « *Il y a le texte et le non-dit. Ce qu'a écrit Cerami est très proche de ce que j'ai fait. Je suis bien entré dans son écriture. En revanche, lorsque le personnage est tout dans les mots*, explique ce comédien, *on ne peut y échapper et on souffre beaucoup* ».

A quelques semaines de la création, le 22 juin en Arles, l'heure est venue de « fixer » le texte. Ainsi prend fin le vagabondage de la construction à vif.

DANIELLE ROUARD.



De gauche à droite : Marie-Hélène Bonafé, Vicenzo Cerami et Jean-Claude Penchenat. *(Photo Fonteray/Viva.)*

(1) Vincenzo Cerami, né à Rome, diplômé de la faculté de physique, commence par participer comme stagiaire au film de Pasolini « *l'Evangile selon Matthieu* » puis comme assistant sur « *Uccellacci et Uccellini* », enfin comme co-scénariste de « *Théorème* ». Textes du *Saut dans le vide* de Marco Bellochio. Son premier roman, *Un bourgeois tout petit, petit*, traduit dans le monde entier (en France par le Seuil) devient un film de M. Monicelli avec Alberto Sordi. D'autres romans sont édités par Garzanti : *Amorosa presenza, Tutti cattivi*, et en 1983, *Ragazzo di vetro*... Au Festival d'Avignon sera créée une de ses pièces, *l'Amour des trois oranges*, par la troupe florentine Pupi et Fresedde.

(2) *L'Enclave des Papes* : du 22 au 30 juin en Arles, du 15 au 23 juillet à la Chartreuse d'Avignon, et à Créteil du 9 novembre au 15 décembre. Par le Théâtre du Campagnol, centre dramatique de la banlieue Sud (Paris) et le Théâtre de la Carriera (Arles). Tél. : 661-14-27.

■ **AU THÉÂTRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT.** — M. Paul-Émile Deiber, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, prendra la direction du théâtre de Boulogne-Billancourt à la rentrée 1984-1985. Il succédera à Jean-Pierre Grenier, qui anime cette institution depuis dix ans et souhaite se retirer.

■ **LE BRITANNIQUE JOHN MORDLER** a été nommé directeur de l'Opéra de Monte-Carlo en remplacement de M. Guy Grinda. Ce dernier prend la direction de l'Opéra de Reims. Jusqu'à présent M. John Mordler, âgé de quarante-six ans, avait essentiellement consacré ses activités à l'enregistrement d'œuvres classiques, et en particulier d'ouvrages lyriques.

D'autre part le chef d'orchestre d'origine soviétique Rudolf Barchai vient d'être nommé à la tête de l'Orchestre symphonique de Vancouver (Canada). Il remplace le chef Kazuyoshi Akiyama, qui préfère diriger d'autres formations en qualité de chef invité.

■ **L'ORCHESTRE DE L'OPÉRA DE PARIS**, soutenu par la CGT et la CGC, a déposé un préavis de grève illimitée à partir du 13 juin. Le préavis intervient au moment des discussions pour les nouvelles conventions collectives, qui devraient être signées le 15 juin. En outre, le conseil d'administration se réunit le 12 juin, et l'administrateur général doit présenter sa prochaine saison à la presse le 13 juin. Les musiciens estiment que les dernières propositions de la direction marquent une « *nette dégradation de leur situation artistique et matérielle* » et « *s'associent au mouvement de grève des travailleurs intermittents du spectacle* » prévu le 13 juin. Les revendications portent sur l'emploi, la reconnaissance des droits sociaux, l'indemnisation de chômage.

Communication

A TF1

La réforme est lancée

M. Alain Denvers, directeur adjoint de l'information de TF 1, a présenté, vendredi 8 juin, le premier volet de la réforme dont il avait été *chargé par M. Hervé Bourges,* PD-G de la chaîne, portant sur les structures et les moyens. Un groupe de rédacteurs en chef est constitué, où des journalistes, déjà présents à TF 1, se partageront des fonctions verticales et horizontales. Il s'agit de Pierre Géraud pour le journal de 13 heures et de Jean-Louis Demigneux pour celui de 20 heures — auxquels se joindront deux autres responsables, — en remplacement de Jean-Pierre Berthet et Christian Guy, démissionnaires (*le Monde* du 7 juin). Maurice Albert est chargé de la coordination, Jean-Claude Sanchez de la rédaction en chef technique, Jacques Barbot des relations extérieures.

L'éventail des services est resserré : Pierre-Luc Séguillon prend la responsabilité d'un service « France » qui regroupe les anciens départements autonomes de l'économie, du social et de la politique, ce dernier étant renforcé par l'arrivée d'Arlette Chabot. Le service « Monde » sera désormais dirigé par Dominique Bromberger, qui remplace Jacques Decornoy, nommé coordinateur des magazines avec Roger Pic. Un service « Société-Culture » est créé sous la conduite de Michel Cardoze, recruté pour la circonstance. Luce Perrot conserverait la responsabilité du département culturel. Pas de changement au service « Sports », qui reste dirigé par Jean-Michel Leulliot.

Quatre ou cinq bureaux de correspondants devraient en outre être ouverts en province, le premier cet été à Marseille, les autres, à la rentrée. Deux voitures techniques, équipées d'un matériel de montage, devraient permettre de transmettre plus rapidement certains reportages « sur le vif ».

Alain Denvers veut mettre la période des vacances à profit pour tester différentes formules, qui préluderont au deuxième volet de la réforme de l'information à TF 1 : l'antenne en elle-même. De nouvelles façons de présenter l'information, privilégiant une image « *plus soignée* » seront étudiées. Ces changements pourraient également s'accompagner de l'arrivée de nouveaux présentateurs. Le dimanche à midi, une émission de vingt-cinq minutes mettra un invité « en prise » à quatre journalistes de la chaîne ou de la presse écrite.

« Lettre internationale » une nouvelle revue consacrée à la culture européenne

Lettre internationale, un nouveau « journal trimestriel » qui publie son premier numéro, paraît simultanément en français et en italien, à Rome (en collaboration avec *Mondo operaio*) et à Paris (avec *Politique aujourd'hui*). D'autres éditions pourraient suivre dans d'autres pays d'Europe.

Ce périodique de 96 pages grand format a l'originalité de vouloir s'adresser, non pas aux lecteurs d'un seul pays, mais aux intellectuels européens dans leur ensemble.

« *Nous souhaitons que nos auteurs, français, anglais, allemands, italiens, espagnols, tchèques, hongrois, russes ou polonais ne traitent pas des seuls problèmes de leur pays, ne se réfèrent pas à leurs seules cultures nationales mais que chacun parle aussi des autres et aux autres*, annonce le premier éditorial. *Nous voulons lancer un constant défi à ce qu'on pourrait appeler le provincialisme des grandes cultures.* »

Dirigée par Antonin Liehm et Paul Noirot, cette publication, qui se réclame du « *socialisme démocratique* », se propose de poser des questions sur le monde d'aujourd'hui plutôt que de donner des réponses. Le premier numéro, centré sur Kafka et Orwell, présente un riche sommaire avec, notamment : des articles importants de l'Anglais John Berger (« Torture et poésie »), de l'Italien Umberto Eco (« la Falsification et le consensus »), de l'Allemand Hans-Magnus Enzensberger (« Le « Bild » et le « Bloom »), de l'Espagnol Juan Goytisolo (« le Chat noir qui traversa nos bureaux de la rue de Bièvre »), des Tchèques Jiri Grusa et Karel Kosik sur Kafka, ainsi qu'un beau texte de Milan Simecka sur Orwell (« Mon camarade Winston Smith ») et un inédit de George Orwell, présenté par Bernard Crick, « La liberté de la presse », écrit en 1945 en introduction à *la Ferme des animaux*.

Signalons encore les textes du Polonais Jan Kott, des Américains Alan Riding et Philip Roth, de l'Italien Leonardo Sciascia, des Français Edgar Morin et Frédéric Tristan, ainsi que les remarquables « collages » sur Prague de Jiri Kolar. — N. Z.

★ *Lettre internationale*. Eté 1984. Le numéro : 30 F. Abonnement annuel : 100 F (14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris).

● *L'Agence France-Presse prend le contrôle de Keystone-France.* — Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) a approuvé, vendredi 8 juin, la prise d'une participation majoritaire dans l'agence photographique française Keystone, dont le fonds d'archives passe pour l'un des plus importants au monde. Cette décision a été prise dans la perspective du lancement, au début de 1985, d'un nouveau service « téléphotographique » mondial.

● *M. Bonnefous s'inquiète des conséquences de la hausse des tarifs postaux pour la presse.* — Dans une question orale adressée au ministre délégué des PTT, M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique), s'est interrogé « *sur les conséquences pour les entreprises de presse de la hausse des tarifs postaux de 21,3 %* » qui est entrée en application le 1er juin. Soulignant que, « *depuis 1980, ceux-ci ont augmenté au total de 123 %* », M. Bonnefous a demandé par ailleurs « *dans quelle mesure une hausse des tarifs aussi forte peut être compatible avec la norme de 5 % de hausse de prix arrêtée par le gouvernement ?* ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3728

HORIZONTALEMENT

I. Lourde quand on a une grosse peine. — II. Adjectif qui qualifie des droits d'auteur. Peut être considéré comme l'ancêtre du gorille. — III. Poème. Antique voyageur. Article arabe. — IV. Deux cantons dans l'eau. Point à la ligne. Huile, à Venise. — V. Petit dispositif très utile pour boucler. Permet de garder des artères saines. — VI. Roulé. N'est pas rendue volontiers. Une fille de la famille. — VII. Est un peu cloche. Ce n'est pas un moyen. — VIII. Désavouait. Peut être classé parmi les rongeurs. — IX. Pas imprimé. Récipient pour le chimiste. Forme une grande boucle. — X. Portent une charge électrique. Risque de faire du mauvais travail quand elle a perdu la boule. XI. Pas sérieux. Partie superficielle d'une écorce. — XII. Grandes plaines. N'a pas un grand lit. Sur la Bresle. — XIII. Peuvent être assimilés à des marchands de canons. — XIV. Utile pour celui qui veut exprimer des regrets. Mot qui met un terme au sacrifice. Peut être l'œuvre d'un menteur. — XV. Il y a un froid dès qu'il s'en va. Peut nous glacer quand elle est chaude. D'un auxiliaire.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	■													■	
II										■					
III				■		■		■					■		
IV			■								■				
V									■						
VI			■				■						■		■
VII		■							■		■				
VIII		■								■					
IX				■				■		■					
X					■										
XI						■					■		■	■	
XII							■			■		■			■
XIII		■												■	
XIV						■				■					
XV	■				■							■			

VERTICALEMENT

1. Peuvent contenir beaucoup de liquide quand ils sont bourrés. — 2. Nom qu'on peut donner à tout ce qui est présent. Nom de père. Est souvent sur la planche. — 3. Ne conserve pas. Est moins solide qu'une armoire. — 4. Adverbe. Hors du droit chemin. Que l'âge n'a pas amélioré. — 5. Mise en plis. Une ville dont on peut dire qu'elle est à la croisée des chemins. — 6. Son jour est férié. Lieu de travail. Deux points. — 7. Fait de tristes révélations. Provoqua la condamnation de nombreux catholiques. Coule en Egypte. — 8. Abréviation indiquant qu'il n'y aura pas de quartier. Bien exprimé. Un homme qui aimait les grands sacs. — 9. Dieux scandinaves. Exécuter un filetage. — 10. En Bretagne, c'est un cousin. Fin de bail. — 11. Baie du Japon. Un agrément d'autrefois. Peuvent outrager. On l'a dans le nez quand elle est noire. — 12. Travaille pour le bénéfice d'un autre. La moitié de rien. — 13. Conjonction. Intéressa beaucoup de chercheurs. Qui peut faire son trou. Peut soutenir la culotte. — 14. Nom qu'on peut donner à ceux qui descendent des monarques. Qui avait donc circulé. — 15. Pas annoncée. Figure mythologique. Mot pour annoncer qu'on a fait des boulettes.

Solution du problème n° 3727

Horizontalement

I. Casanova. — II. Esprit. Lu. — III. Orcades. — IV. Lotion. Su. — V. UU. VI. U.E.R. — VI. Liaison. — VII. Iriser. La. — VIII. St. Etat. — IX. Ernée. Are. — X. OE. Vendu. — XI. Oc. Tester.

Verticalement

1. Cellulite. — 2. As. Outr. Roc. — 3. Spot. Aisne. — 4. Arriviste. — 5. Niçoise. Eve. — 6. OTAN. Ore. Es. — 7. Un Tant. — 8. Alèse. Larde. — 9. Usurpateur.

GUY BROUTY.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CONCERTO EN RÉ MAJEUR POUR UNE REINE, Théâtre Noir (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

ARTEMISIA ABSINTHIUM, Cité internationale, grand théâtre (589-38-69), sam., 20 h 30.

PERDRE, Théâtre du Lys (327-88-61), sam. 21 h.

LE BARBIER DE SÉVILLE, Comédie des Champs-Elysées (720-08-24), sam. 20 h 45 ; MARIAGE FORCÉ, sam. 17 h.

LA NUIT DES ROIS (en anglais) Pré-Catelan, Jardin Shakespeare (255-45-55), sam., 20 h 30, dim. 15 h.

LE VISON VOYAGEUR, (reprise), Renaissance (208-18-50), sam., *20 h 45, dim. 15 h.*

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. 19 h 30 : soirée Stravinski.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. 20 h 30 : Cinna ; sam. 20 h 30 : Ivanov ; dim. 14 h 30 (dern.) : la Mort de Sénèque.

PETIT ODÉON (325-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Homme avec femme, arbre et enfant.

TEP (364-80-80), sam. 21 h : la Boîte à frissons.

PETIT TEP (364-80-80), sam. 21 h (dern.) : Gust.

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-vidéo : sam., dim., nouveaux films BPI ; à 16 h : Seva Sangh Samiti, un espoir pour les enfants de Calcutta, de G. Puneau ; les Totos, de M. Cespedes ; à 19 h : Miles of smiles, years of struggles, de J. Santino P. Wagner ; sam., dim. 15 h : Hommage à la sculpture (Giacometti) ; sam., dim. 18 h : Collection du musée ; Théâtre-danse : sam. 20 h 30, dim. 16 h : Un train peut en cacher un autre, chorégraphie de G. Caciuleanu.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), sam. 18 h 30 : L. Elson et J. Naylor and Company ; sam. 20 h 30 : P. Taylor Dance Company.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam., dim. 20 h 30 : les Ballets Bougarabou (Chants et danses du Sénégal).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) sam. 20 h 30 : Naïves Hirondelles.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71) *sam. 20 h 45, dim., 15 h* : Nos premiers adieux.

ARCANE (272-81-00), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Sade-Français, encore un effort.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) sam. 21 h, dim. 15 h : le Nouveau Testament ; 18 h 30 : la Vie ordinaire.

ATELIER (606-49-24) sam. 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau ; sam. 18 h 30, dim. 17 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.

BOUFFES DU NORD (239-34-50) sam. 15 h et 20 h 30 : Dom Juan.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Mam'zelle Nitouche.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), sam. 20 h : Ferdaous, une voix en enfer (dern.).

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36) sam. 21 h, dim. 16 h : Monet ou la Passion de la réalité.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), *Galerie sam. 20 h 30 : l'Art de la fugue* ; La Resserre sam. 20 h 30 : l'Ecole des mères.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.

DAUNOU (261-69-14) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02) sam. 22 h : le Prince.

18 THÉÂTRE (226-47-47) sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Sincères - le Legs.

ÉDOUARD VII (742-57-49) sam. 20 h 30, dim. 15 h : Treize à table.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94) sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Mouche et le Pantin.

ESPACE MARAIS (584-09-31) sam. 20 h 15 : l'Autre Dom Juan ; 22 h 30 : l'Empreinte.

ESSAION (278-46-42) sam. 18 h 30 : Nuit et jour ; 20 h 30 : Sensualité ; 22 h : Tabous. – II, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; 22 h : Rimbophélie.

FONTAINE (874-74-40) sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.

FONDATION *DEUTSCH* DE LA MEURTHE (534-87-25), sam. 21 h : Colas Breugnon (dern.).

GALERIE 55 (326-63-51) sam. 20 h 30 : Who's afraid of Virginia Woolf ?

HOTEL DES MONNAIES, sam., dim. 21 h 15 : Antigone.

HUCHETTE (326-38-99) sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

INTERCLUB 17 sam. 20 h 30, dim. 17 h : Oxtiern.

JARDIN *D'HIVER* (255-74-40), sam. 16 h et 21 h : la Waldstein - les Orphelins (dern.).

LA BRUYÈRE (874-76-99) sam. 21 h, dim. 15 h : Top Girls.

LIERRE-THÉÂTRE (586-55-83) sam. 21 h, dim. 17 h : Nina, c'est autre chose.

LUCERNAIRE (544-57-34) sam., dim. I. 18 h 30 : la Mort vivante ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Ville à voile ; 20 h 15 : Quatuor ; 22 h 30 : L. Kourilski (dern. le 9). – Petite salle, sam., dim. 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.

MADELEINE (265-07-09) sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MAISON DE L'ALLEMAGNE (707-77-75), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Un homme véritablement sans qualité.

MARAIS (278-03-53) sam. 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80) sam. 22 h : la Reine est morte.

MARIGNY, grande salle (256-04-41) sam. 21 h, dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; *salle Gabriel (225-20-74) sam. 18 h 30* et 21 h 30, dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MAUBEL (255-45-55) sam. 20 h 30 : Fool for love.

MICHEL (265-35-02) sam. 18 h 15 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30) sam. 21 h, dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90) sam. 18 h : Exercices de style. – Petite salle sam. 21 h, dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

PÉNICHE (245-18-20) sam. 21 h : Travaux d'ornithologie.

PLAISANCE (320-00-06) sam. 20 h 45 : la Polka du spleen.

POCHE (548-92-97) sam. 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. sam. 21 h : le Plaisir de l'amour.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53) sam. 17 h et 20 h 45 : le Pain dur.

QUAI DE LA GARE (585-88-88) sam. 21 h, dim. 17 h : le Bouc.

SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), sam. 20 h 30 : Antigone.

SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 21 h ; sam 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Bataille navale.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. sam. 20 h 30 : l'Écume des jours ; sam. 22 h 30, dim. 17 h : l'Homme cassé ; II. sam. 22 h 30 : Fando et Lis.

TEMPLE DE BELLEVILLE (365-15-73) sam. 20 h 30 : Œdipe et Créon rois.

TEMPLIERS (303-76-49) sam. 19 h : la Balade de Monsieur Tadeuz ; 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h 45 et 22 h : Y'en a marr... ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) sam. 20 h 15 : les Babas-cadres, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE PARIS, (280-09-30), petite salle sam. 20 h 30, dim. 15 h : Drôle de programme.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), petite salle sam. 20 h 30, dim. *15 h : Agatha.*

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88) sam. 21 h : Médée.

TOURTOUR (887-82-48) sam. 22 h ; dim. 15 h : Arlequin poli par l'amour ; sam. 17 h et 20 h 30 : Mon cœur dans les Highlands.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16) sam., dim. 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : Laissez-les rire.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26), sam. 21 h, *dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.*

La danse

A DEJAZET (887-97-34), dim. 20 h : S. Rochon.

BASTILLE (357-42-14), sam. 20 h : Portraits ; 21 h : la Peau et les Os.

CARTOUCHERIE, atelier du Chaudron (328-97-04), dim. 16 h : Corps et graphie à géométrie variable.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 15 h et 20 h 30 : le Songe d'une nuit.

Le music-hall

AMANDIERS (366-42-17), sam. 20 h 45 : Perhaps (dern.).

BATACLAN (700-30-12), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h : Mezz, la rage de vivre.

CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam. 20 h 30 : B. Olier.

CIRQUE D'HIVER (700-12-25), sam. 22 h 30 : Orquesta Aragon.

ELDORADO (208-23-50), dim. 20 h 30 : Orquesta Aragon.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), sam. 22 h ; dim. 17 h : P. Pechin.

OLYMPIA (742-25-49), sam. 20 h 30, dim. 17 h : B. Lavilliers (dern.).

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h : La Villette en chansons.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam. 22 h 30 : Los Indianos, Mosalini/Beteiman/Caratini ; 24 h : H. Vilarinho/D. Arboleda, R. Anselmi, C. Perez, R. Lopez.

Les concerts

SAMEDI 9

Eglise Saint-Merri, 21 h : Chœur d'enfants de Tapiola, dir. : E. Pohjola (Debussy, Bach, Poulenc...).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Ensemble A. Stajic (Purcell, Haydn, Schubert...).

DIMANCHE 10

Eglise Saint-Merri, 16 h : Orchestre de chambre franco-allemand (Bach, Honegger).

Conciergerie, 18 h 30 : J.-Cl. Veilhan, Académie royale de musique de Paris.

Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : S. Marcovici, V. Gheorghiu (Beethoven, Brahms).

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30 : Ensemble Sequana (Mozart, Brahms).

Eglise suédoise, 20 h 30 : Quatuor Helsinborg (Berwald, Debussy, Welin...).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h (voir le 9).

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 9 - dimanche 10 juin

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (331-90-76), sam. 20 h 30 : Afro Jazz ; sam. 22 h 30 : Baaba Mall.

BATACLAN (700-30-12), sam. 23 h : F Chassagnite, O. Johnson, D. Lemerle, A. Mattei.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam.-dim. 21 h 30 : D. Doriz.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam. 22 h 30 : P. Wognin ; dim. : S. Kasseya.

CITHEA (357-99-26), sam. 20 h : Soucoupes volantes.

DUNOIS (584-72-00), sam.-dim. 20 h 30 D. Lazro, B. Girard, N. Bordetti.

ELDORADO (208-23-50), sam. 20 h : Falis Keita.

FORUM (297-53-47), sam. 21 h : Castelhemis (dern.).

NEW MORNING (523-51-41), sam. 21 h 30, dim. : Caraïbes Jazz Ensemble : Jane Ira Bloom.

PHIL'ONE (776-44-26), sam. 21 h : 1 Zéklé.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : sam. Swing at Six.

SLOW CLUB (233-84-30), sam. 21 h 30 : R. Franc Dixieland Jazz Band (dern.) dim. : M. Slim.

SUNSET (261-46-60) sam. 23 h : A. Romano, J. Van't Hof (dern.).

TROIS MAILLETZ (354-00-79) : sam., 23 h : La Velle.

TWENTY ONE (260-40-51), sam., 21 h : G. Hunter.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 9 JUIN

Cinéma israélien : 15 h, A Wall within a City, de D. Verete ; Tension, de M. Ohayon ; 17 h 15, Compagnons de route, de Y. Ne'Eman ; Cannes 84, Un certain regard : 19 h, Where is Parsifal, de H. Helman ; 21 h, Les condors ne meurent pas tous les jours, de F. Norden.

DIMANCHE 10 JUIN

15 h, Aspects inconnus du cinéma américain : Hoodoo Ann, de L. Ingraham ; 17 h, Païsa, de R. Rossellini ; 19 h, Cannes 84 – Un certain regard : Frontières, de L. de Winter ; 21 h, le Ring, de A. Hitchcock.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 9 JUIN

Cinéma japonais : 15 h, Jo qui chuchote, de K. Saito ; 21 h 15, Rébellion, de M. Kobayashi ; Cannes 84, Quinzaine des réalisateurs : 17 h, la Casa de agua, de J. Penzo ; 19 h, les Bostoniennes, de J. Ivory.

DIMANCHE 10 JUIN

Cinéma japonais : 15 h, la Pendaison, de N. Oshima ; 21 h, Profonds Désirs des dieux, de S. Imamura ; Cannes 84, Quinzaine des réalisateurs : 17 h 15, la Projection spéciale, de D. Risquez ; One P.M. de D.-A. Pennybaker et J.-L. Godard.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99).

CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-2-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7 Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f., Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (606-34-25) ; UGC Convention, 15e (522-46-01).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Cinoche, 6e (633-10-82).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) : Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; *UGC Gobelins, 13e* (336-23-44) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FORTERESSE NOIRE (A., v.f.), Berlitz, 2e (742-60-33).

LE FOU DU ROI (Fr.), Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

L'HOMME AUX FLEURS (Aust., v.o.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-46-18).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-12-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Grand Rex, 2e (239-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

L'INVASION DES PIRANHAS (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

JEANS TONIC (F.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LE JUGE (F.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

MISTER MOM (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52).

NEW YORK NIGHTS (A., v.o.) (**) : UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Paris Ciné II, 10e (770-21-71).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

ON PREND LA PILULE ET ON S'ÉCLATE (Fr.) (**) : Ritz, 18e (606-58-60).

OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : *Movies, 1er (260-43-99).*

LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

RUE CASES NÈGRES (Fr.) : Epée de *Bois, 5e (337-57-47).*

SCARFACE (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, l'Empire contre-attaque ; le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

STRYKER (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-96) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

LE SUCCÈS A TOUT PRIX (Franco-Britannique, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (320-42-05).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (H. sp.), 17e (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées Lincoln, (8e) (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., *v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).*

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

VIDÉODROME (A., v.o.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

VIVA LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; *Calypso (H. sp.), (380-03-11).*

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

YENTL (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15). – V.f. : *UGC Montparnasse, 6e* (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

LES ARAIGNÉES, film allemand inédit de Fritz Lang. Studio Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

BEAT STREET, film américain de Stan Lathan. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA CLÉ (**), film italien de Tinto Brass. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; Images, 18e (522-47-94) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).

LA DÉESSE, film indien de Satyajit Ray. V.o. : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-66) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

GABRIELA, film brésilien de Bruno Barreto. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11).

LOOKER, film américain de Michael Crichton. V.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecole, 5e (354-20-12) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE MYSTÈRE SILKWOOD, film américain de Mike Nichols. V.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94).

PINOT SIMPLE FLIC, film français de Gérard Jugnot. Forum, 1er (297-53-74) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e *(359-92-82)* ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Galaxie, *13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse,* 14e (329-90-10) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA PLAGE DU DÉSIR, film brésilien (**) de Ruy Guerra. V.o. : Movies, 1er (260-43-99) ; Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LA VOIX HUMAINE, *film français* de Dominique Delouche. Marais, 4e (278-47-86).

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 9 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20 h 35 Téléfilm : les Falaises de la liberté.
Scénario de C. Martin-Chauffier, réal. J. Manier, avec M. Boyer, P. Floersheim, G. Darrieu...
1941. La France subit l'occupation allemande. Evadé d'un camp de prisonniers, poursuivi comme passeur en « zone libre », réfugié en Bretagne chez ses parents avec celle qui deviendra son épouse, Armel Legoff vole un code secret pour s'enfuir avec l'espoir de joindre l'Angleterre.
22 h 5 Internationaux de tennis à Roland-Garros.
22 h 25 Droit de réponse, l'esprit de contradiction.
Emission de M. Polac : L'Enarchie ou la crise de l'ENA.
Parmi les invités, P. Racine, ancien directeur de l'ENA ; R. Douyère, député PS de la Sarthe, vice-président de l'Assemblée nationale ; des élèves ou anciens élèves de l'ENA, des patrons, des hauts fonctionnaires...
0 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
De M. Drucker.
Autour de F. Gall, J. Dutronc, F. Hardy, C. Barzotti, Julia Migenes Johnson, Elton John...
22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Spécial Billy Joel, à Wembley.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : Dynastie.
Salade familiale à l'américaine.
21 h 25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabbagh, animée par J. Amadou. Avec O. Laure, R. Lamoureux, J. Le Poulain.
22 h 10 Journal.
22 h 35 La vie de château.
J.-C. Brialy reçoit dans son château trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle. Aujourd'hui : S. Valère, J. Dessailly, R. Petit et A. Ferréol.
23 h Musiclub.
Création mondiale : Noctuaile, *d'après le livret de René David, musique M. Cecconi-Botella, chorégraphie V. Garandeau, par l'Orchestre de chambre d'Aquitaine, sous la direction de J. Pernoo.*

FRANCE-CULTURE

19 h 20 Nouveau répertoire dramatique : Emballage perdu, de Véra Feyder.
21 h 30 Hypothèses pour le meilleur des mondes, la fin de l'économie, par E. Dietlin.
21 h 50 Libre-parcours jazz : Trio TOK (Takashi Kako, piano, Kent Carter, contrebasse, et Oliver Johnson, percussions).
22 h 30 Temps présent : l'économie introuvable, par P. Werner.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival du Ludwigsburg 1983) ; *Sonate pour violoncelle et piano n° 1 en fa majeur, Sonate pour violoncelle et piano n° 4 en ut majeur, Sonate pour violoncelle et piano n° 3 en la majeur,* de Beethoven, par L. Harrell, violoncelle, M. Béroff, piano.
22 h 45 Les soirées de France-Musique : concert (en simultané sur FR3), *Noctuaile*, de M. Cecconi-Botella, par l'Orchestre de chambre d'Aquitaine, dir. J. Pernoo.
0 h Musique de nuit.
1 h L'arbre à chansons.

Dimanche 10 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

9 h *Emission islamique.*
9 h 15 La source de la vie.
10 h *Présence protestante.*
En eurovision, culte de Pentecôte en direct de Neuenberg à Ingwiller.
11 h Le jour du Seigneur.
Messe de la Pentecôte en eurovision depuis la basilique Saint-Rémi de Reims.
12 h Haroun Tazieff raconte « sa » Terre.
13 h *Journal.*
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.
14 h 20 Hip-hop.
14 h 35 Champions.
Finale à Roland-Garros ; tiercé à Chantilly...
18 h 30 Série : Arnold et Willy.
19 h Sept sur sept.
Magazine de l'actualité de la semaine, par J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
Le grand témoin est M. Alfred Grosser, écrivain, universitaire ; la télévision des autres : la RAI ; reportage sur les prisonniers soviétiques aux mains des combattants afghans, et la traversée de la soif, reportage de J.-P. Chapelle.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : l'Arbre de vie.
Film américain d'E. Dmytryk (1957), avec M. Clift, E. Taylor, E. Marie Saint, N. Patrick, L. Marvin.
Drame d'un couple mal assorti (Clift sombrement romantique, Liz Taylor parfaite en chipie sudiste) dans le grand conflit historique.
23 h 35 Sports dimanche.
0 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Récré A 2 : Candy.
10 h Les chevaux du tiercé.
10 h 30 Gym tonic.
11 h 15 Dimanche Martin.
12 h 45 *Journal.*
13 h 20 Dimanche Martin (suite).
Si j'ai bonne mémoire ; 14 h 30 : Série : Les petits génies ; 15 h 20 : L'école des fans ; 16 h 5 : Dessin animé ; 16 h 25 : Thé dansant.
17 h 10 Série : Marie-Marie.
18 h Dimanche magazine.
Magazine de la rédaction, dirigé par Michel Thoulouze.
Au sommaire : la Mafia, reportage de V. Vramant ; Des guindes dingues (portrait d'un collectionneur de voitures, visite du musée des frères Schlumpf.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.
A Grenade (Espagne).
21 h 40 Série documentaire : Le monde du baroque.
De J. Antoine et F. Quilici. N° 6 : Le baroque des extrêmes.
La Prusse, la Saxe, la Pologne, la Lituanie, la Russie et le Japon... Le baroque avant de s'éteindre à l'extrême nord et à l'Extrême-Orient, est pris dans les filets du style rococo.
22 h 35 Concert magazine.
D'E. Ruggieri (en liaison avec France-Musique).
La Quatrième Symphonie en si bémol majeur opus 60 *de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de Marek Janowski.*
23 h 15 *Journal.*
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Images du Portugal.
10 h 30 Mosaïque.
Une évocation de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc à travers la revue Grand Maghreb.
14 h 20 Objectif entreprise.
17 h 15 Spectacle 3 : Debussy.
L'Après-Midi d'un Faune. *Jeux autour des extraits majeurs de l'œuvre de Debussy, une récréation symphonique et dansante par les Ballets Roland Petit.*
18 h 20 Pour les jeunes.
19 h 40 RFO Hebdo.
20 h Humour : Paul Hogan Show.
20 h 35 Témoins : Rolf Liebermann.
Avec P. Ustinov, J.-L. Dabadie, D. Delorme, P. Bouteiller.
Un portrait de l'ancien directeur de l'Opéra de Paris, aussi compositeur et chef d'orchestre, ami de Miro, Chagall, Stravinsky, metteur en scène de Wagner. Un personnage !
21 h 30 Aspects du court métrage français.
Jeanne et les dragons, *de Chantal Marixal ;* les Agapes chez Agathe, *de Bernard Dumas.*
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Justin de Marseille.
Film français de M. Tourneur (1934), avec Berval, P. Larquey, A. Rignault, L. Noro, Aimos (N.).
Deux bandes rivales, contrôlant le « milieu » marseillais, s'affrontent pour la possession d'une livraison de drogue qui était destinée à des Chinois. Une œuvre majeure de Maurice Tourneur.
0 h 5 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

12 h 5 Le cri du homard.
12 h 45 Musique : Rimski-Korsakov, ma vie musicale (et à 16 h 30 et 23 h).
14 h 30 Lazare, d'André Obey. Avec P. Constant, J. Bollery, B. Dautun...
17 h 30 Rencontre avec... Michèle Sarde (regard sur les Françaises).
18 h 30 La cérémonie des mots : Fragments épars, Dominique de Roux.
19 h 10 Le cinéma des cinéastes.
20 h Albatros : Edouardo Sanguineti, une anthologie de la poésie italienne du XX[e] siècle.
20 h 40 Atelier de création radiophonique : La tentation de la vie (gravure sur la tentation de Saint-Antoine). Avec P. Schaeffer, M. Bokanowski, A.-L. Bibbs.
23 h Musique : Rimski-Korsakov, ma vie musicale. (*Mozart et Salieri*, opéra d'après Pouchkine.)

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 Magazine international.
14 h 4 Disques compacts.
17 h *Comment l'entendez-vous ?* Avec J.-P. Chambas, peintre : œuvres de Mozart, Puccini, Berlioz, Ravel, Schubert, Weber, Offenbach.
19 h 5 Jazz vivant : percussions à tout va.
20 h 4 Présentation du concert.
20 h 30 Concert : *La Scala di Seta*, opéra-comique de Rossini, par l'Orchestre de la radio-télévision suisse italienne, dir. M. Andreae ; sol. T. Pane, C. Lavani, M. Chiappi, T. Tramonti.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Concert (en simultané avec Antenne 2) : *Symphonie n° 4 en si bémol majeur opus 60*, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction M. Janowski.
23 h 17 Ex libris : Tchaïkovski.
1 h Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 11 JUIN

TF 1	20 h 35 Cinéma : *le Bataillon du ciel*, d'Alexandre Esway.
	21 h 55 « Étoiles et toiles » : les « Beurs » ou les oubliés du cinéma français.
A 2	20 h 35 « Emmenez-moi au théâtre » : *la Dame de pique*, opéra de Tchaïkovski, mise en scène par L. Baratov.
FR 3	20 h 35 Cinéma : *1900* (1[er] acte), de Bernardo Bertolucci.
	23 h 35 « Thalassa ».
	0 h 20 « Prélude à la nuit ».

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 10 JUIN

– *M[me] Simone Veil*, tête de liste aux élections européennes, est reçue à l'émission « Forum » sur RMC, à 12 h 30.

– *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, est l'invité du « Grand Jury-RTL-*le Monde* » sur RTL, à 18 h 15.

– *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du PS et tête de la liste socialiste aux élections européennes, *répond aux questions du* « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 11 JUIN

– *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, est reçu au journal de 8 heures sur Europe 1.

– *M. Anicet Le Pors*, secrétaire d'Etat auprès du *premier ministre* chargé de la fonction publique et des réformes administratives, est l'invité de l'émission « Plaidoyer » sur RMC, à 8 h 15.

– *M. Olivier Stirn*, député radical du Calvados, l'une des trois têtes de liste ERE aux élections européennes, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 9 juin

DES DECRETS

● Portant création d'un comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V[e] République et nommant les membres de ce comité.

● Portant publication de la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, ouverte à la signature à Madrid le 21 mai 1980.

■ **L'ORANGERIE DES TUILERIES**, musée de la collection impressionniste Walter-Guillaume, est ouverte dimanche 10 et lundi 11 juin.

■ **PRIX DES GUIDES A « OUVERT AU PUBLIC ».** – Le Grand Prix français des guides touristiques 1984 a été décerné au guide des châteaux, abbayes, hôtels particuliers et jardins historiques intitulé *Ouvert au public* et édité par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Carnet

Décès

– M. et M[me] Jean Delahaye,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Stanislas Vainqueur,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] André Delahaye,
leurs enfants et petite-fille,
M. et M[me] Sébastien Marchèse,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Raymond Doutreleau,
leurs enfants et petits-enfants,
M[lle] Cécile Bouvet,
Les frères et amis de la Mission de France,
invitent à partager leur peine et leur espérance à l'occasion du décès de

M. Paul DELAHAYE,
Mission de France,

survenu le 6 juin 1984, dans sa soixante-douzième année, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mercredi *13 juin, à 10 h 30*, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13[e], sa paroisse.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Thiais, dans la sépulture de famille.

– On nous prie d'annoncer le décès de la

baronne de VIRY,
née Delphine de Foras,

le 7 juin 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 juin, à 15 heures, en l'église Notre-Dame du Léman, Vongy par Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

De la part de

M. et M[me] Jacques Siémons
et leurs enfants,
Mr. et Mrs. W. Strong
et leurs enfants,
Mrs. Freelinghuysen
et ses enfants,
La baronne de Viry,
Le baron de Viry,
M[lle] Delphine de Viry,
Ses enfants et petits-enfants.

Le Clos d'Aulph, Amphion,
74500 Evian.

– On nous prie de faire part du décès de

M. Ernest PASCAL,
agrégé de l'Université,
professeur
à la *faculté* des lettres de Québec
(Canada),

survenu le 24 mai 1984, à l'âge de quarante-quatre ans.

La messe de sépulture sera célébrée *le 13 juin 1984, à 15 heures, en l'église* de Fourneaux (Savoie).

– Aix-en-Provence,

M[me] Albert Poitevin,
M[me] Gaston Poitevin,
M. Jean-Louis Poitevin,
M. et M[me] Bernard Poitevin
et leurs filles,
M. et M[me] Patrick Orain
et leur fille,
M. et M[me] Patrick Brien,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston POITEVIN,
ingénieur des arts et manufactures,

survenu à Copenhague le 25 mai 1984, *dans sa soixante-douzième année.*

Les obsèques ont été célébrées le 2 juin 1984, à Aix-en-Provence.

14, parc Mozart,
13100 Aix-en-Provence.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Lazare (Lolek) ROZENBLAT,

survenu *le 5 juin 1984* à son domicile, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
De la part de
M[me] Simone Rozenblat,
son épouse,
Michel Rozenblat, Alexis et Antoine,
Danielle Lederer et Jérôme, Bessac,
Laurent, *Elie et Eva,*
ses enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Naum Rosenblatt,
M[me] Hanna Bavly,
M. et M[me] Pierre Moreau,
ses frère, sœur, beau-frère et belles-sœurs,
Michaël et Ruth Bavly,
Ofer Sharon et Tamar,
Nicole Moreau,
ses neveux et petits-neveux,
M. et M[me] Charles Mincbere,
ses cousins,
Les familles Rozenblat, Lichentin et *Buchwald,*
Le personnel des établissements Imex.

– M[me] J. Speter,
Denise, Jacques et Gilles Sevastos,
Michel, Annie
et le petit Fabien Speter,
Toute la famille,
Ses amis et camarades,
ont la douleur de faire part du décès de

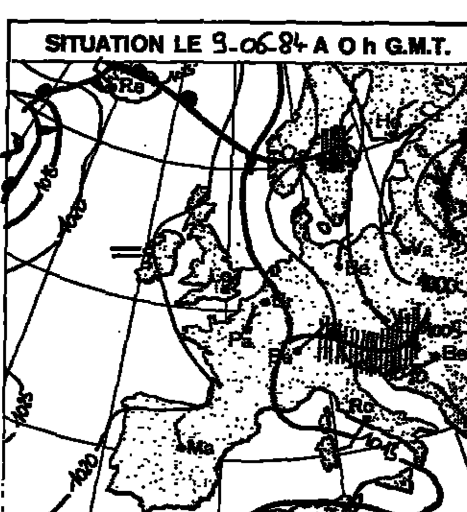
Jacob SZPEJTER-SPETER,
Jacques Ravine
dans la Résistance,

survenu le 7 juin *1984*, à Paris, dans sa soixante-dix-neuvième année.
L'inhumation aura lieu le mercredi 13 juin, à 10 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.
On se réunira à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant.
Cet avis tient lieu de faire-part.

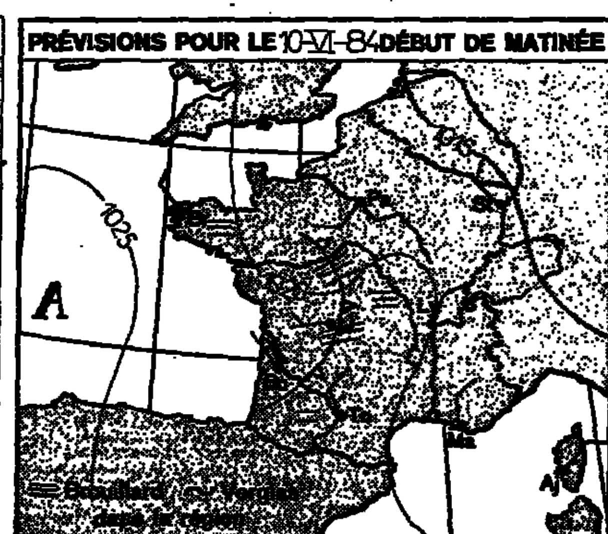
10 bis, rue de Moussy,
75004 Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-06-84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10-VI-84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 juin à 0 heure et le dimanche 10 juin à 24 heures.

Un champ anticyclonique s'est enfin développé sur la France. *Toutefois, le* passage en altitude d'une petite goutte froide associée à un thalweg se traduira en surface par un passage d'instabilité.

Dimanche, des brumes et brouillards se seront formés un peu partout en deuxième moitié de nuit, en particulier *de l'Aquitaine au Centre. Ils se dissipe*ront en milieu de matinée. Les températures minimales seront de 11 à 13 degrés en régions méridionales, 9 à 11 degrés ailleurs. La limite d'instabilité donnera des nuages le matin de la Normandie et de l'ouest du Bassin parisien aux Cha*rentes, l'après-midi de l'est du Bassin* parisien au Massif Central et aux Pyrénées avec des averses en versant nord en fin d'après-midi et en soirée. A l'arrière de cette limite, sur l'ouest du pays, le ciel sera passagèrement nuageux avec quelques averses. Sur l'Est, il fera beau. Les températures *y atteindront ainsi des* maxima de 19 à 24 degrés de la Lorraine vers la Méditerranée. Sur le quart nord-ouest, elles seront de 17 à 20 degrés, sur le Sud-Ouest de 19 à 20 degrés.

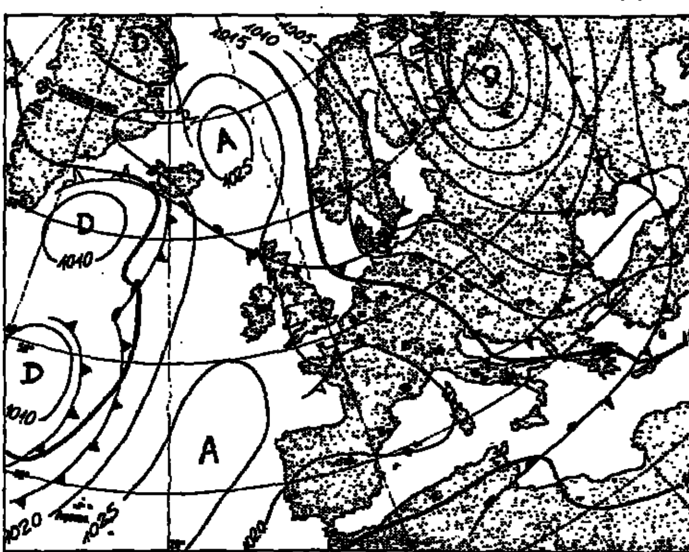
La pression atmosphérique réduite au *niveau de la mer était à Paris, le 9 juin*, à 8 heures, de 1019,2 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

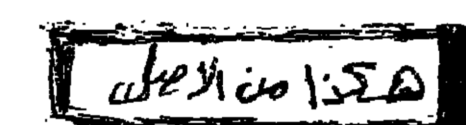
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 juin ; le second, le minimum de la nuit du 8 juin au *9 juin) :* Ajaccio, *19* et 13 degrés ; Biarritz, 17 et 10 ; Bordeaux, 18 et 13 ; Bourges, 17 et 9 ; Brest, 20 *et* 10 ; Caen, 19 et 10 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 13 et 7 ; Dijon, 15 et 9 ; Grenoble-St-M.-H., *15* et 7 ; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 10 ; Lille, 13 *et 9 ; Lyon, 13 et 10 ; Marseille*-Marignane, 21 et 14 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 23 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 11 ; Paris-Montsouris, 19 et 12 ; Paris-Orly, 20 et 11 ; Pau, 18 et 10 ; Perpignan, 19 et 16 ; Rennes, 22 et 9 ; Strasbourg, 18 et 12 ; Tours, 20 et 8 ; *Toulouse, 16 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 31 et* 24.

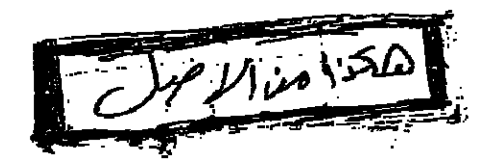
Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 9 degrés ; Amsterdam, 13 et 10 ; Athènes, 29 et 19 ; Berlin, 16 et 11 ; Bonn, 16 et 9 ; Bruxelles, 12 et 9 ; Le Caire, 34 et 24 ; Iles Canaries, 24 et 18 ; *Copenhague*, 22 et 12 ; Dakar, 29 et 24 ; Djerba, 26 et 20 ; Genève, 15 et 7 ; Jérusalem, 28 *et* 18 ; *Lisbonne, 21 et 13 ;* Londres, 22 et 8 ; Luxembourg, 18 et 7 ; Madrid, 19 et 8 ; Moscou, 23 et 14 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 35 et 25 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 21 et 12 ; Stockholm, 19 et 6 ; Tozeur, 29 et 20 ; Tunis, 25 et 13.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN A 0 HEURE (GMT)







Économie

LA DIXIÈME CONFÉRENCE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

La faim sans fin

Le Conseil mondial de l'alimentation des Nations unies (CMA) tient sa dixième session ministérielle, à Addis-Abeba (Ethiopie), du 11 au 15 juin. Cet organisme intergouvernemental a été créé à l'issue de la conférence mondiale de l'alimentation, en 1974, qui avait énoncé, après de laborieuses négociations, les mesures à prendre pour *« éliminer la faim »* en une décennie.

La réunion d'Addis-Abeba examinera les *« progrès accomplis »* depuis dix ans, à partir de constats... d'échecs. Loin d'avoir reculé, la faim a progressé (« Le Monde de l'Économie » du 27 mars 1984). Aussi bien, le directeur exécutif du CMA, M. Williams, propose-t-il, dans son rapport aux trente-six États membres, de *« reconduire l'engagement en vue d'éliminer définitivement la faim »*...

Les ministres du conseil – M. Michel Rocard conduit la délégation française – seront saisis de trois documents sur les problèmes alimentaires mondiaux au terme de la décennie : l'Asie a, dans l'ensemble, enregistré des progrès plus ou moins notables ; mais elle compte encore le plus grand nombre de sous-alimentés chroniques. C'est l'Afrique, en raison notamment d'une exceptionnelle et dramatique sécheresse, qui attire actuellement l'attention ; l'Afrique où, moins toutefois qu'en Amérique latine, l'agriculture de rente s'est développée au détriment de celle de subsistance.

Ainsi de nombreux pays en développement sont-ils devenus importateurs de céréales, parfois au titre de l'aide alimentaire, et cette tendance est appelée à se poursuivre. En outre, *« l'expansion formidable »* du commerce international des denrées alimentaires au cours de la dernière décennie, confrontée au renforcement actuel du protectionnisme, aggrave les risques de *conflits d'intérêts* entre pays développés et pays en développement, les uns et les autres comptant sur leurs exportations agricoles pour améliorer leurs ressources.

« Si l'on a évidemment besoin de denrées alimentaires pour faire face aux situations d'urgence, à la poussée démographique, à la pression de la demande, l'accroissement de la production ne suffira pas à lui seul pour éliminer la faim », affirme le directeur exécutif du CMA. Il faut créer des emplois et des sources de revenus pour les populations pauvres et sous-alimentées et ne pas les tenir en marge du processus de développement, comme c'est souvent le cas.

Dans le cas de l'Afrique, la régression du taux d'autosuffisance, revenu de 98 % dans les années 60 à 80 % en 1980, n'est pas seulement la conséquence de la sécheresse mais aussi de politiques désastreuses. Toutefois, selon le CMA, un nombre croissant de pays africains (trente-quatre à l'heure actuelle) ont adopté des stratégies alimentaires s'intégrant dans leurs plans de développement et ayant pour but de *« catalyser et coordonner »* les efforts internes et internationaux dans ce domaine. Mais le Conseil souligne qu'il n'y a *« pas de solution magique »* à la crise alimentaire de l'Afrique et qu'elle risque de *« se prolonger des années, voire de s'aggraver »*.

1 milliard de dollars

De façon plus originale, le CMA propose d'accorder la priorité au secteur agricole alimentaire et de revaloriser les petites exploitations traditionnelles, etc. Certaines mesures ne répondent pas seulement à des considérations technologiques, mais aussi à des choix politiques. Enfin les délégués à la conférence d'Addis-Abeba vont se pencher sur le rôle et les moyens des institutions *internationales* dans la lutte contre la faim. Car l'Organisation des Nationsunies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et sa filiale l'Association internationale de développement (AID), les banques régionales de développement, sans parler du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), créé après la conférence de 1974 pour venir en aide plus spécialement aux paysans pauvres, ont beaucoup augmenté la part des financements qu'ils consacrent à l'agriculture et au développement rural.

Ainsi a-t-on pu assister à un *« accroissement remarquable »* de l'aide à l'alimentation et à l'agriculture (*plus de 18 % par an*, en termes réels, de 1974 à 1981), mais à une chute *« dramatique »* par la suite. (En 1981 les engagements bilatéraux et internationaux en ce domaine s'élevaient à 12,2 milliards de dollars, auxquels il fallait ajouter 3 milliards au titre de l'aide alimentaire.) Certaines de ces institutions, l'AID et le FIDA, en particulier, sont aux prises avec de graves difficultés pour reconstituer leurs ressources, les donateurs les plus importants, comme les Etats-Unis, ayant restreint leurs versements.

Estimant *« absolument indispensable »*, pour pouvoir *« éliminer définitivement la faim »*, un accroissement et une utilisation plus efficace des ressources des institutions, le Conseil demandera, à Addis-Abeba, aux Etats membres d'étudier un *« programme de soutien des politiques alimentaires »* d'un montant de 1 milliard de dollars sur cinq ans, réparti pour moitié entre l'aide alimentaire et l'assistance technique et financière. Cette dotation devra permettre d'aider les pays en développement à aboutir à des prix de denrées alimentaires acceptables à la *fois par les producteurs et les* consommateurs, ce qui est en général un *« dilemme »*, et d'accélérer les réformes liées aux stratégies. Quel accueil recevra ce projet en cette période de « vaches maigres » ?

« En dernier ressort », le Conseil convient que l'aptitude des pays en développement à éliminer chez eux la faim dépend, outre leurs propres efforts, de la croissance économique, et non de l'aide. Cette croissance doit provenir en partie d'un relèvement du produit de leurs exportations agricoles et non agricoles. Or, souligne-t-il, le protectionnisme est plus *« tenace et sévère »* pour les produits agricoles que pour les produits manufacturés, les pays industrialisés répugnant ou étant impuissants à imposer à leur agriculture nationale des sacrifices douloureux. Cette analyse sera-t-elle partagée par tous les participants ?

GÉRARD VIRATELLE.

AUX PAYS-BAS

Les salariés de la métallurgie travailleront 38 heures par semaine au lieu de 40 heures

De notre correspondant

Amsterdam. – Les négociations sur la réduction de la semaine de travail aux Pays-Bas commencent à porter leurs fruits : les syndicats et le patronat ont conclu, au cours de la semaine du 4 au 9 juin, des accords dans la métallurgie aux termes desquels les quelque quatre cent cinquante mille employés du secteur travailleront 38 heures à partir du 1er janvier 1985 contre 40 heures actuellement. Contrairement à ce qui se passe en Allemagne fédérale, la nécessité de réduire la semaine de travail fait l'unanimité aux Pays-Bas entre le gouvernement de centre-droite, les syndicalistes et les employeurs.

Toutefois, chez le géant multinational Philips, le plus grand employeur du secteur privé avec 72 000 salariés, de longues négociations ont été rompues sans qu'un accord intervienne. Traditionnellement, d'autres industries considèrent Philips comme un exemple à suivre dans le domaine de la modernisation des conditions de travail.

En novembre 1982, les syndicats et le patronat néerlandais avaient conclu un accord historique au sein de la Fondation du travail, instance de concertation, sur le principe de la réduction de la semaine de travail. En attendant une mise en pratique, les syndicats avaient renoncé à la compensation automatique de l'augmentation des prix dans les salaires. En contrepartie, les employeurs s'étaient engagés à créer de nouveaux emplois si les résultats des entreprises le permettaient.

Depuis l'accord de 1982, la situation de bien des firmes néerlandaises s'est améliorée, et, ces derniers mois, les syndicats ont augmenté la pression pour que les employeurs réalisent enfin la réduction de la semaine de travail. Dans l'industrie métallurgique, cette réduction fonctionnera en tout cas de façon souple : les salariés devront être prêts à faire des heures supplémentaires si les carnets de commandes le requièrent.

Cependant le ministre des affaires sociales, M. Jang de Koming, vient d'annoncer qu'il pourrait contraindre des entreprises à appliquer la semaine de 38 heures afin de combattre le chômage, qui touche 850000 Néerlandais, soit 17 % de la population active. M. de Koming (chrétien-démocrate) veut ainsi éviter que les syndicats exigent des augmentations de salaire si les négociations sur la réduction de la semaine de travail échouent.

RENÉ TER STEEGE.

En RFA

SUSPENSION DES NÉGOCIATIONS DANS LA MÉTALLURGIE

La troisième série de négociations entre le patronat et le syndicat de la métallurgie sur la question des trente-cinq heures s'est terminée, le 8 juin, sans aucun accord. Les négociateurs se sont accordés quatre jours de réflexion avant de reprendre leurs discussions le 13 juin. Le principal négociateur patronal, M. Hans Peter Stihl, était cependant assez pessimiste vendredi soir, estimant que le conflit social durerait *« au moins jusqu'à la fin de la semaine prochaine »*.

Le représentant du syndicat IG Metall, M. Ernst Eisenmann, a déclaré, pour sa part, que le patronat n'avait *« pas avancé d'un millimètre »*. Ce dernier a rejeté, en effet, le plan proposé par les syndicats pour une réduction *« progressive »* de la durée hebdomadaire de travail. Le patronat est résolu à *défendre le principe* des quarante heures, tout en acceptant d'accorder deux heures par semaine pour les travailleurs en équipe.

● **0,1 % de hausse des prix en RFA.** – Le coût de la vie ouest-allemand a augmenté de 0,1 % en mai, annonce de façon définitive l'office fédéral des statistiques. Pour les douze derniers mois le taux d'inflation ressort à 2,8 %. – *(AFP.)*

● **Baisse du coût de la vie en Suisse.** – Les prix suisses à la consommation ont reculé de 0,2 % en mai. Le taux d'inflation pour les douze derniers mois s'établit à 2,9 % contre 3,2 % en avril. – *(AFP.)*

UN ARMATEUR NORVÉGIEN SONGE A CONSTRUIRE UN PAQUEBOT GÉANT

Londres *(AFP)*. – La construction d'un paquebot de croisière jaugeant de 200 000 à 250 000 tonnes et qui coûterait quelque 450 millions de dollars est projetée par l'armateur norvégien Knut *Utstein* Kloster, *d'Oslo*, propriétaire de l'ex-*France*, devenu *Norway*, apprend-on dans les milieux maritimes de Londres.

Plusieurs chantiers navals ont déjà été pressentis, en Extrême-Orient, en Allemagne fédérale et en Finlande, et une décision pourrait être prise au cours d'une réunion du conseil d'administration que M. Kloster a convoquée dans la capitale norvégienne pour le 26 juin.

Ce « super-paquebot », auquel a été donné le nom de code *Phoenix*, serait équipé de 1 700 à 2 000 cabines, capable d'emporter plus de 5 000 passagers, ce navire constituerait une véritable « révolution ». Les plus gros paquebots sortis jusqu'à présent des chantiers, le *Normandie* et le *Queen Mary*, ne jaugeaient en effet qu'un peu plus de 84 000 tonnes, et le plus important actuellement en service est le *Queen Elizabeth-2* (*67 140 tonnes*).

● **Projet d'alliance ICI-Cardo dans les biotechnologies.** – Le groupe chimique britannique ICI s'apprête à conclure un accord de « joint venture » dans les biotechnologies avec l'importante société agrochimique suédoise Cardo. Les premières bases de cet accord, qui porterait sur le développement en commun des recherches dans le génie génétique à usage agricole, pourraient être jetées d'ici un mois.

LE SORT DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Dans dix ans, Français et immigrés coexisteront harmonieusement

déclare Mme Georgina Dufoix au colloque du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes

« D'ici une dizaine d'années, s'il n'y a pas d'événements politiques de nature à troubler l'évolution actuelle, il n'y aura plus de problème de l'immigration. Français et immigrés coexisteront harmonieusement. » C'est ce qu'a déclaré Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'État chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, à l'issue d'un colloque sur l'immigration maghrébine organisé les 7 et 8 juin à l'Assemblée nationale par l'université de Paris III et le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM) (1). De nombreux universitaires participaient aux débats, présidés notamment par MM. Philippe Decraene, directeur de cet établissement, Jean Natiez, vice-président de l'Assemblée nationale, l'écrivain Tahar Ben Jelloun. Thème central : « Ces étrangers qui font aussi la France. »

Tour à tour, Mme Magali Morsy, maître assistant à la section des études arabes de Paris III, M. André Nouschi, de l'université de Nice, Mme Françoise Gaspard, député d'Eure-et-Loir et ancien maire de Dreux, Mme Aude Yung, syndicaliste CFDT, M. Hubert Lesire-Ogrel, charge de mission au cabinet de Mme Dufoix, les professeurs Bruno Etienne, d'Aix-en-Provence, et Sami Naïr, de Paris VIII, ainsi qu'une dizaine d'autres personnalités, sont intervenus sur les problèmes spécifiques de l'immigration maghrébine et de la deuxième génération.

Pour sa part, Mme Dufoix a souligné qu'il ne fallait pas se dissimuler que la plupart des étrangers établis en France y resteront. *« Comme l'ont prouvé de récents sondages,* a-t-elle ajouté, *les Français acceptent ce fait à plus de 65 %. Il faut à présent leur démontrer que la présence des immigrés est une chance pour notre pays. Car il n'y a rien de pire que de se replier sur soi-même, sur son propre modèle. L'apport le plus important des immigrés, c'est qu'ils nous interrogent à la fois sur nos pratiques parentales, familiales, sociales et culturelles, sur notre propre identité. »*

Sur ce *« sujet redoutable »*, M. Sami Naïr avait cité Hegel parlant d'une *« connaissance de soi, pour soi, pour nous »*, afin de définir une dialectique de la *« reconnaissance »* par l'autre. *« Seuls les immigrés de la deuxième génération*, avait-il déclaré, *peuvent engendrer un processus de lutte pour cette recherche d'identité. Ils n'ont d'ailleurs pas d'autre possibilité pour s'insérer dans une société qui, en cette période de crise, multiplie les ghettos et connaît les fantasmes de l'envahissement. Une société dont ils ont, bon gré, mal gré, assimilé la langue et la culture. »* Pour M. Naïr, il y a chez ces jeunes *« une mythologie du retour au pays qui se heurte aux réalités sociales »*. Et le premier problème, en fin de compte, n'est pas la réinsertion de jeunes Maghrébins dans la société musulmane, mais bien leur insertion dans la société du pays d'accueil.

Les solutions ? Pour M. Naïr, comme pour Mme Gaspard, il s'agit d'abord de faire comprendre aux Français que le destin des immigrés est désormais lié au leur.

Au cours de ces deux jours d'études, d'une très haute tenue, plusieurs orateurs avaient toutefois évoqué l'*« inadéquation entre le discours officiel et les réalités quotidiennes »*. Ils avaient souhaité que la bonne conscience de la gauche française, dans ce domaine, *« n'occulte pas les problèmes sociaux évidents »*.

J. B.

(1) Le CHEAM est une institution de recherches placée sous l'autorité du premier ministre et administrée par la Fondation nationale des sciences politiques.

Une mission d'aide à la réinsertion dans le pays d'origine

M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, et Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, ont décidé de créer une mission interministérielle d'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine. Cete mission a été confiée pour un an, jeudi 7 juin, à M. Paul Bouchet (1).

L'objectif, tel que l'ont défini M. Nucci et Mme Dufoix, consiste à *« mobiliser les responsables politiques et économiques français et étrangers, afin que la réinsertion devienne aussi un moyen de développement des pays d'origine »*.

La mission s'appuiera sur la direction des populations et des migrations, sur l'Office national d'immigration (ONI) et sur la Caisse centrale de coopération. Elle suscitera la création de centres de formation professionnelle dont l'enseignement sera adapté aux besoins réels, aux méthodes et aux habitudes des nations du tiers-monde. Le financement de ces opérations sera assuré en partie par le Fonds d'action sociale des migrants, et il sera fait appel à la collaboration des collectivités, et des associations non gouvernementales, *« vaste secteur,* a noté M. Nucci, *où l'on trouve d'immenses possibilités d'invention et de dévouement »*

Soulignant l'importance du dialogue Nord-Sud et les enjeux fondamentaux des pays en voie de développement, Mme Dufoix a rappelé que dans le cadre des restructurations industrielles, des dispositions étaient prises pour que les immigrés qui le souhaitent puissent réaliser leur réinsertion *« dans des conditions humaines, sociales et économiques conformes à leur dignité »*.

(1) M. Paul Bouchet avait été notamment le médiateur choisi par les jeunes grévistes de la faim lors du conflit des Minguettes à Lyon, en mai 1982. Depuis juillet 1983, il était président du Fonds d'action sociale des migrants (*le Monde* du 8 juillet 1983).

BATAILLE POUR LE CONTROLE DU STEAK HACHÉ

Deux groupes coopératifs se disputent la société Chiron

Le juge des référés d'Angers (Maine-et-Loire) a renvoyé, jeudi 7 juin, dos à dos le groupe coopératif normand Bocaviande et la Coopérative d'Ancenis (CANA), dans le conflit qui les oppose pour le contrôle de la société d'abattage Chiron SA à Cholet (Maine-et-Loire), surnommé le « roi du steak haché ».

Le juge des référés a décidé la mise sous séquestre d'une part de 15 % des actions de Chiron SA, à la demande de la CANA, et d'autre part de « 50 % plus une action » de la SOVIBA (Société des viandes de Bretagne et d'Anjou), filiale de la CANA, à la demande de Bocaviande.

La CANA conteste en effet le rachat par Bocaviande de 30 % des actions de Chiron à la famille Chiron parce qu'il annulait l'égalité de participation (35 % chacune) entre Bocaviande et la CANA au sein de Chiron. Elle réclame donc depuis le 15 mai la moitié de cette acquisition, soit 15 % de Chiron.

Bocaviande a riposté le 1er juin en réclamant à son tour au tribunal d'Angers une égalité de participation analogue dans une autre filiale commune de Bocaviande et la CANA, la SOVIBA, dans laquelle la CANA est majoritaire.

● **Grève des docker.** – La Fédération nationale des ports et docks CGT appelle à deux heures de grève au minimum le 12 juin dans les ports pour protester contre ce qu'elle appelle la *« répression policière »* au port de Bayonne. Les dockers de ce port ont bloqué le 8 juin les amarres de deux bateaux chargés de maïs sur les quais privés de la coopérative Maïseca. Deux pelotons de gardes mobiles sont intervenus et un affrontement a eu lieu. Trois dockers ont été blessés dont l'un a été hospitalisé et un policier a été légèrement atteint.

● **Les PTT et les PME.** – **Les PTT feront davantage appel aux sous-traitants et aux PME dynamiques car l'Etat** *« est du côté des industriels motivés »*, a déclaré le 8 juin à Lisieux, M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT. Les PTT vont contribuer à la création de six cents emplois dans les PME d'ici à 1986, qui eux-mêmes vont en générer huit cents supplémentaires en faisant appel à la sous-traitance, a indiqué le ministre qui visitait l'usine de la société ATG, spécialisée dans les armoires pour centraux téléphoniques.

LES AUTOBUS BRESTOIS EN GRÈVE « PÉRIODIQUE » DEPUIS SIX MOIS

De notre correspondant

Brest. – Les salariés des autobus brestois ont entamé leur sixième mois de grève : depuis décembre dernier, ils font grève un jour sur deux pour obtenir la semaine de trente-cinq heures. Soutenus par l'union locale CFDT, ils demandent l'application d'un protocole d'accord *signé en 1982* avec la direction de la compagnie de transports de la communauté urbaine, une filiale de la société Transexel. Cet accord prévoyait de ramener la semaine de travail, actuellement de trente-sept heures, à trente-cinq heures en 1984, – ce qui permettrait de créer quinze à vingt-deux emplois selon la CFDT, – vingt-quatre personnes ayant été embauchées lors du passage de quarante heures à trente-sept heures. Mais l'application de l'accord était subordonnée à des *« gains de productivité »*.

La direction estime que ceux-ci n'ont pas été obtenus, et n'accepte de réduire les horaires qu'à condition de diminuer de 6 % les salaires. *La CFDT, qui juge ce conflit « exemplaire »* refuse catégoriquement et propose de *« moduler »* les hausses de salaires à venir. La communauté urbaine de Brest, qui doit faire face à un déficit de 50 millions de francs a apporté son appui à la direction : (*« Les trente-cinq heures, pas question »*, a déclaré son président, M. Georges Lombard, (CDS).

GABRIEL SIMON.

LES ADMINISTRATEURS SALARIÉS DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE ONT REFUSÉ DE PARTICIPER A L'ÉLECTION DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Les cinq administrateurs salariés du Crédit commercial de France (2 pour la CGC, 1 pour la CGT, 1 pour FO et 1 pour la CFDT) ont refusé de participer au vote qui a porté mercredi 6 juin M. Claude Jouven à la présidence de la banque nationalisée, en remplacement de M. Daniel Deguen, a-t-on appris de source syndicale.

Ces administrateurs salariés au conseil du CCF, qui compte quinze membres, jugent *« brutal et inattendu »* le départ de M. Deguen, indique-t-on de même source. Ce remplacement, ajoute-t-on, est de nature à mettre en cause la bonne marche de la banque, où viennent de se succéder trois présidents en deux ans.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 4 au 8 juin

Relâche

M. Tennis, M. Météo et M. Bourse pouvaient, cette semaine, se donner la main. Ils étaient sur un pied d'égalité. Après avoir dominé, Yannick Noah a été éliminé par une méchante balle de Mats Wilander. Le soleil aussi a perdu son visage rayonnant retrouvé un très court instant, cela à cause des fantaisies d'une dépression tenace dont l'anticyclone des Açores ne vient pas à bout. Le marché parisien n'a pas mieux réussi. D'abord un peu plus dégagé, il s'est peu à peu recouvert. Les courants d'échange se sont rétréci comme peau de chagrin (moins de 150 millions de francs de transactions journalières), les cours ont lentement dérivé et le gain dérisoire (+0,4 %) acquis au départ a fondu à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont, de ce fait, pas beaucoup varié.

Dure, dure, cette semaine, pas tant pour les acteurs qui se sont produits sous les lambris que pour les malheureux commentateurs en quête du moindre potin pour agrémenter le brouet servi à leurs lecteurs.

Rien, il ne s'est vraiment rien passé. Prisonnière de ses doutes, la Bourse s'est littéralement figée dans un prudent attentisme. Mais faut-il s'en étonner ? L'encouragement aurait pu lui venir des Etats-Unis, d'où sont venus des vents plus favorables. A la veille du précédent week-end, l'état de santé de Wall Street, jusqu'alors très inquiétant, s'était considérablement amélioré. En d'autres temps, pas si lointains, le marché s'en serait réjoui. Cette fois, méfiant, il s'est contenté de soulever poliment son chapeau. A la réflexion, les motifs de satisfaction retenus outre-Atlantique ne lui ont pas semblé très convaincants. Quels étaient-ils ? Des rumeurs prêtant l'intention à la Réserve fédérale d'abaisser les taux d'intérêt, à l'Iran d'entamer des négociations pour éviter un désastre dans le golfe Persique. « *Soyons raisonnables* », disait-on autour de la corbeille.

De fait, s'il est apparu que la FED serait bien inspirée de desserrer l'étau du crédit pour empêcher que le verrou de la marmite monétaire, sous pression avec les problèmes de la dette sud-américaine, ne saute, rien n'indiquait, hélas, qu'elle soit pour autant disposée à se montrer plus conciliante. Ne disait-on pas, en haut lieu, que ce problème d'endettement était moins aigu qu'il y a deux ans ? Quant aux taux d'intérêt proprement dits, le sujet a été souvent évoqué au cours de ces cinq jours. Le moins que l'on puisse en dire est que les opinions divergent. Ce ne sont certes pas les divisions apparues à Londres, au cours du sommet des sept pays industrialisés sur la façon d'aborder les problèmes (dettes du tiers-monde, loyer de l'argent), qui ont permis d'y voir plus clair.

D'autre part, que penser de la situation au Moyen-Orient ? L'intensité du conflit a-t-elle, comme certains le croient, atteint un point culminant à partir duquel une détente pourrait s'amorcer ? L'idée est hardie, mais tout dépend des réactions imprévisibles des ayatollahs.

Que, dans ces conditions, une vague de scepticisme ait déferlé ces derniers jours sur la Bourse de Paris, gelant toutes les initiatives et contraignant celle-ci à camper sur ses positions, ne saurait vraiment surprendre. Le contraire l'eût été, d'autant que la méfiance des boursiers à l'égard de Wall Street était fondée. *Le doute aussi étreint le marché new-yorkais*, qui n'a pas répondu aux espoirs mis en lui.

Cela étant, doit-on pour autant accréditer la thèse selon laquelle Paris serait à la veille de connaître une très forte baisse ? *«Le marché est mûr pour la lessive»*, disait un professionnel. C'est une opinion, mais pour juger d'une situation, encore faut-il avoir tous les éléments d'appréciation en main.

D'après les savants calculs exécutés par des spécialistes boursiers, dont la qualité et le sérieux ne laissent aucune place à l'erreur, la Bourse de Paris apparaît beaucoup moins vulnérable que ses grandes concurrentes. La raison en est qu'elle arrive à la quatrième place seulement à l'échelon international en terme de rapport moyen cours-bénéfice, avec un ratio légèrement supérieur à 9. Tokyo arrive, *bien sûr, de très loin à la première place* (plus de 15), New-York à la deuxième (plus de 12), Londres à la troisième (un peu moins de 12). Seul Francfort se situe à un niveau comparable au nôtre. S'agissant de Paris et de Francfort, les calculs ont été faits en retenant dans chaque cas les bénéfices estimés pour 1984 d'une centaine d'entreprises cotées. Pour Londres et pour New-York, ce sont les résultats des quatre derniers trimestres d'un très grand nombre de sociétés qui ont servi de base. Comme on peut le constater, les places française et allemande ont encore de la marge devant elles, *et l'étude menée témoigne* du caractère, en définitive, peu excessif de la hausse enregistrée ici en 1983, dont une partie est à porter au compte du rattrapage. Et ce n'est pas fini. Les mêmes spécialistes ont fait d'autres calculs, de rendements comparatifs cette fois, sur la base des derniers dividendes votés. Il en ressort que Paris est premier avec un taux très supérieur à 4 %. Londres et New-York sont respectivement deuxième et troisième avec à peine plus de 4 %. Francfort est quatrième avec 3,9 %. Contrairement donc à une opinion assez généralement répandue, notre marché paraît donc posséder d'assez sérieux atouts, capables, sauf accident, de lui faire franchir une nouvelle étape de hausse. La conclusion de ces spécialistes est que notre marché n'a pas à éprouver de craintes. *Mais en a-t-il seulement eu ?*

Attentistes et vigilants, les boursiers l'ont été cette semaine. Mais leurs conversations ne trahissaient nulle inquiétude. L'oisiveté, qui est, dit-on, la mère de tous les vices, les a seulement conduits à papoter. Ils ont parlé des vitres du palais rendues transparentes comme l'eau claire – elles en avaient besoin, les pauvres, – par le service de nettoiement, et aussi de la Saint-Médard. Ils ont, tout de même, causé *un peu métier, en attirant l'attention sur les* progrès de Penarroya, qui, malgré une mauvaise et tenace image de marque, pourrait bien réserver des surprises, sur *les hausses suspectes* de Schneider et de Creusot-Loire. Enfin, l'on a entendu parler de cette fameuse reprise d'été. Juré, craché, elle aura lieu. Quand ? Pas tout de suite. *«Partez tranquilles en vacances. Rendez-vous en juillet»*, nous a répondu un professionnel. C'est gai pour les chroniqueurs, qui, eux, ne peuvent pas afficher «Relâche».

ANDRÉ DESSOT.

Matériel électrique services publics

Bon début d'année pour *Electrolux*. Pour les quatre premiers mois, le résultat après frais financiers nets a augmenté de 66 % pour atteindre 558 *millions de couronnes* sur un chiffre d'affaires accru de 14 % (à structure comparable) à 8,18 milliards de couronnes. Selon le président Sharp, la progression devrait se poursuivre mais à un rythme moins rapide en raison des possibles ralentissements de l'économie américaine et d'une demande européenne moins vigoureuse que prévu. Pour l'année entière, l'augmentation du bénéfice avant impôts devrait être de 28,6 % à 2 500 millions de couronnes.

	8-6-84	Diff.
Alsthom-Atlantique	208	– 3,80
CIT-Alcatel	1 270	– 8
Crouzet	107,50	– 6,5
Générale des Eaux	533	– 5
Intertechnique	1 505	+ 5
Legrand	1 885	– 5
Lyonnaise des Eaux	759	– 9
Matra	1 385	– 45
Merlin-Gérin	1 145	+ 75
Moteurs Leroy-Somer	338	– 57
Moulinex	97,10	+ 0,90
PM Labinal	321	+ 0,20
Radiotechnique	298	+ 1
SEB	420	+ 2
Signaux	807	– 33
Téléméc. Electrique	1 580	+ 15
Thomson-CSF	298	– 2
IBM	1 055	– 15
ITT	342,80	– 1,20
Philips	145	+ 5,10
Schlumberger	493	+ 19
Siemens	1 450	+ 69

Produits chimiques

	8-6-84	Diff.
Institut Mérieux	1 301	– 9
Laboratoire Bellon	682	– 33
Roussel-Uclaf	1 200	+ 50
BASF	610	+ 17
Bayer	628	+ 28
Hoechst (1)	617	+ 4
Imp. Chemic.	76,50	+ 1
Norsk Hydro	854	+ 24

(1) Compte tenu d'un coupon de 16 F.

LE « FAST FOOD » A LA CARTE

La carte de la Bourse de Paris va encore s'enrichir le 13 juin prochain. Ce jour-là, les actions du groupe américain MacDonald's, numéro un mondial de la restauration rapide, vont faire leur apparition au marché officiel du comptant.

Mais ce ne sera pas une première. MacDonald's est déjà coté à Wall Street, à la Bourse de Toronto et, en Europe, à Francfort et à Munich.

Créé en 1955 par M. Ray Kroc, MacDonald's s'est implanté dans trente-deux pays, dont douze européens, et ouvrira à l'automne prochain son huit millième restaurant. Seize établissements fonctionnent en France, dont un à Paris.

L'an dernier, la chaîne a réalisé un chiffre d'affaires mondial de 8,68 milliards de dollars (72 milliards de francs) accru de 11,2 %, sur lequel un bénéfice net de 343 millions de dollars (2,84 milliards de francs) a été dégagé (+ 14 %).

Métallurgie construction mécanique

Pour l'exercice clos le 15 avril dernier, la firme japonaise a enregistré une baisse de 12,90 % de son bénéfice net, revenu à 13,10 milliards *de yens pour un chiffre d'affaires* accru de 2,9 % à 574,61 milliards de yens. Le dividende est maintenu à 7,50 yens.

Les actionnaires de *Valeo* auront la faculté d'encaisser leurs dividendes (13,20 F par action pour 1983) sous forme de titres à créer *dont le prix a été fixé à 241 F* et la date de jouissance fixée au 1er janvier 1984.

	8-6-84	Diff.
Alspi	101	+ 11
Avions Dassault-B.	480	– 20
Chiers-Châtillon	27,90	+ 1,6
Creusot-Loire	27,50	+ 2,3
De Dietrich	380	
FACOM	801	– 19
Fives-Lille	273,40	– 10,1
Fonderie (Générale)	41,50	+ 0,90
Marine Wendel	98,20	– 2,30
Penhoët	640	+ 7
Peugeot SA	224,50	– 2,5
Poclain	42	– 0,80
Pompey	132,90	+ 2,90
Sagem	1 380	– 1
Valeo (1)	244,90	+ 7,10
Vallourec	66	– 1

(1) *Compte tenu d'un coupon de* 13,20 F.

Valeurs diverses

Le bénéfice d'*Ortiz-Miko* pour 1983 atteint 101 millions de francs (+ 4,1 %) pour un chiffre d'affaires de 2,88 milliards de francs (+ 11,5 %). *Ces résultats sont dans* la ligne des prévisions.

	8-6-84	Diff.
Accor	216,90	– 0,10
Agence Havas	730	– 21
L'Air Liquide	537	+ 15
Appl Gaz	280	– 13
Arjomari	411	+ 7
Bic	406,50	+ 5
Bis	298,90	– 7,10
CGIP	410	– 1
Club Méditerranée	889	+ 20
Essilor	2 548	+ 39
Europe 1	630	– 26
Hachette	1 380	– 45
L'Oréal	2 384	+ 5
Navigation Mixte	250	– 3
Nord-Est	50,20	– 0,80
Presses de la Cité	1 638	– 14
Sanofi	506	– 6
Skis Rossignol	1 332	– 33

Mines, caoutchouc, outre-mer

	8-6-84	Diff.
Géophysique	906	– 4
Imétal	96	+ 2,80
Michelin	760	– 30
Min. Pennaroya	62,40	+ 3,40
Charter	30,45	+ 0,05
INCO	107,50	+ 0,40
RTZ	84,10	+ 1,80
Zambia	2,39	– 0,02

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
Or fin (kilo en barre)	105 000	103 500
– (kilo en lingot)	104 500	103 550
Pièce française (20 fr.)	649	643
Pièce française (10 fr.)	436	438
Pièce suisse (20 fr.)	627	627
Pièce latine (20 fr.)	808	805
● Pièce tunisienne (20 fr.)	593	598
Souverain	765	762
Souverain Elisabeth II	774	785
● Demi-souverain	396	401
Pièce de 20 dollars	4 140	4 200
– 10 dollars	2 012,50	2 080
● – 5 dollars	1 300	1 301,25
– 50 pesos	4 045	4 085
● – 20 marks	732	732
– 10 florins	625	620
● – 5 roubles	400	396

Alimentation

Bongrain va augmenter de 64 % ses investissements en 1984 dont le montant atteindra 250 millions de francs. *Sur cette somme*, 70 % seront dépensés en France et 30 % à l'étranger. Les augmentations de capacité en retiendront *33 % et les* programmes de modernisation 66 %.

Si l'opportunité d'un rachat d'entreprise se présentait, l'argent nécessaire ne serait pas prélevé sur cet investissement.

Pour le premier trimestre, le chiffre d'affaires a progressé de 14,2 %. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à fin mai.

	8-6-84	Diff.
Béghin-Say	262	– 13
Bongrain	1670	+ 30
BSN G.-Danone	2560	+ 55
Carrefour	1324	+ 22
Casino	885	– 9
Cédis (1)	574	+ 8
Euromarché	670	– 5
Guyenne et Gasc.	302	+ 2
Lesieur	1210	+ 32
Martell	1810	+ 19
Moët-Hennessy	1519	– 4
Mumm	567	– 11
Occidentale (Gle)	639	+ 25
Olida-Caby	306	+ 16,20
Pernod-Ricard	764	– 21
Promodès	1659	+ 39
St-Louis-Bouchon	700	+ 24
C.S. Saupiquet	510	– 1
Source Perrier	360	– 19
Veuve Clicquot	2025	+ 14
Viniprix	680	– 48
Nestlé	21 880	+ 150

(1) Compte tenu d'un coupon de 34 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

La *Française des réassurances* porte son dividende pour 1983 de *9,62 à 10,25 F*. Son bénéfice après impôt est de 55,26 millions de francs (+ 31,5 %).

Codetel maintient à 14,25 F la rémunération de ses actions. Pour 1983, son bénéfice net est revenu à 117,99 millions de francs (contre 124,26 millions).

	8-6-84	Diff.
Bail Équipement	275	– 7
Bancaire (Cie)	487	+ 2
Cetelem	350	– 11
Chargeurs	343	+ 10,90
CFF	632	+ 11
CFI	237,50	+ 5,50
Eurafrance	828	– 17
Hénin (La)	338	+ 11
Imm. Pl.-Monceau	293	–
Locafrance	295	–
Locindus	677	+ 28
Midi	1 647	– 38
Midland Bank	223	+ 1
O F P (Omn. Fin. Paris)	811	+ 21
Parisienne de résc.	648	– 2
Prétabail	971	– 14
Schneider	93,70	+ 10,70
UCB	268,50	+ 0,50

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8-6-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1 814	– 46
7 % 1973	9 700	– 195
10,30 % 1975	91,80	+ 0,10
PME 10,6 % 1976	91,95	+ 0,05
8,80 % 1977	117	– 0,50
10 % 1978	91,05	– 0,25
9,80 % 1978	89,70	+ 0,10
8,80 % 1978	92,42	+ 0,02
9 % 1979	87,30	– 0,10
10,80 % 1979	93	– 0,50
12 % 1980	99,65	– 0,18
13,80 % 1980	102,50	– 0,01
16,75 % 1981	109,85	+ 0,10
16,20 % 1982	110,90	+ 0,20
16 % 1982	110,50	+ 0,18
15,75 % 1982	108,83	+ 0,33
CNE 3 %	3 629	+ 14
CNB bq. 5 000 F	102,30	– 0,01
CNB Paribas 5 000 F	102,30	– 0,10
CNB Suez 5 000 F	102,30	+ 0,08
CNI 5 000 F	102,04	– 0,06

Filatures, textiles, magasins

	8-6-84	Diff.
André Roudière	144	+ 3,5
FF Agache-Willot	175	+ 5,70
BHV	150,10	– 0,90
CFAO	630	– 12
Damart-Serviposte	1 725	– 15
Darty	940	+ 20
DMC	99,80	+ 0,80
Galeries Lafayette	185	+ 0,5
Nouvelles Galeries	104	+ 3
Printemps	150	– 4
La Redoute	1 141	+ 26
SCOA	63,10	+ 1,60

Bâtiment, travaux publics

	8-6-84	Diff.
Auxil. d'entreprises	865	
Bouygues	637	– 4
Ciment Français	253	– 3
Dumez	642	– 17
J. Lefebvre	135	
GTM	259	– 5
Lafarge	354	+ 5,90
Maisons Phénix	215	– 10
Poliet et Chausson	351,40	– 8,80
SCREG	181	– 2
SGE-SB	70	+ 5

Pétroles

	8-6-84	Diff.
Elf-Aquitaine	262	+ 1,90
Esso	699	– 23
Francarep	385	– 1,20
Pétroles (Française)	293	– 18
Pétroles B.P.	112,20	– 2,90
Primagaz	230	– 23,6
Raffinage	108	
Sogerap	551	+ 4
Exxon	407	+ 7
Petrofina	1 236	+ 22
Royal Dutch	509	+ 19

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 juin	5 juin	6 juin	7 juin	8 juin
RM	304 867	279 597	216 627	225 158	244 397
Comptant					
R. et obl.	1 208 801	1 325 884	1 421 861	1 209 233	1 120 482
Actions	38 272	29 813	391 309	50 493	60 659
Total	1 551 940	1 635 294	2 029 797	1 484 884	1 425 538

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

Franç.	113,4	113	112,9	113	–
Étrang.	93,1	96,7	93,6	93,1	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

Tendance	107,7	107,6	107,5	107,5	107

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	173,1	173,1	172,2	172,4	171,6

Mines d'or, diamants

Pour le premier trimestre les revenus des trente-trois mines d'or sud-africaines ont totalisé 2,35 mil*liards de rands, progressant ainsi* de 2,74 % par rapport au quatrième trimestre de 1983.

Le montant global des bénéfices d'exploitation n'a guère varié : 1,6 milliard de rands contre 1,05 milliard.

L'*Anglo American corp. of South Africa* annonce un dividende final de 85 cents faisant, pour l'exercice clos le 31 mars dernier, un total de 120 cents, contre 110 cents. Le bénéfice attribuable s'élève à 554,1 millions de rands, contre 506,8 millions.

	8-6-84	Diff.
Amgold	1 178	+ 17
Anglo-American	185,10	+ 6,80
Buff. Gold M	626	– 9
De Beers	68	– 3,75
Drief. cons.	375,	– 10
Free State	410	– 15
Goldfields	76,30	– 3,20
Gencor	205	– 1,80
Harmony	217,50	– 7,50
President Brand	450,10	– 18,90
Randfontein	1 495	– 45
Saint-Helena	346	– 11
Western Deep	608	– 15
Western Holding	509	– 30

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CFP (1)	287 138	89 118 020
Elf (1)	243 289	64 191 800
4 1/2 % 1973 (1)	24 520	45 171 780
Pernod-Ricard (1)	32 354	25 452 220
L'Air liquide (1)	43 224	22 962 600
Moët (1)	19 280	29 596 237
IBM	25 201	26 432 052
CNE 3 % (1)	12 225	44 366 257
BSN (1)	15 315	39 049 204
General Electric	52 702	28 197 536
Midi	14 846	24 512 887
Matsushita	292 394	21 361 025

(*) Du 1er juin au 7 juin inclus.
(1) Séance du 8 juin incluse.

● **Mécontentement des professionnels du commerce et de la réparation automobiles.** – La Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobiles (CSNCRA), qui a réuni son congrès à Nice, et qui regroupe 59 000 adhérents, menace d'organiser des manifestations. Elle proteste contre le blocage des prix, les charges fiscales et le poids excessif de l'administration. Les loueurs, *pour leur part, dénoncent la TVA*, trop élevée, les auto-écoles, la réforme du permis moto, et les garagistes, les barèmes de réparations. La crise touche aussi les réseaux de distribution, qui représentent 315 000 emplois.

Une fabrique de vidéodisques Sony aux Etats-Unis. – Le groupe japonais Sony va construire une fabrique de vidéodisques à laser à Terre-Haute dans l'Indiana. A cette fin, il prévoit de dépenser entre 15 et 20 millions de dollars (125 à 166 millions de francs). L'unité sera opérationnelle à l'automne 1985. Le *choix du site est fondé sur l'assu*rance donnée par l'Etat de l'Indiana de ne taxer Sony que sur les profits dégagés localement et non pas, comme il en a le droit, sur ses bénéfices mondiaux. La capacité de cette usine sera au début de un million de disques par an, et pourrait rapidement tripler. La clientèle sera exclusivement institutionnelle (organismes d'Etat, universités, entreprises).

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Un optimisme raisonné

Pour la première fois de l'année, Wall Street est parvenu cette semaine à maintenir le cap à la hausse sans échouer dans sa tentative. Amorcé le vendredi précédent, le mouvement de reprise s'est poursuivi, ne s'interrompant que deux jours seulement, mardi et vendredi. Finalement, à la veille du week-end, l'indice des industrielles s'établissait à 1 131,24 (+ 76,89 points).

Dire que l'optimisme est revenu autour du « Big Board » serait mentir. Le lancinant problème des taux d'intérêt est resté d'actualité. Les opérateurs ont été tour à tour rassurés par la détente, rendus inquiets derechef par la nouvelle poussée de fièvre, surtout perturbés par les déclarations contradictoires sur l'évolution desdits taux.

Cependant, la conviction, bien ancrée désormais, que la barre des 1 100 de l'indice Dow Jones constituait bien un seuil de résistance, l'a emporté sur toute autre sorte de considérations. Les déclarations rassurantes du président de la Fed sur la vigueur de l'économie et l'assainissement du système bancaire ont rencontré un accueil mitigé.

	Cours 1er JUIN	Cours 8 juin
Alcoa	34 3/4	34 1/8
ATT	15 1/2	15 1/8
Boeing	39 1/2	42 7/8
Chase Man. Bank	40 3/4	40 1/2
Du Pont de Nemours	47 3/8	47 1/4
Eastman Kodak	66 5/8	66 3/4
Exxon	40 3/8	40 5/8
Ford	38 3/8	37 5/8
General Electric	53 1/4	53 3/8
General Foods	51 1/2	54 1/4
General Motors	64 1/4	65 1/8
Goodyear	23 7/8	25 3/4
IBM	107 7/8	105 3/4
ITT	35	34 1/2
Mobil Oil	27 1/4	27 3/8
Pfizer	32 3/8	32 3/4
Schlumberger	48 3/4	50 5/8
Texaco	35 3/8	34 5/8
UAL Inc.	35 3/4	35 3/8
Union Carbide	53 7/8	53 1/4
US Steel	27 1/8	26 3/4
Westinghouse	21 3/4	21 7/8
Xerox Corp	38 1/8	37

LONDRES

Amélioration

Amorcé le 1er juin dernier, le mouvement de reprise s'est poursuivi une bonne partie de la semaine, mais la tendance s'est de nouveau renversée à la veille du week-end. Pour tout dire, le marché a vogué au gré des taux d'intérêt américain, remontant quand ces derniers baissaient et rechutant sur de nouveaux signes de tension. D'autre part, l'espoir d'un règlement du conflit des charbonnages, qui avait un moment contribué à fortifier les énergies, s'est atténué.

Indices «FT» du 8 juin : industrielles, 831,4 (contre 824,5) ; mines d'or, 672,3 (contre 698,1) ; Fonds d'Etat, 78.9 (contre 78,69).

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
Beecham	315	338
Bowater	260	248
Brit. Petroleum	498	505
Charter	218	216
Courtaulds	126	122
De Beers (*)	7,25	6,80
Dunlop	37	38
Free State Geduld	30 1/4	40
Glaxo	800	830
Gt. Univ. Stores	555	553
Imp. Chemical	562	564
Shell	670	670
Unilever	855	875
Vickers	149	157
War Loan	33 1/2	33 5/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Reprise

Plus confiant que Paris sur le rétablissement de Wall Street, en raison surtout du raffermissement du deutschemark, le marché s'est redressé, et l'indice de la Commerzbank a repassé la barre des 1 000, pour s'établir, vendredi, à 1 007,50, contre 988,30 le 1er juin.

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
AEG	94,50	98,50
BASF	162,60	164,70
Bayer	165,50	169,50
Commerzbank	154	158,70
Deutschebank	348	348,50
Hoechst	172,80	166
Karstadt	254	259
Mannesmann	139,50	143,10
Siemens	379,30	392
Volkswagen	184,80	193,50

TOKYO

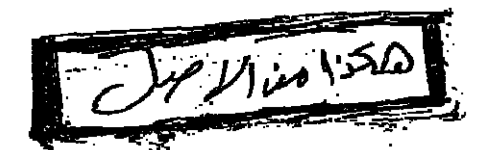
Redressement

Le rétablissement de Wall Street, fragile certes, mais encourageant, et le raffermissement du yen ont revigoré le marché, qui, pour la première fois depuis cinq semaines, s'est franchement orienté à la hausse.

Les échanges ont porté sur 1 927 millions de titres, contre 1 265 millions.

Indices du 8 juin : Nikkeï Dow Jones, 10 350,93 (contre 10 052,97) ; indice général, 798,61 (contre 777,64).

	Cours 1er juin	Cours 8 juin
Akaï	411	407
Bridgestone	555	580
Canon	1 150	1 190
Fuji Bank	815	930
Honda Motors	1 080	1 190
Matsushita Electric	1 660	1 730
Mitsubishi Heavy	230	241
Sony Corp.	3 240	3 270
Toyota Motors	1 290	1 350



Crédits-Changes-Grands marchés

L'euromarché

Le boulet de la dette américaine

Avec le soutien discret des eurobanques, qui ne tiennent pas à faire les frais de la politique du Fonds monétaire, le Mexique pourrait bien *s'évader de la camisole de force économique* dans laquelle le FMI l'a insérée. Celui-ci verrait d'un assez bon œil que les eurobanques réduisent les marges qu'elles prélèvent sur les crédits consentis au Mexique afin de soulager la situation financière du pays. Malheureusement, ce n'est pas en diminuant le bénéfice des banques que le fardeau mexicain sera allégé, *parce que la clé du problème* réside ailleurs. En outre, toute réduction de leurs profits ne ferait qu'accroître les difficultés dans lesquelles nombre d'entre elles se débattent actuellement.

Ce sont les *niveaux* trop élevés des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis et dans d'autres pays de l'OCDE qui, pour l'essentiel, rendent trop onéreux le service de la dette étrangère, non seulement du Mexique mais également de tous les pays en voie de développement. Aussi longtemps que le Libor à six mois et le *taux* de base bancaire aux Etats-Unis seront de 12,50 %, il est vain d'attendre une grande amélioration en ramenant de 1,75 % à 1,50 %, voire même à 1,25 %, le niveau des profits des banques.

En revanche, la situation financière des pays concernés s'améliorerait de façon spectaculaire et rapidement si le taux du Libor tombait à 8 %. Au cours des années 70, l'Amérique latine a pu s'endetter *sans* en subir d'effets fâcheux parce que, durant cette décennie, les taux d'intérêt réels sont restés négatifs par suite du niveau élevé de l'inflation dans les pays industriels, où s'élaborent non seulement les biens de production et de consommation mais également les taux d'intérêt à court terme. Il est peu probable que cette période bénie pour les emprunteurs revienne de sitôt. Mais il est aussi peu probable que les taux à court terme redeviennent négatifs, ne serait-ce que par suite de l'ampleur du déficit budgétaire américain. Son coût annuel pour la nation, qui, en intérêts versés sur la masse des bons et obligations du Trésor américain en circulation, ne coûtait que 20 milliards de dollars en 1970, va vraisemblablement atteindre près de 150 milliards de dollars cette année, soit pratiquement les trois quarts du déficit. En 1987, ce coût frôlera les 190 milliards de dollars... si le taux d'intérêt moyen est à l'époque de 6,2 % seulement !

On peut vraiment se demander, en considérant ces chiffres astronomiques, si les politiques de déflation qui parfois ont obtenu des résultats ne mènent pas vers une crise plus fondamentale. Au dix-neuvième siècle, le taux de la rente était de 2 ou 3 % parce que l'inflation était inexistante, et l'accumulation du capital suffisante. Celle d'aujourd'hui ne l'est plus pour financer l'expansion économique nécessaire et gigantesque du tiers-monde.

En l'absence de guerre génératrice de pression inflationniste très élevée, un taux d'inflation annuel moyen et contrôlé de 10 %, qui *permettrait en dix ans d'éponger* sans trop de douleur l'endettement de tout un chacun, n'est, tous comptes faits, peut-être pas plus périlleux que la cure de cheval qui est présentement *infligée à l'ensemble* de la planète et qui est susceptible de tuer le patient plutôt que de le guérir.

Au jour le jour

L'injection par la Réserve fédérale d'énormes liquidités dans le système bancaire américain afin de venir en aide aux banques en difficulté a temporairement freiné la hausse des taux d'intérêt à court terme. Le marché international des capitaux en a profité pour faire preuve d'une intense activité primaire cette semaine. Dès mardi, un grand nombre d'euro-émissions nouvelles ont vu le jour dans la partie du marché libellée en dollars des Etats-Unis.

Les emprunteurs, tout comme les eurobanques, savaient qu'ils ne bénéficieraient que d'un court répit et que la fenêtre entrouverte, grâce à l'action de la Fed, pouvait se refermer à *tout moment. Mais la situation* étant ce qu'elle est, le marché euro-obligataire se contente de vivoter au jour le jour et de tirer parti de la moindre occasion, dût-elle ne durer que l'espace d'une eurojournée. Effectivement, la courte euphorie a, mercredi soir, fait place à un certain désenchantement, et les cours qui s'étaient littéralement envolés ont commencé à se replier. Vendredi néanmoins, l'espoir était revenu par suite du bon comportement de New-York la veille.

Pas moins de neuf euro-émissions à taux d'intérêt fixe représentant un peu plus de 930 millions de dollars ont été lancées cette semaine. Cela comprend deux euro-emprunts dotés *de coupons « zéro », qui ont pu être* offerts dans le climat favorable qui régnait en début de semaine. La société américaine General Electric Credit a tout d'abord levé 105 *millions de dollars sur douze ans à* un prix de 25,55 pour donner un rapport à échéance légèrement supérieur à 12 %. Cette proposition n'a pas été trop mal reçue, parce qu'une émission antérieure du même emprunteur, dotée d'un rendement inférieur, était recherchée sur le marché secondaire. Par contre, la chaîne de grands magasins Sears Roebuck a été moins heureuse en offrant, toujours sans coupon, 102,5 millions de dollars sur quatorze ans à un prix de 20,50, c'est-à-dire l'équivalent à échéance d'un peu moins de 12 %. Les euro-obligations se traitaient, vendredi, avec une décote de 1,90 - 1,75.

Dans la partie plus traditionnelle du marché, une filiale de la First Federal of Michigan, l'une des grandes sociétés de dépôts et de prêts hypothécaires, se manifestait, mardi, avec une euro-émission de 125 millions de dollars sur cinq ans, à partir d'un prix de 99,875 et d'un coupon *annuel de 13,25 %. Offerte alors* que le marché était encore réceptif, la transaction, qui s'appuie sur un dépôt en garantie d'obligations de la Federal Mortgage (Ginnie Mae), *l'entité publique qui, aux Etats-*Unis, garantit les prêts hypothécaires, était déjà pratiquement placée alors que le marché a commencé à fléchir.

Malgré les doutes qui s'élèvent au sujet des banques internationales deux d'entre elles n'ont pas hésité à se présenter devant les investisseurs. La japonaise Industrial Bank of Japan (*IBJ*) a, sur sept ans, offert au pair 125 millions de dollars avec un coupon annuel de 13,875 %. IBJ est l'un des huit grands établissements bancaires internationaux, dont la dette bénéficie encore du prestigieux « AAA » de la part de l'agence américaine Standard and Poor's. Cet oscar flatteur et suprême a permis à IBJ de recueillir un beau succès. Son émission était même offerte, vendredi, avec une prime de 0,125 %. Par contre, l'autrichienne Zentralbank n'a pas été aussi heureuse avec son euro-emprunt sur sept ans de 100 millions de dollars, qui sera émis au pair avec un coupon annuel de 14 %. Il était recherché à la veille du week-end avec une décote de deux points.

La Compagnie bancaire, par suite de la présence impérative d'un swap sous-jacent, a dû lancer mercredi, au moment même où le marché commençait à *se détériorer*, une euro-émission de 75 millions de dollars. D'une durée légèrement inférieure à cinq ans, elle a été offerte à un prix de 99,75 avec un coupon annuel de 13,875. La *Compagnie bancaire*, dont la dette est classée « AA + » par Standard and Poor's est l'une des meilleures sociétés financières du monde. Malheureusement, celaci *est encore mal connu sur la scène in*ternationale, et sa taille est peut-être insuffisante. Cela combiné avec le marché devenu mauvais lors du lancement de l'euro-emprunt, s'est traduit *par une méchante décote de* 2,90 - 2,50 sur le marché gris.

Une des caractéristiques actuelles du marché international des capitaux est qu'il bénéficie encore d'une bonne demande. Les investisseurs sont présent, lorsqu'on leur offre des coupons attrayants et du papier de bonne qualité. Jeudi, alors que l'ambiance était devenue franchement maussade, All Nippon Airways, la société des lignes intérieures japonaises, a placé en quelques heures une émission euro-obligataire de 100 millions de dollars et d'une durée de dix ans. Garantie par l'Industrial Bank of Japan, elle a été proposée au pair avec un coupon annuel de 14 %. Une grande partie de l'opération a été écoulée facilement en Extrême-Orient.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Le dollar quand même...

En net repli quinze jours durant, passablement ébranlé par la tempête qui balaya les places financières mondiales à la veille du dernier week-end de mai, affecté par les craintes au sujet de l'endettement de *l'Amérique latine, le dollar, après un* fléchissement initial, s'est nettement ressaisi au cours de la seconde partie de la semaine sous revue, terminant en hausse d'un vendredi sur l'autre.

Au départ, le mouvement de baisse amorcé précédemment se poursuivait. Après l'incident de la *Bolivie, qui suspendait unilatérale*ment le paiement de sa dette, c'est l'Equateur qui demandait et obtenait le rééchelonnement d'une partie de sa dette extérieure. En outre, les marchés restaient sous le coup des rumeurs incontrôlées courant à la veille du week-end précédent, sur une baisse éventuelle du taux d'escompte officiel des Etats-unis (voir en rubrique marché monétaire et obligataire). Puis l'annonce de nouveaux incidents dans le golfe Persique venait tout de même rappeler aux opérateurs que, en période troublée, le dollar constitue un bon refuge. Ensuite, la nouvelle de *l'ouverture officielle de pourparlers* entre les banques internationales et le Mexique pour le rééchelonnement de la dette extérieure de ce pays, contribuait à atténuer les craintes en ce domaine. Enfin, les remous sur le loyer de l'argent à court terme aux Etats-Unis et la déclaration de M. Feldstein, chef (jusqu'au 11 juillet) des conseillers économiques de *la Maison Blanche*, sur une reprise de la hausse de ces taux renforcent encore la monnaie américaine.

Ajoutons que, au moment où l'incertitude la plus complète règne sur les projets belliqueux de l'Irak et de l'Iran, les opérateurs internationaux n'ont aucune envie d'être « courts » en dollars. Les rumeurs, encore elles, qui couraient huit jours auparavant sur d'éventuels « états d'âme » des dirigeants iraniens ont *fait long feu. Tous ces facteurs ont* contribué à raffermir le « billet vert », qui, vraisemblablement, continuera à être recherché tant que les marchés n'auront pas d'indications précises sur l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis, et tant que les hostilités se poursuivront dans le golfe Persique.

Toujours de l'autre côté de l'eau, le dollar canadien battait ses records de baisse vis-à-vis du grand voisin, par *suite d'un creusement du déficit* de la balance des paiements du Canada. En conséquence, il a fallu donner 1,30 dollar canadien pour 1 dollar des Etats-Unis : un record historique.

En Europe, le deutschemark s'est affaibli par rapport à la monnaie américaine, en raison de la poursuite de la grève des métallos en RFA et de l'échec des tentatives de règlement du conflit qui se sont succédé jusqu'à présent.

Sur le marché de l'or, en dépit des tensions dans le Golfe, le cours de l'once, qui a frôlé les 395 dollars en milieu de semaine, est retombé à 387 dollars à la veille du week-end. Pour la banque Louis-Dreyfus, dans sa revue mensuelle des mines d'or (numéro de juin 1984), le « doute » concernant la capacité de la Fed à *lutter efficacement contre l'inflation* tout en s'abstenant de « casser » la reprise économique par des taux élevés, est de nature à peser sur le dollar et à accroître sa vulnérabilité. *« Une telle évolution ne serait pas défavorable aux cours de l'or, qui pourraient encore améliorer leur position. »*

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1er JUIN AU 8 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,3960	–	12,0445	44,4543	37,0851	1,8162	32,8731	0,0596
	1,4020	–	12,0992	44,8229	37,2162	1,8265	33,0360	0,0600
Paris	11,5902	8,3025	–	369,08	307,89	15,0790	272,93	4,9507
	11,5875	8,2650	–	370,46	307,59	15,0959	273,04	4,9580
Zurich	3,1403	2,2495	27,0943	–	83,4229	4,0855	73,9480	1,3421
	3,1279	2,2310	26,9933	–	83,0294	4,0749	73,7033	1,3383
Francfort	3,7643	2,6965	37,4791	1,1987	–	4,8973	88,6423	1,6088
	3,7671	2,6870	32,5106	1,2044	–	4,9078	88,7677	1,6119
Bruxelles	76,8637	55,06	6,6317	24,4765	20,4190	–	18,0999	3,2852
	76,7595	54,75	6,6243	24,5406	20,3759	–	18,0872	3,2843
Amsterdam	4,2465	3,0420	36,6394	135,23	112,81	5,5248	–	1,8150
	4,2439	3,0270	36,6243	135,68	112,65	5,5288	–	1,8158
Milan	2339,60	1676	201,86	745,05	621,54	30,4395	550,95	–
	2337,13	1667	201,69	747,20	620,39	30,4475	550,71	–
Tokyo	323,31	231,60	27,8955	102,95	85,8891	4,2063	76,1341	0,13818
	322,60	230,10	27,8403	103,14	85,6345	4,2027	76,0159	0,1380

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 juin, 3,5848 F contre 3,5919 F le vendredi 1er juin.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE

8 juin 1984

LIRE ITALIENNE, MARK ALLEMAND, FLORIN NÉERLANDAIS, FRANC FRANÇAIS, LIVRE IRLANDAISE, COURONNE DANOISE, FRANC BELGE

+0,75 / +0,50 / % / 0 / −0,25 / −0,50 / −0,75 / −1 / −1,25 / −1,50 / −1,75 / −2,00 / −2,25

Plafond / Plancher

*Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

En attendant Godot

Au sommet de Londres, dominé par le problème de l'endettement du tiers-monde, et notamment celui de l'Amérique latine, les Européens ont mis en cause les intérêts américains. La réponse des États-Unis, comme il est fréquent dans ce grand pays, a été tout à fait contradictoire : le président Reagan a assuré que le mouvement de hausse allait se retourner *« avant la fin de l'été »*, tandis que, pour le chef de ses conseillers économiques (démissionnaire), M. Martin Feldstein, ce mouvement va reprendre d'ici à la fin de l'année, et, en tout état de cause, le loyer de l'argent outre-Atlantique restera *« très élevé cette année et l'année prochaine »*. M. Feldstein a tout de même concédé qu'une baisse des taux pourrait se produire si la réduction du déficit budgétaire américain était beaucoup plus importante qu'envisagé.

Le plus piquant est que ni l'un ni l'autre, pas plus le président que son conseiller, n'en savent rien et n'y peuvent rien, parce que le seul qui, au sommet de Londres, aurait pu donner une réponse, est M. Paul Volcker, le président de la toute-puissante Réserve fédérale des États-Unis (Fed), l'institution qui détient, véritablement, la clé du problème.

Ce problème, nous l'avons défini la semaine dernière : comment alléger le fardeau de la dette extérieure du tiers-monde en réduisant les taux, sans risquer, ce faisant, de déchaîner à nouveau tous *les démons de l'infla*tion, prêts – comme tout bon démon – à sortir immédiatement de leur cage ? Cela s'appelle un dilemme, c'est-à-dire le choix entre deux solutions également mauvaises.

Il est parfaitement exact que la hausse des taux américain – 2,5 % à 3 % depuis le début de l'année 1984 – est en train de compromettre tous les schémas de rééchelonnement des dettes de l'Amérique latine, sans parler de celles de l'Afrique, et laisse planer une menace sur les banques américaines au cas où les débiteurs refuseraient de payer.

Il est non moins exact qu'aux Etats-Unis la demande de crédits émanant des entreprises et des particuliers est toujours forte – trop, selon les critères de la Fed. Seul un ralentissement marqué de l'expansion de l'économie américaine pourrait permettre aux autorités fédérales de relâcher un peu la bride et d'éviter une nouvelle tension, voire d'obtenir un léger reflux, que les anticipations habituelles des marchés pourraient amplifier.

Mais il faut attendre encore quelque temps, voire quelques mois, pour s'assurer que si ce ralentissement qui semble s'amorcer sera bien *réel. A l'heure actuelle, aux Etats-*Unis et ailleurs, tout le monde « attend Godot », ce personnage de la célèbre pièce de Samuel Beckett qui doit toujours arriver... Ainsi en est-il de la baisse des taux. Dans l'immédiat, à New-York, on a eu une heureuse surprise avec la contraction inattendue de la masse monétaire M 1, qui a diminué de 2,4 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 28 mai, alors que les opérateurs tablaient sur une augmentation d'au moins 1 milliard.

Dans l'immédiat également, M. Volcker, qui a récemment joué les « pompiers volants » auprès des banques américaines, s'efforce de désamorcer la bombe de l'endettement du tiers-monde. Comme nous le laissions entendre la semaine dernière, citant un journal mexicain, les banques américaines ont annoncé, mardi 5 juin que en raison *« des progrès substantiels réalisés par le Mexique sur la voie du redressement »*, des négociations venaient d'être officiellement engagées entre ce pays et ses banques créancières, avec pour objectif l'étalement sur une plus large durée des énormes échéances comprises entre 1985 et 1988. Ces négociations ont reçu l'appui de M. Volcker, qui envisage, avec M. de Larosière, directeur général de Fonds monétaire international, d'appliquer le même traitement au Brésil. Ce dernier pays, au surplus, ne vient-il pas d'affirmer, par la voix de son ministre des affaires étrangères, qu'il n'est pas question, pour lui, de suspendre ses paiements sur sa dette extérieure ?

Plutôt mou

Sur le marché obligataire de Paris, le sentiment général, cette semaine, est à la mollesse. Les rendements restent stables. l'activité est moyenne et l'ardeur des souscripteurs très modérée. Il faut dire que, la semaine précédente, ces souscripteurs s'étaient littéralement rués sur les deux tranches de l'emprunt EDF de 3,5 milliards de francs,au point que, la veille de ce week-end, ils recherchaient encore du « papier », surtout de la tranche à taux fixe : ce n'est pas le cas pour l'emprunt de la Banque européenne d'investissement, lancé il y a quinze jours. Il n'a pas pris du tout, et la fin de son placement s'avère difficile.

Pour la période sous revue, on a relevé une émission du Comptoir des entrepreneurs, 1 milliard de francs à taux fixe (13,90 %), à laquelle il a été réservé un bon accueil, sans plus. Le traitement a été similaire pour les 600 millions de francs du Crédit général industriel, à taux révisable tous les trois ans (TR 3), de même que pour les 300 millions de francs à 13,90 % de FINEMEP (Société pour le financement des sociétés d'économie mixte). Cette semaine, *le marché n'avait pas vraiment d'appétit.*

FRANÇOIS RENARD.

Les matières premières

Repli du zinc et du caoutchouc

Les négociants et les utilisateurs de matières premières ont adopté une attitude d'expectative. Trop d'éléments d'incertitude subsistent, relatifs à l'évolution des taux d'intérêt et aux décisions qui pourraient, croit-on encore, être prises à la réunion de Londres. *La tension accrue* qui s'est manifestée dans le conflit entre l'Iran et l'Irak n'a apporté aucun stimulant aux métaux précieux.

METAUX. – *Pour la première fois depuis quelques semaines, les cours du zinc ont fléchi; ils sont revenus en dessous de 800 livres la tonne à Londres. Durant le premier trimestre, la consommation mondiale de métal s'est accrue de 12 %. Les stocks mondiaux se situent actuellement à un niveau peu élevé. Ce mouvement de baisse ne semble donc pas appelé à se poursuivre, estiment les négociants.*

L'étain a peu varié à Londres, toujours soutenu par les achats du directeur du stock régulateur. Les pays non membres de l'accord international, donc non soumis aux quotas d'exportation, augmentent leurs ventes sur le marché mondial.

Le plomb a été, cette semaine, le métal le plus favorisé, effaçant, et bien au-delà, son repli précédent. Ce renversement de tendance semble provoqué par l'invocation de la clause de force majeure par un important producteur américain, pour réduire ou reporter ses livraisons de métal, en raison d'une grève qui paralyse certaines de ses installations.

Repli des cours du cuivre au Metal Exchange de Londre, malgré la baisse persistante des stocks britanniques de métal et des retards dans les expéditions en provenance de Zambie.

CAOUTCHOUC. – *Nouvelle et sensible baisse des cours du naturel sur les différents marchés, qui dépasse maintenant depuis le commencement de l'année 20 %. La demande donne des signes de ralentissement avec la poursuite de certains conflits du travail. En outre, les achats pour compte soviétique et japonais ont diminué.*

DENREES. – *Une reprise, certes encore timide, s'est produite sur le marché du sucre, mais se confirmera-t-elle ? La prochaine récolte mondiale, évaluée en augmentation de 7,5 millions de tonnes sur la précédente, ne manquera pas d'accroître les excédents, d'autant que la consommation ne suivra pas.*

Le mouvement de baisse a continué sur le marché du café, mais à un rythme ralenti. La récolte mondiale de la saison 1984-1985 est estimée par le département américain de l'agriculture à 92,5 millions de sacs, en augmentation de 2 % sur celle de 1983-1984.

LES COURS DU 8 juin 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 007,50 (1030) ; à trois mois, 1 028,50 (1 045,50) ; étain comptant, 9 096 (9 065) ; à trois mois, 9 026 (9 012) ; plomb, 341 (325,50) ; zinc, 751 (803) ; aluminium, 932,50 (962,50) ; nickel, 3 450 (3 470) ; argent (en pence par once troy), 653 (673,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 62,85 (64,25) ; argent (en dollars par once), 9,15 (9,26) ; platine (en dollars par once), 393,1 (397,1). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,19 (29,16).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, juillet, 82,95 (84,60) ; octobre, 79,50 (81). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), août, 453 (451). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, 51,30 (50,30).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 645-660 (665-685). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 206-207,50 (212,50-213).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, juillet, 2 469 (2 616) ; septembre, 2 512 (2 645) ; sucre, juillet, 5,87 (5,83) ; septembre, 6,15 (6,14) ; café, juillet, 148,79 (144,35) ; septembre, 148,41 (144,25). – **Londres** (en livres par tonne sauf le sucre en dollars) : sucre, août, 159,40 (158,80) ; octobre, 167,80 (166,60) ; café, juillet, 2 250 (2 330) ; septembre, 2 252 (2 305) ; cacao, juillet, 2 003 (2 077) ; septembre, 1 961 (2 047). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 342 (2 425)) ; décembre, 2 125 (2 180) ; café, juillet, 2 688 (2 800) ; septembre, 2 588 (2 730) ; sucre (en francs par tonne), août, 1 416 (1 365) ; octobre, 1 462 (1 415) ; tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), juillet, 185,90 (195,40) ; août, 188,70 (197,40). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 152 (156) ; août, 145 (154).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, juillet, 353 3/4 (356 1/2) ; septembre, 359 3/4 (360 1/2) ; maïs, juillet, 347 1/2 (350 3/4) ; septembre, 320 1/2 (327 1/4).

INDICES. – Moody's, 1 071,90 (1 077,20) ; Reuter, 1 955,20 (1 974,20).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. Le sommet de Londres.

FRANCE

8-9. Les élections européennes.
11. SPORTS.

CULTURE

12. Le Campagnol et la Carriera répètent l'Enclave des papes.

ÉCONOMIE

15. La dixième conférence du Conseil mondial de l'alimentation.
16. La revue des valeurs.
17. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (14)

Carnet (14); « Journal officiel » (14); Programmes des spectacles (13); Météorologie (14); Mots croisés (12).

M. JEAN-MARIE LE PEN invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le *Grand Jury RTL-le Monde* », dimanche 10 juin de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien député de la Seine, qui conduit aux élections européennes la liste du « Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries », répondra aux questions d'André Passeron et de Bernard Brigouleix, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE AU « MONDE »

M. Savary est désapprouvé par la FEN

Les déclarations de M. Savary au « *Monde* » le 8 juin sur l'école privée suscitent, parmi les organisations de gauche, des réactions contradictoires. Le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) désapprouve clairement le ministre de l'éducation nationale, qui, selon lui, « *tente en pure perte d'apaiser les courants réactionnaires qui s'agitent autour de la question de l'école* ». M. Savary « *fait une lecture de la loi qui minimise la volonté qui s'est exprimée au Parlement* », ajoute le SNI, qui rappelle sa « *détermination à combattre tous les risques de recul* ».

M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), est intervenu dans le même sens le 8 juin à Strasbourg, précisant : « *Nous veillerons à ce que l'application du projet de loi n'aboutisse pas à pérenniser le dualisme scolaire. Il faut converger vers un seul système éducatif.* »

En revanche, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, estime dans une déclaration au *Courrier de l'Ouest*, que « *le gouvernement a souhaité par cette loi parvenir à la paix scolaire dans l'intérêt des enfants et dans le souci de concorde nationale (...).* » *Cette loi*, ajoute-t-il, *ne touche ni aux conditions ni à l'originalité, en particulier religieuse, des établissements scolaires privés. Ni le caractère propre ni l'autorité du chef d'établissement ne sont en cause.* » Pour M. Jospin, la manifestation du 24 juin traduit « *un combat d'arrière-garde* ». « *Il serait souhaitable*, selon lui, *que l'Église catholique ne se prête pas à cette opération d'agitation politique de la droite.* »

Une mise au point de M. Gallo

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a estimé nécessaire de faire une mise au point à la suite des commentaires suscités par les propos de M. Savary. « *Certains commentateurs*, explique-t-il, *affirment craindre que la loi Savary n'aboutisse en quelque sorte à un retour à ce qu'est la réalité de la loi Debré. Les mêmes admettent que le financement de l'enseignement privé est garanti à 97,5 % et que seuls sont en cause 500 millions sur 18 milliards. Ces derniers 2,5 % ne seront en débat qu'en 1993, ce qui d'ailleurs ne permet à personne de conclure qu'ils ne seront pas versés.* » M. Gallo s'étonne de « *cette chasse aux arguments les plus étranges. On reproche en effet à la loi Savary de n'être qu'une loi Debré bis et on manifesterait pour cela* ». « *Où seraient*, ajoute M. Gallo, *les manquements à la liberté et les manquements à la parole donnée ? Comment de tels arguments peuvent-ils justifier une manifestation nationale qui, d'ores et déjà, est caractérisée par les soutiens qu'elle suscite ?* »

LE LANCEMENT DE « DISCOVERY » EST REPORTÉ

Washington (AFP). — Le premier vol de *Discovery*, troisième exemplaire de la navette spatiale américaine, qui était initialement prévu pour le 19 juin puis avait été repoussé de trois jours, n'aura pas lieu avant le 25 juin, a annoncé la NASA le 8 juin.

Le revêtement interne d'une pompe située dans l'un des trois moteurs principaux de la navette s'est en effet décollé, ce qui obligera les spécialistes de la NASA à remplacer la pompe défectueuse.

M. CHIRAC APPELLE A LA MANIFESTATION POUR LES ÉCOLES PRIVÉES DU 24 JUIN

A Nantes, où il participait à une réunion électorale, vendredi soir 8 juin, M. Jacques Chirac « *en tant que maire de Paris* », a appelé « *toutes les Françaises et les Français à venir à Paris, le 24 juin, et à manifester, dans le calme, avec sérénité et avec cérémonie* », pour la défense de l'enseignement privé.

Il a souhaité « *ardemment* » que cette manifestation « *rassemble le plus grand nombre de personnes* » possible, avant d'ajouter : « *Le maire de Paris fera tout pour faciliter les choses. Je ne doute pas de l'ampleur de la manifestation que je souhaite immense.* »

Une démarche du groupe socialiste de l'Assemblée nationale

LA RÉFORME DE L'ORDRE DES MÉDECINS POURRAIT REDEVENIR D'ACTUALITÉ

Les jours de l'ordre des médecins sont-ils comptés ? Un communiqué du groupe socialiste à l'Assemblée nationale pourrait le laisser croire. Inquiets « *de la multiplication du nombre des procès engagés à l'encontre des médecins* » qui refusent de payer leurs cotisations, les élus socialistes, au cours d'une rencontre avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, « *ont insisté pour qu'un projet de loi soit déposé dans les plus brefs délais par le gouvernement afin de mettre un terme — conformément à l'un des engagements de M. François Mitterrand en mai 1981 — aux pouvoirs exorbitants de cet ordre professionnel, notamment en matière de compétence, de représentativité et de réglementation* ». Et, fait nouveau, les députés socialistes indiquent « *avoir pris acte de la volonté du secrétaire d'Etat de voir, dans un proche avenir, aboutir la réflexion à ce sujet* ».

La *multiplication des procès entre* des médecins, persuadés, depuis 1981, de la disparition de leur ordre, et les conseils départementaux était prévisible. Elle place le gouvernement dans une situation bien embarrassante. A cet égard, la démarche du groupe socialiste et la réponse du secrétaire d'Etat à la santé ne manquent pas d'intérêt. Depuis 1981, en effet, la suppression de l'ordre était jugée inopportune. Elle l'était d'autant plus que le Conseil national avait su adopter une attitude moins conservatrice que par le passé et que l'agitation dans les milieux hospitaliers rendait politiquement délicate une telle suppression.

Toutefois, le décalage entre le conseil national et de nombreux *conseils départementaux*, joint au mécontentement grandissant des *médecins contestataires*, rendait cet équilibre instable. On précisait, en 1982, au *ministère de la santé*, avoir, par écrit, « *attiré l'attention* » des responsables ordinaux sur le problème posé par les poursuites judiciaires. Le peu d'efficacité des injonctions ministérielles pourrait expliquer la nouvelle position du gouvernement.

Pour sa part, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la *solidarité nationale*, rencontrera, le samedi 16 juin, le docteur Raymond Villey, *président du Conseil national*.

J.-Y. N.

Citroën réclame à nouveau des licenciements

La direction de Citroën vient à nouveau de réclamer des licenciements dans ses usines parisiennes et de refuser fort nettement toute réduction de la durée du travail, contrairement aux *suggestions* de M. Bérégovoy. C'est donc maintenant aux *pouvoirs publics* de faire connaître leur décision.

En effet, la firme vient de réitérer ses demandes de licenciements — *portant selon elle sur 2300* personnes, compte tenu du nombre restreint (400 environ) de travailleurs immigrés intéressés par un retour dans leur pays d'origine — auprès des directions départementales du travail des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis.

La société précise qu'elle ne veut pas s'engager dans une réduction de la durée du travail, les études «sérieuses et fouillées» qu'elle a menées montrant que celle-ci aurait « *un coût très sérieux, diminuerait sa compétitivité, réduirait le montant de ses exportations nettes et risquerait d'entraîner des conséquences graves pour les salariés* ». D'autre part, elle demande que les pouvoirs publics fassent connaître d'« *urgence* » leur décision et en tout cas « *avant le délai d'un mois prévu par la législation du travail* ». « *Voilà déjà cinq mois que le processus de réduction d'effectifs est engagé. Une période aussi longue d'incertitude ne peut que nuire à la paix dans les usines et à la productivité de l'ensemble. Tout retard dans la décision se traduit, à chômage identique, par un surcoût pour l'entreprise de plus de 20 millions de francs par mois. Un programme d'investissements très important doit être prochainement lancé à Aulnay. Il n'aurait, bien entendu, aucun sens et ne serait donc pas réalisé si les licenciements étaient encore retardés.* »

Démission de M. Fritz Leutwiler président de la Banque nationale suisse

Le conseil fédéral (gouvernement) helvétique a annoncé que M. Fritz Leutwiler, président de la Banque nationale suisse, quitterait à sa demande ses fonctions à la fin de l'année. Dans une lettre adressée au conseiller (ministre) pour les finances, M. Otto Stich, M. Leutwiler a déclaré qu'il avait depuis longtemps l'intention de se retirer bien avant l'âge de la retraite (soixante-cinq ans). Il est actuellement âgé de soixante ans, et préside depuis dix ans l'institut d'émission suisse. Depuis 1982, il est également président de la Banque des règlements internationaux de Bâle, successeur du Dr J. Zijlstra, ancien gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas. Il devra aussi quitter ce poste à la fin de l'année.

Par sa compétence et l'autorité *qu'il en retire, M. Fritz Leutwiler* aura, pendant les dix ans troublés (pour le monde extérieur) pendant lesquels il a présidé la Banque nationale suisse — un des rares instituts d'émission encore indépendant du pouvoir politique, — pleinement assumé un rôle et des responsabilités à la mesure de la grande puissance monétaire, une des toutes premières du monde, qu'est la Suisse. Il a su d'abord préservé l'essentiel en assurant aussi longtemps que cela a été tolérable une quasi-stabilité des prix à son pays au milieu d'un océan d'inflation.

Pendant les années qui suivirent le « premier choc pétrolier », la Suisse aura connu un *taux d'inflation* ne dépassant pas... 1 %. Quand, à l'automne de 1978, la chute du dollar, se traduisant par une revalorisation du franc suisse, de plus en plus dangereuse pour l'industrie nationale tourne à la catastrophe, *M. Leutwiler*, dans un bref communiqué qui restera dans les annales de *l'histoire monétaire*, fit savoir qu'il arrêtait le jeu, et que désormais l'*objectif* de la *stabilité passerait* après celui des intérêts de l'économie *nationale. Cela dit*, les résultats en ce qui concerne les prix ont encore *été meilleurs que* dans les autres pays, et la Suisse ne connaît *toujours pas le chômage*.

En tant que président depuis 1982 de la BRI, M. Leutwiler aura activement participé à la mise en place des contre-feux qui ont empêché jusqu'à ce jour la crise de l'endettement international de dégénérer. C'est lui qui a notamment organisé les crédits relais de *la BRI* permettant à un pays débiteur d'attendre l'intervention du FMI, que M. Leutwiler a soutenu dans ses efforts, tout en faisant récemment allusion — audace inhabituelle — au caractère probablement irrécouvrable de certaines créances.

Selon des rumeurs non confirmées, M. Pierre Languetin, l'un des deux vice-présidents de la Banque nationale suisse, pourrait succéder à M. Leutwiler, lequel pourrait prendre la présidence du groupe Brown Boveri.

P. F.

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOL AU VOLANT

Pas d'éthylotests avant la fin de l'année

M. Pierre Mauroy a demandé aux commissaires de la République de coordonner pendant le week-end de Pentecôte les contrôles routiers sur l'alcoolémie. Cent soixante-cinq personnes étaient mortes sur les routes durant ce week-end en 1982 et cent huit en 1983.

« *Contrôlez-vous avant, avant d'être contrôlé.* » Après « *Un verre ça va, trois verres bonjour les dégâts* », tel est le slogan de la nouvelle campagne anti-alcoolique, financée pour un montant de 5 millions de francs par les pouvoirs publics, que vient de présenter M. Pierre Mayet, délégué interministériel à la sécurité routière.

On connaît les chiffres de l'hécatombe : 40 % de tous les accidents de la route sont liés à la consommation d'alcool, soit 5 000 décès annuels (2 800 conducteurs qui se tuent eux-mêmes et 2 200 victimes). On découvre aussi, sans surprise, les rythmes de l'imprégnation alcoolique et leur traduction chiffrée : le nombre des accidents de la circulation est multiplié par trois entre 18 heures et 3 heures du matin et six accidents dominicaux sur dix sont directement liés à l'alcool.

Comment porter remède à une telle situation ? M. Mayet ne cache pas qu'il s'agit d'une entreprise « *difficile* ». Contre elle : la présence permanente et multiforme de l'alcool dans notre culture. Pour : la volonté politique et la force de persuasion des campagnes publicitaires. Une force toute relative. Ainsi, si l'on abandonne le célèbre « *Boire ou conduire, il faut choisir* », c'est que la cible n'a pas été atteinte. « *Le slogan*, explique-t-on, *faisait l'unanimité dans l'opinion, mais « boire » signifiait « boire trop ». Il évoquait les alcooliques, c'est-à-dire les autres.* »

On change donc de slogan en cherchant à atteindre les hommes de dix-huit à vingt-quatre ans et ceux de trente-cinq à quarante-neuf ans, c'est-à-dire les deux groupes de conducteurs principalement concernés par l'alcool au volant. Reste qu'on se trouve aujourd'hui dans une situation particulière et imprévue.

La loi du 8 décembre 1983, beaucoup plus sévère (elle a ramené le taux légal d'alcoolémie à *0,80 gramme par litre*), demande, pour être vraiment appliquée, l'utilisation de nouveaux appareils de dépistage. Ainsi, le dépistage préventif (*en l'absence d'accident ou* d'infraction) devra être effectué au *moyen d'un éthylotest*, « *ballon* » d'un nouveau type beaucoup plus *précis, permettant l'affichage* numérique de la teneur en alcool de l'haleine. Parallèlement, des éthylomètres qui délivreront des documents imprimés se substitueront à l'analyse sanguine. Mais, alors qu'on attendait l'arrivée prochaine de ces appareils sur le bord des routes, M. Mayet vient d'annoncer qu'en raison de difficultés techniques ces derniers ne seront pas mis en service avant la fin de l'année.

« *La grande industrie ne s'est pas intéressée à ce créneau*, explique le délégué interministériel à la sécurité routière, *et nous avons perdu des semaines précieuses.* » Les méthodes traditionnelles (« ballon et prise de sang ») resteront donc en usage, notamment pendant les fêtes de la Pentecôte.

JEAN-YVES NAU.

● *L'incendie de Saint-Jean-de-Losne.* — Le tribunal de grande instance de Dijon a relaxé, le 8 juin, le directeur de l'hospice de vieillards de Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or), M. Jean-Louis Tisserand, poursuivi pour homicides et blessures involontaires après l'incendie de l'établissement — par un pyromane non identifié — le 21 avril 1980. L'incendie avait coûté la vie à trente-deux personnes.

Cette affaire, note le jugement, « *démontre à l'évidence que la réglementation en matière d'incendie, si adaptée soit-elle, et les équipements prévus pour parer un sinistre accidentel, ne sont pas de nature à prévenir un acte intentionnel de l'ampleur de celui du 21 avril 1980* ».

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1984 a été tiré à 444 607 exemplaires

A B C D F G H

La Transat en solitaire

PATRICK MORVAN LANCE UN APPEL DE DÉTRESSE

Le récent recordman de la traversée de l'Atlantique nord à la voile, Patrick Morvan, qui se trouvait samedi 9 juin en tête de la Transat anglaise en solitaire, a lancé à 6 h 28 GMT un appel de détresse. Son catamaran *Jet-Services* a heurté une bille de bois alors qu'il filait à 18 nœuds. L'une des coques largement ouverte et immergée, Patrick Morvan espère recevoir l'aide d'un cargo pour sauver son bateau. Gilles Gahinet, qui occupait la deuxième place sur *33 Export*, a décelé une fissure dans son mât, mais a décidé de poursuivre la course. Ces avaries devraient profiter à l'Américain Peter Philips (trimaran *Travacrest Seaway*) et à Marc Pageot (catamaran *Elf-Aquitaine*), qui venaient en troisième et quatrième position.

La représentation polonaise aux cérémonies du débarquement : entre l'amertume et la récupération

Il n'y avait pas de drapeau polonais sur la plage d'Utah Beach, lors de la principale commémoration du débarquement du 6 juin 1944, ce qui peut paraître pour *le moins étonnant, à moins qu'on* ait tout à fait oublié que la Pologne est de toutes les nations alliées celle qui a payé le tribut le plus lourd à la guerre en proportion de sa population, et que ses soldats ont combattu sur tous les fronts, du 1er septembre 1939 au 9 mai 1945.

L'explication « technique » est fort simple : les seuls drapeaux *hissés ce jour-là étaient ceux des* nations représentées par leur *souverain ou chef d'État*, et comme ni le général Jaruzelski ni le président du Conseil d'Etat n'avaient été invités...

Dans le contexte actuel, une telle invitation n'était à vrai dire guère imaginable — en raison de l'image de l'actuel régime de Varsovie, et aurait sans doute suscité une certaine émotion parmi ceux des Polonais — de *l'émigration ou de l'intérieur* — qui considèrent que le principal titre de gloire du *général* Jaruzelski est d'avoir déclaré la guerre à son propre pays.

Sans compter que les soldats qui ont combattu sur les fronts occidentaux — souvent rescapés des camps soviétiques où les avait placés le pacte germano-russe — étaient sous l'autorité *du gouvernement polonais en exil* à Londres, traîné dans la boue par Staline, et à sa suite par le régime populaire progressivement installé en Pologne à partir de 1944...

A vrai dire, les autorités de Varsovie ne comptaient pas sur une telle invitation. Mais de là à ne pas être invités du tout, à quelque niveau que ce soit... Plusieurs *articles bien sentis parus* dans la presse polonaise à l'approche des cérémonies ont attiré l'attention sur cet oubli flagrant, et finalement ce qui semble une solution de compromis a été trouvé : une délégation de cinq *personnalités, conduites* par le général Mieczyslaw Grudzien, *président* de l'*Office des anciens* combattants, a *été* invitée (*le Monde* du 8 juin), mais là encore, sans doute par souci d'éviter toute « récupération politique » par le régime de Varsovie, les responsables français des cérémonies d'Utah Beach n'ont offert que trois places à la délégation — pour son chef et pour les deux officiers supérieurs ayant réellement *participé aux combats sur* le sol de France en 1944. Jeudi 7 mai, une autre cérémonie a eu lieu au cimetière d'Urville-Langannerie, où *reposent* de nombreux soldats de la première division *blindée* polonaise, avec la participation du secrétaire d'Etat français aux anciens combattants, *M. Jean Laurain*.

Tous comptes faits, les membres *de la délégation officielle* s'estiment à peu près satisfaits *du déroulement des cérémonies*, même si, comme l'explique l'un d'entre eux, il était évident que, « *dans cette situation très délicate, les Français ont donné sans arrêt l'impression d'avoir peur de faire un faux pas* ». Et d'enchaîner sur le fait que les seuls vrais patriotes sont ceux qui soutiennent leur pays — *c'est-à-dire* l'actuel régime — dans les moments difficiles, et que, d'ailleurs, l'un des anciens combattants membres de la délégation figure en tête de liste pour les élections municipales du 17 juin... Des élections auxquelles naturellement — « *il n'y pas le moindre doute là-dessus* » — l'immense majorité des Polonais participeront...

J. K.

TROIS FRANÇAIS POURSUIVIS POUR ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Trois ressortissants français ont été inculpés, le 8 juin, d'intelligence avec des agents soviétiques par *M. Bruno Laroche*, juge d'instruction à Paris, qui les a laissés en liberté *sous* contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire national. *Il s'agit* de M. Bernard Godefroy, cinquante-sept ans, directeur-adjoint de *la* société de produits agro-alimentaire Fram International, de M. Claude Péjon, cinquante-sept ans, ingénieur en chef à Air France et de sa femme Marie-Paule, quarante-deux ans, sans profession.

A l'origine, M. Godefroy aurait été contacté par deux agents soviétiques qui prétendaient être chargés d'effectuer en France des recherches d'ordre agro-alimentaire. Il aurait ensuite *accepté* de leur fournir des renseignements sur les transports *aériens* et *son ami Péjon lui* aurait fait parvenir, par sa femme, des documents *confidentiels* d'Air France.

PSY-VIOLS

Geraldo *Passerelli*, trente-six ans, psychiatre et psychanalyste, accusé de deux viols, a été condamné le 8 juin à cinq ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, et à trois ans de mise à l'épreuve avec obligation de soins *spécialisés* par la cour d'assises de Paris.

Ce psychanalyste séduisant, d'origine brésilienne, avait violé, en 1981, une jeune femme âgée de vingt-neuf ans, chez lui, après un repas. « *Je n'ai pas compris qu'elle se laissait aller parce qu'elle n'avait pas le choix*, a-t-il déclaré. *Je n'ai pas vu sa peur.* » Lors de son deuxième viol, cet homme, qui devenait « *fou* », a menacé sa victime, vingt-trois ans, d'un couteau. « *J'ai lâché mes défenses*, a-t-il expliqué. *C'est le moment qu'elle a choisi pour me dire non, me repousser. Alors j'ai déraillé.* »

M. Serge Leclaire, psychanalyste, qui a suivi un temps l'accusé, a décrit son confrère comme « *éminemment sociable et extraordinairement solitaire* ». Et Mme Françoise Dolto, qui suit en thérapie le détenu, s'est interrogée : « *Pourquoi les freins n'ont-ils pas fonctionné chez cet homme si sensible ?* »

● *Une fillette assassinée dans la Gironde.* — Le corps de Christelle Gaudet, treize ans, a été retrouvé le 7 juin après-midi dissimulé derrière une haie à proximité du domicile de ses parents, à Jau-Dignac et Loirac (Gironde). La fillette avait disparu le 2 juin alors qu'elle revenait de faire des courses au centre du village. Selon l'autopsie pratiquée sur la victime, Christelle n'a subi aucune violence sexuelle mais aurait succombé à la suite de plusieurs violents coups provenant d'une arme blanche.

Selon les gendarmes, il semble que ce drame n'ait aucun rapport avec la mort de Magali Forabosco, sept ans, près d'Agen, en février, ni avec celle de Nelly Quere, deux ans, dans la banlieue bordelaise en 1983.

